

Le journal des rencontres

Prix libre
(Coût de fabrication 3 €)

ÉDITO

Les semences en commun

Les semences paysannes aiment les rencontres. Elles sont bien trop précieuses pour être réduites à de vulgaires objets industriels, brevetés et à usage unique. C'est la diversité des communautés humaines et la richesse des échanges qui a permis de créer cette infinie diversité végétale nourricière. Mais nul doute aussi que la diversité végétale a influé sur la diversité des êtres humains et de leurs cultures. Toute la plante est dans la semence : la mémoire du passé, des gènes apparus il y a des millions d'années qui, grâce aux rencontres dans les champs et aux échanges dans les fermes, se sont rassemblés dans la graine pour s'adapter aux conditions de demain. Est-ce cette vitalité intrinsèque aux semences paysannes qui est *communicative* ? Car tous sans exception : participants de tous pays, cuisiniers, organisateurs, bénévoles, nous avons tous senti cette formidable énergie nous traverser pendant les Rencontres Internationales des Maisons des Semences Paysannes de Boulazac en ce début d'automne 2012. Si l'on oublie le sens récent du verbe *communiquer*, importé de l'anglais et de la publicité, pour revenir à ses racines : "partager, être en relation avec, mettre en commun", on peut dire sans prétention que nous avons eu une *communication* de grande qualité lors de ces rencontres. A nous de faire en sorte que cette communication/partage, qui renforce les fondations de ces lieux communs, les Maisons des Semences Paysannes, soit une première étape vers une communication/sensibilisation plus large du public. Plus des deux tiers de l'humanité ne dépend toujours pas de l'industrie agrochimique pour se nourrir. Les semences paysannes et leurs savoir-faire associés sont bien vivants au Sud alors qu'elles étaient en voie de disparition au Nord. Merci aux paysannes et paysans venus d'Inde, du Brésil et d'Afrique d'être venus de si loin pour mettre en commun leurs savoir-faire pour gérer les semences collectivement. Ils sont repartis conscients de l'importance d'une vigilance commune face aux lois scélérates que les transnationales tentent d'imposer sur tous les continents, violant sans scrupule les droits ancestraux des communautés paysannes. Si ces lois entrent en application, les semences paysannes auront plus besoin de l'esprit de la Commune pour survivre que du statut économique de biens communs. Le constat est clair : pour retrouver cette biodiversité végétale vitale et pour la renouveler dans nos champs et dans les assiettes de nos enfants, il faudra être nombreux et bien organisés. Puisse ce journal, œuvre composée à plusieurs mains sous la coordination de Christine Domerc de BEDE et de Fanny Levrou du RSP, avec les contributions d'un grand nombre d'auteurs, pour vous faire partager un peu de ces moments forts, susciter des vocations et proposer une contribution concrète et un réseau efficace à tous ceux qui, un peu partout, se rassemblent pour cultiver en commun la biodiversité.

Patrick de Kochko, coordinateur du RSP

VISION LOCALE

Les initiatives individuelles d'hier sur les semences paysannes prennent aujourd'hui tout leur sens dans une dynamique de travail collectif. C'est ainsi que nous pouvons renforcer notre position et affirmer à d'autres partenaires, l'importance de participer à l'ensemble des actions autour de la sauvegarde et du développement de la biodiversité cultivée. Le travail mené par Bio d'Aquitaine autour de



VISION GLOBALE

Les Maisons des Semences Paysannes sont les premières pierres de la fondation d'un mouvement mondial vers l'avènement de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire des populations. En France, l'inspiration des Maisons des Semences est plurielle, mais l'influence brésilienne des cas de semences et celle des systèmes semenciers autonomes des sanghams des femmes rurales du plateau du Decan indien ont profondément marqué les esprits des membres du Réseau Semences Paysannes (RSP) français depuis sa création en 2003. Dix ans après, on observe avec bonheur des dizaines d'initiatives éparpillées dans les régions françaises. En réunissant dans le Périgord des producteurs de semences paysannes de tous les continents, le RSP offre l'occasion de découvrir une palette de formes d'organisation collective, chaque communauté locale inventant son modèle. L'échange d'expériences est alors exceptionnel, comme l'illustre de

cette problématique nous a amené à créer des échanges avec d'autres groupes de paysans et notamment au Brésil où nous avons pu mieux connaître les maisons de la semence, ce qui nous a permis de développer ce concept en Dordogne. La participation au Réseau Semences Paysannes permet de valoriser ce travail sur l'ensemble du territoire.

Nous avons aussi pu nous investir ces dernières années dans un programme biodiversité européen (Reverse...) et là encore, ceci a permis de

créer des échanges autour de la problématique des semences...

Lorsque le RSP a émis la volonté d'organiser des rencontres internationales sur les maisons des semences paysannes nous avons répondu favorablement pour les accueillir, ceci s'inscrivant en continuité avec le travail en cours. Nous sommes heureux d'avoir contribué à la réalisation d'un évènement de cette ampleur où la force d'un réseau national, mais aussi international, est un atout primordial de résistance et de progrès.

Nous continuerons à travailler et apporter notre soutien à l'ensemble des travaux qui amèneront à la reconnaissance des droits fondamentaux des paysans à ressemer et échanger librement leurs semences.

Le RSP est un acteur indispensable pour fédérer nos actions et mener un travail de fond et je tiens remercier l'ensemble des personnes qui s'y investissent tant au niveau local, national, qu'international.

Dominique Leconte, agriculteur bio et président de Bio d'Aquitaine

manière emblématique la rencontre improbable, dans la verdure du Change périgourdin, des producteurs et productrices de semences paysannes d'Afrique de l'Ouest et d'Inde pour consolider les liens autour de la défense et de la promotion des mils et millets, céréales nourricières des civilisations des zones arides, aujourd'hui étouffées par les blés et les riz irrigués. Tisser les fils des réseaux entre les continents mène naturellement à la construction de coalitions pour un plaidoyer mondial pour les semences paysannes. C'était l'objectif de la rencontre internationale d'Aiguillon au siège du RSP qui a suivi de quelques jours celles des Maisons des Semences Paysannes. L'occasion était trop belle de réunir les principaux acteurs de la scène internationale pour construire une analyse collective avec les praticiens des semences paysannes et proposer une démarche pour influencer sur les politiques publiques. C'est donc à l'initiative du Comité



international pour la souveraineté alimentaire (CIP), qui anime à Rome les organisations de la société civile dans le plaidoyer auprès des agences onusiennes de l'agriculture et de l'alimentation, que cette plateforme internationale a été installée, étape importante d'un processus dont l'essentiel est rapporté dans le carnet central de ce journal.

La route est longue, mais quelques soient les péripéties des processus internationaux, ceux-ci n'auront de sens qu'à travers les dynamiques initiées par les Maisons des Semences Paysannes des différents territoires.

Robert Ali Brac de la Perrière, coordinateur de BEDE

■ EXPÉRIENCES EN FRANCEp.2-7	■ EXPÉRIENCES EN AFRIQUEp.15-17	■ EVÉNEMENTSp.26-27
■ EXPÉRIENCES EN EUROPEp.8-11	■ ATELIERS D'ÉCHANGES D'EXPÉRIENCESp.18-23	■ TABLE RONDEp.27
■ EXPÉRIENCES EN AMÉRIQUE LATINE ET EN ASIEp.12-14	■ VISITES TECHNIQUESp.24	■ PARTICIPANTSp.28
	■ RETOUR EN IMAGESp.25	■ PROCESSUS GLOBALp.I-IV

Réseau Semences Paysannes • Le RSP est un réseau national constitué de 69 organisations, toutes impliquées dans des initiatives de promotion et de défense de la biodiversité cultivée et des savoir-faire associés. Outre la coordination et la consolidation des initiatives locales, le RSP travaille à la promotion de modes de gestion collectifs et de protection des semences paysannes (Maisons des Semences Paysannes), ainsi qu'à la reconnaissance scientifique et juridique des pratiques paysannes de production et d'échange de semences et de plants. www.semencespaysannes.org

BEDE • BEDE (Biodiversité : Echanges et Diffusion d'Expériences) est une association de solidarité internationale en lien avec une cinquantaine d'organisations de différents réseaux français, européens et internationaux. BEDE contribue à la protection et à la promotion des agricultures paysannes en soutenant les initiatives d'une gestion respectueuse du vivant par un travail d'information et de mise en réseau (organisation de rencontres entre paysans, chercheurs et société civile des pays d'Europe, du Maghreb et d'Afrique de l'Ouest et réalisation de matériel pédagogique). www.bede-asso.org

Bio d'Aquitaine • Bio d'Aquitaine, fédération des agriculteurs bio d'Aquitaine, regroupe 5 associations départementales qui développent une agriculture biologique fondée sur l'autonomie des producteurs, l'échange et la coopération. Depuis 2001, l'association mène un programme d'expérimentation de sélection participative sur des populations paysannes de maïs, tournesols, céréales à paille, potagères et fourragères, et anime un réseau d'agriculteurs dans leurs démarches de réappropriation des savoir-faire sur la sélection et l'autoproduction de semences (voir article p.4). www.bio-aquitaine.com

LES MAISONS DES SEMENCES PAYSANNES EN FRANCE

Panorama des organisations collectives de gestion de la biodiversité cultivée

De mai à novembre 2011, le Réseau Semences Paysannes (RSP) a mené une large enquête pour aller à la rencontre des initiatives originales d'organisations collectives de gestion de la biodiversité cultivée, ou Maisons des Semences Paysannes (MSP). Nous vous présentons ci-après un aperçu des objectifs et des principaux résultats de cette étude.

Que sont les Maisons des Semences Paysannes ?

Définition

Les Maisons des Semences Paysannes sont des modes d'organisations collectives de gestion et de protection des semences paysannes (en particulier face aux risques de biopiraterie et de contaminations par les OGM). Entre échanges de semences et partages de savoirs et de savoir-faire au niveau local, elles permettent aux paysans, jardiniers et citoyens d'organiser eux-mêmes le développement des semences paysannes malgré un cadre réglementaire qui tend à les interdire.

Origine du concept et précisions

Au niveau international, il est souvent question de *Banques de semences gérées par les communautés*. Au Brésil, les *Casas de Semences Criolas* (littéralement : Maisons de Semences Créoles) désignent des organisations collectives de gestion des semences paysannes, c'est ce terme, traduit par *Maisons des Semences Paysannes*, qui a été importé en France par l'association Bio d'Aquitaine au début des années 2000.



Entretien autour du stockage et du séchage des graines avec Philippe Catinaud (Biau Germe)

Si ce terme désigne bien des organisations collectives de gestion de la biodiversité cultivée, il faut noter que le mot "maisons" sous-entend la présence d'un lieu physique alors que les quelques exemples développés ci-après vous montreront que cela n'est pas toujours le cas. Pour éviter les confusions et caractériser ce que nous entendons par *Maisons des Semences Paysannes*, vous trouverez souvent sur les publications et outils de communication du RSP ce terme assorti du sous-titre '*modèles d'organisations collectives de gestion de la biodiversité cultivée*'.



Valérie Peyret (Jardin'Envie) dans son potager dans la Drôme

En quoi les types de plantes et leurs modes de reproduction influent-ils sur les modes d'organisations collectives ?

Les plantes autogames (ex : le blé) se reproduisent en auto-fécondation, alors que les plantes allogames (ex : le maïs) se reproduisent en fécondation croisée. En conséquence, si l'on souhaite cultiver plusieurs variétés de maïs dans un objectif de conservation, il faut les isoler les unes des autres pour qu'elles ne se croisent pas. A l'inverse, plusieurs variétés de blés peuvent être cultivées sur une même parcelle sans risques de croisement. On comprend alors qu'il est possible de penser la conservation des plantes autogames via la mise en place de "collections vivantes" sur une même parcelle, alors qu'il est indispensable de répartir les variétés allogames dans l'espace et de les isoler les unes des autres si l'on souhaite les conserver.

D'autre part, il est possible de renouveler certaines plantes, comme les arbres fruitiers, par multiplication végétative ce qui ouvre d'autres possibilités et apporte des contraintes organisationnelles différentes.

Enfin, si l'on s'intéresse au cycle de vie des plantes, il est aisé de comprendre que la conservation d'une plante pérenne ne demandera pas la même organisation dans le temps et dans l'espace que la conservation d'une plante annuelle, que celle-ci soit autogame ou allogame.

Pourquoi s'y intéresser aujourd'hui ?

De la création du réseau à l'enquête et aux rencontres MSP

Le RSP a été créé en 2003, suite aux rencontres d'Auzeville durant lesquelles plusieurs centaines de personnes s'étaient réunies pour proclamer les droits fondamentaux des paysans vis-à-vis des semences et pour construire, ensemble, une alternative aux variétés industrielles inadaptées aux agricultures paysannes, biologiques et biodynamiques. Constitué principalement à l'origine par des individus isolés qui travaillaient sur les semences paysannes, le RSP regroupe aujourd'hui plus d'une soixantaine de collectifs impliqués dans des initiatives de gestion dynamique, de promotion et de défense des semences paysannes. Ces organisations sont très diverses : leurs moyens, leurs modes d'actions et leurs activités diffèrent, mais leur implication en faveur de la biodiversité cultivée les rassemble.

La nécessité de s'organiser collectivement s'est imposée à tous, aussi bien pour des raisons techniques que politiques ou réglementaires, et le terme de *Maisons des Semences Paysannes*, préféré aux *Banques de semences*, a fait son apparition pour

désigner ces modes d'organisations collectives (cf. introduction). De plus en plus de groupes locaux, membres du RSP, sont en demande de connaissances et d'échanges sur le sujet pour développer les modes d'organisations qui répondent le mieux à leurs besoins. Afin de répondre au mieux à cette demande, le RSP a souhaité intensifier son travail sur les MSP via notamment : 1) la réalisation d'une enquête auprès de ses membres pour capitaliser leurs expériences, leurs questionnements et leurs attentes sur ces modes d'organisations collectives ; 2) l'organisation de rencontres d'échanges d'expériences sur le sujet.



Entretien avec Raphaël Baltassat (ARDEAR Rhône-Alpes) dans sa collection de blés paysans

Une enquête pour capitaliser les expériences

Méthodologie de collecte et d'analyse des données

De mai à novembre 2011, une enquête a été réalisée dans 11 régions de France auprès de 75 personnes représentant 34 collectifs (personnes ressources, praticiens...). Chaque entretien a fait l'objet d'un compte-rendu détaillé qui a ensuite été analysé sous forme de mots-clés décrivant l'organisation du collectif (origine, activités, acteurs, etc.). Les différents modes d'organisations, outils et pratiques observés sur le terrain ont ensuite été décrits activité par activité.

Présentation des résultats

• Éléments conditionnant la diversité des collectifs

La diversité des organisations collectives est conditionnée par un certain nombre d'éléments :

- Le contexte (politique, financier, matériel).
- L'origine du collectif (à l'initiative d'un individu ou d'un collectif, à l'initiative d'une demande d'aval...).

- Les acteurs (paysans, jardiniers, membres de la société civile).
- Les idéologies des acteurs (envies, besoins, visions des semences paysannes).
- Les types de plantes et leurs modes de reproduction (plantes autogames ou allogames, plantes pérennes - cf. encadré en page 2).

• Présentation de la diversité des collectifs

La diversité des modes d'organisations peut être présentée en décrivant, activité par activité, les modes d'organisations, outils, pratiques, rencontrés. L'encadré "Activités potentielles d'une Maison des Semences Paysannes" (p.3) détaille la diversité des activités mises en place au sein des 35 collectifs enquêtés. Il représente la liste des "activités potentielles" d'une MSP, chaque collectif n'étant pas forcément impliqué dans la totalité de ces activités.

Ces éléments ont été discutés lors des ateliers des rencontres MSP (cf. articles dédiés p. 18 à 23).

Une enquête pour capitaliser les expériences - Suite

Quelques éléments de résultats

Cet article se propose de mettre l'accent sur quelques éléments éclairant les expériences de certaines organisations collectives enquêtées, dont plusieurs sont présentées dans ce journal (Biau Germe, Agrobio Périgord, Kaol Kozh, Pétanielle, Renova).



Entretien avec Mme Legeloux (Payzons Ferme) sous son hangar de stockage de pommes de terre dans le Morbihan

• La question du lieu physique

Le terme "maison" au singulier fait référence à un unique lieu physique. Si une MSP ne peut en aucun cas se résumer à cela, certains jugent indispensable d'avoir un lieu central qui puisse matérialiser cette organisation aux yeux de tous (monde paysan, grand-public, financeurs). Ce lieu peut avoir diverses fonctions : stockage de semences ou de matériel, bureau, vitrine pour une communication extérieure, etc. Par exemple, Agrobio Périgord dispose, en plus d'une plate-forme expérimentale, d'un local qui sert à la fois de stockage et de vitrine pour présenter aux agriculteurs partenaires et au grand-public la diversité des variétés de maïs population et de potagères gérée par leur organisation. A l'inverse, l'ARDEAR Rhône-Alpes ou Triptolème ne disposent pas de ce type de local : le stockage et la conservation sont gérés individuellement à la ferme, et la communication se base sur les "fermes-relais" qui concentrent une grande partie des activités de conservation de l'association.

• La question des échanges de semences : centralisation des échanges ou non

En lien avec la présence ou non d'un lieu "central", certains collectifs centralisent les échanges de semences (ex : Agrobio Périgord ou CBD Poitou-Charentes qui pratiquent des



Christophe Delay (Croqueurs de Pommes de Balme Dauphinoises) et Gilbert Nicaise (Croqueurs de Pommes du Jarez) dans la pépinière de Christophe en Isère

échanges sous conventions d'expérimentation avec un animateur salarié qui centralise les échanges et s'occupe des questions administratives liées à la convention). D'autres, souhaitent que les échanges se fassent uniquement de paysan à paysan sans passage par l'animateur (ex : ARDEAR Rhône-Alpes où l'animateur salarié a un rôle de mise en réseau et ne sert pas d'intermédiaire physique). En cas de centralisation des échanges, un lieu physique pour gérer le stockage peut s'avérer nécessaire alors que ça n'est pas le cas si les échanges sont effectués directement entre paysans.

Par ailleurs, d'un collectif à l'autre, les modalités d'échanges de semences diffèrent : sous convention ; sous conditions de retours ou de mise à disposition l'année suivante d'une quantité équivalente ou double de la quantité distribuée initialement ; avec ou sans indemnisation ; avec ou sans rémunération (vente de semences, prestation de multiplication, etc.). Citons l'association Kaol Kozh qui organise la multiplication de semences au sein de l'association en partant du principe que la semence est un bien collectif entre tous les adhérents de l'association. Lors des échanges de semences, c'est la prestation de multiplication et non la semence qui fait l'objet d'une rémunération.



Présentation du travail de capitalisation d'expériences lors des rencontres

• La question des collections vivantes

Certains des collectifs rencontrés mettent en place des collections vivantes dans lesquelles des variétés paysannes sont cultivées côte-à-côte en micro-parcelles. Ces collections peuvent avoir des rôles différents : plate-forme pour le suivi-évaluation des variétés ou d'expérimentations (suivi de croisements, test d'itinéraires techniques différents, notations des caractéristiques des variétés...); vitrine quand elles sont le lieu de portes-ouvertes ou de visites techniques ; conservation ou pré-multiplication enfin quand il s'agit de plantes autogames ou de plantes pérennes. Citons l'exemple de la collection de céréales à paille du CETAB qui cumule les rôles de plate-forme, conservatoire et vitrine ; celle de TREFLE (conservatoire, vitrine), de Bio d'Aquitaine (plate-forme, vitrine) ou encore les vergers conservatoires entretenus par les Croqueurs de Pommes des Balme Dauphinoises (conservatoire, vitrine, plate-forme).

• La question de la conservation

L'organisation de la conservation varie d'un collectif à l'autre. Pour les plantes allogames, l'obligation de répartition des variétés dans l'espace impose rapidement la nécessité du collectif (ex : Bio d'Aquitaine qui répartit les



Mariano Pusceddu (Semeurs du Lodévois-Larzac) dans ses champs

variétés de maïs à conserver chez les agriculteurs partenaires), mais cette répartition dans l'espace des variétés n'est pas l'exclusivité des collectifs travaillant sur les plantes allogames (exemple de Pétanielle qui organise la répartition des variétés de céréales à paille au sein d'un réseau de jardiniers et de paysans).

Pour les céréales à paille ou les plantes pérennes, la conservation des variétés peut-être organisée sur un lieu unique avec la mise en place de collections vivantes ou de vergers conservatoires (ex : CETAB, TREFLE, Croqueurs de pommes des Balme Dauphinoises). Il est parfois choisi par commodité (charge de travail, répartition géographique, contraintes matérielles ou de surface) de diviser ces collections en des collections de plus petite taille (ex : Triptolème, ou Pétanielle qui en plus de répartir les variétés chez les praticiens dispose de plusieurs collections de taille moyenne), ou d'organiser la circulation de la collection d'un producteur à un autre (ex : collection tournante du CETAB).

Pour les plantes annuelles, il est aussi possible d'alléger le travail de remise en culture annuelle des variétés en gardant certaines variétés au frais une année sur deux (stockage).

• La question de la rémunération des activités de conservation/multiplication (lien avec la valorisation des variétés paysannes)

La question du financement des activités de conservation et de multiplication des variétés paysannes est une question récurrente. Les organisations collectives rencontrées offrent différentes pistes pour cela : les artisans semenciers financent ce travail via la commercialisation de semences (ex : membres des Croqueurs de Carottes) ; pour d'autres, c'est la valorisation des produits issus de semences paysannes qui permet de financer les activités de gestion dynamique des semences paysannes (ex : vente de légumes chez Jardin'Envie ; transformation des fruits en jus, cidre et confitures pour Renova) ; dans le cadre de programmes d'expérimentation, le travail de conservation des variétés paysannes peut-être indemnisé (ex : Bio d'Aquitaine, GABB Anjou, CBD), même si cette indemnisation est généralement symbolique ; certaines associations font appel aux dons de particuliers pour financer les activités de conservation ou de multiplication (ex : Triptolème) ; d'autres ont

mis en place des partenariats avec des partenaires d'aval, intéressés par une valorisation dans leurs circuits de produits issus de semences paysannes, qui permettent le financement de programmes de sélection et par la même occasion la conservation et/ou la multiplication des variétés paysannes (ex : CIVAM Agrobio 47, Bio Loire Océan) ; enfin, certains collectifs organisent la multiplication des variétés en interne et rémunèrent la prestation de multiplication comme expliqué plus haut (ex : Kaol Kozh).

• La question de l'implication de la société civile

Certains des collectifs rencontrés sont exclusivement constitués de paysans, d'autres sont des collectifs de jardiniers, d'autres enfin sont mixtes. L'implication de la société civile dans ces organisations est variable : dans certaines, elle intervient uniquement comme soutien en tant que membre associé (soutien financier via l'adhésion ou le don, bénévolat pour la gestion administrative), dans d'autres, elle intervient comme acteur de la gestion dynamique de la biodiversité cultivée (ex : Pétanielle, qui a réuni un réseau important de jardiniers qui ont en charge la conservation ou la multiplication de variétés paysannes).

Les semences paysannes, c'est quoi ?

Voir encadré page 5



Florent Mercier (Triptolème et GABB Anjou) devant sa collection de blés paysans

Conclusion

Il n'y a pas de modèle(s) d'organisation(s) collective(s) mais au contraire une grande diversité qui est à mettre en relation avec la diversité des plantes cultivées, des terroirs, des femmes et des hommes qui les cultivent. Ce travail de capitalisation d'expériences

visait à rendre compte de cette diversité et à apporter aux collectifs intéressés des éléments issus de l'expérience des autres pour enrichir leurs réflexions et faciliter la mise en place du mode d'organisation le plus adapté à leurs attentes. ■

Plus d'informations auprès de fanny@semencespaysannes.org ou dans la publication dédiée à paraître

Par Fanny Levrouw, RSP

Activités potentielles d'une Maison des Semences Paysannes

- 1/ Gestion de la biodiversité cultivée (conservation, sélection, expérimentation, multiplication, échanges de semences, stockage).
- 2/ Capitalisation et de diffusion des savoirs et savoir-faire.
- 3/ Valorisation des semences paysannes ou des produits qui en sont issus.
- 4/ Communication.
- 5/ Activités liées au fonctionnement global de la structure (structuration du collectif : origine, acteurs, dimensionnement... ; moyens humains, matériels et financiers).

BIO D'AQUITAINE - AGROBIO PÉRIGORD

L'Aquitaine cultive la biodiversité

Au début des années 2000, Bertrand Lassaigne, agriculteur bio en Dordogne, produisait déjà la quasi-totalité de ses semences de grandes cultures, sauf en maïs pour lequel il rachetait chaque année des semences hybrides. En 2001, un scandale révèle que des lots de semences "accidentellement" contaminés par des OGM ont été vendus à des agriculteurs. Il pressent alors la nécessité de se mobiliser pour trouver une alternative aux variétés proposées par les semenciers et part à la recherche de variétés non hybrides de maïs : les maïs de population. L'association AgroBio Périgord s'implique à ses côtés dans ce projet qui prend rapidement de l'ampleur...

Les maïs de population, une alternative aux OGM

De 2001 à 2012, une centaine de populations de maïs ont été retrouvées en France dans les jardins de quelques agriculteurs (souvent retraités), dans les congélateurs de l'INRA, ainsi que dans différents pays où elles étaient encore cultivées. Au-delà des variétés, les acteurs de ce programme se rendent rapidement compte que les savoir-faire paysans sur la sélection et la production de semences à la ferme ont été perdus.



Cueillette festive de maïs population lors de la Fête de la biodiversité cultivée / Fête des cueilleurs volontaires, à Bussunarits (Pays Basque) en 2006

En 2004, un voyage d'échange d'expériences avec des groupes d'agriculteurs brésiliens est organisé par le RSP. Les membres d'AgroBio Périgord en ramènent de nombreuses connaissances pratiques sur la sélection massale et participative ainsi que sur les organisations collectives de gestion des semences paysannes. C'est suite à ce voyage que le concept 'Maison de la Semence' est développé à AgroBio Périgord.

La Maison de la Semence d'AgroBio Périgord

En 2012, ce sont plus de 350 agriculteurs, principalement répartis sur tout le grand ouest de la France, qui participent aux actions de la Maison de la Semence en maïs de population.

Chaque année, de petites quantités de semences (1000 à 3000 m²) sont confiées aux agriculteurs volontaires pour multiplier ces variétés sur des parcelles isolées (300 m en maïs) et sous conventions d'expérimentation. Un accompagnement technique est apporté à travers des publications et l'organisation de formations et de journées d'échanges de pratiques. Les agriculteurs s'engagent à restituer à la Maison de la Semence environ 3 fois la quantité de semences qu'ils ont reçue au départ. Après avoir été analysées pour éviter tout risque de pollution par des OGM, les semences sont ensuite redistribuées à de nouveaux agriculteurs souhaitant participer à ce projet.

Sur ces parcelles d'essais, les agriculteurs réalisent également des observations qui viennent complé-



Echange d'expériences et de savoir-faire avec des délégations guatémaltèques et indiennes sur la plate-forme du Change en 2010

ter les caractérisations des variétés réalisées sur la plate-forme régionale d'expérimentation d'AgroBio Périgord. Cette plate-forme qui regroupe chaque année l'ensemble des variétés de la Maison de la Semence est un lieu d'expérimentation et de rencontres techniques. Elle ne peut pas être un lieu de multiplication compte tenu de l'allogamie du maïs, et toutes les multiplications sont faites dans les champs par les agriculteurs participants à la Maison de la Semence. Des jardiniers participent également à la conservation de certaines variétés.

L'Aquitaine cultive la Biodiversité : un programme régional

En 2003, le travail initié à AgroBio Périgord devient le programme régional "L'Aquitaine cultive la biodiversité" porté par la fédération Bio d'Aquitaine, avec le soutien du Conseil Régional d'Aquitaine et du Fond Européen Agricole pour le

Développement Rural. Des actions sont aujourd'hui réalisées sur toute l'Aquitaine et de nouvelles espèces sont concernées : les potagères à AgroBio 47, Périgord et Gironde, les fourragères à BLE (64), les céréales au CETAB (47)... Au total, environ 5 ETP (Equivalent Temps Plein) sont consacrés aux semences paysannes au sein de ces associations. Bio d'Aquitaine est également impliqué dans différents programmes de recherches nationaux ou européens (CASDAR Pro-ABiodiv, SOLIBAM, REVERSE...). Par ailleurs, Bio d'Aquitaine organise chaque année la Fête de la Biodiversité Cultivée, fête itinérante en Aquitaine, pour aller à la rencontre des agriculteurs et citoyens de la région et les sensibiliser aux intérêts et enjeux des semences paysannes. ■

www.agrobioperigord.fr

Par Jennifer Kendall,
AgroBio Périgord

BIAU GERME

Une longue expérience d'écoute, de partage et d'expression collective...

Le Groupement d'Intérêt Économique (GIE) du Biau Germe, basé dans le Lot-et-Garonne, est un groupement d'artisans semenciers qui produit des semences potagères biologiques. Les outils de gestion collective qu'il a mis en place en font un exemple d'organisation collective.

Le Biau Germe a été créé en 1982 par Sylvia qui faisait ses propres graines et son propre catalogue. Aujourd'hui, le GIE regroupe 21 personnes (dont 11 associés). Le statut de GIE permet de mettre en commun les moyens de chaque producteur pour produire et vendre ensemble leurs semences. Les semences sont cultivées en agriculture biologique. Il s'agit principalement de variétés de légumes, fleurs, plantes aromatiques, anciennes ou non, et toutes reproductibles. Au fil des années, les producteurs du Biau Germe ont mis en place un mode d'organisation collective spécifique pour conserver les variétés, produire les semences, et les vendre

pour en tirer un revenu. En cela, on peut parler de Maison des Semences Paysannes : une manière de gérer la biodiversité cultivée de manière collective et organisée.

...pour le partage des tâches

Pour l'organisation du partage des tâches et le calcul de la rémunération, les producteurs du Biau Germe ont attribué à chaque variété cultivée un nombre de points correspondant au volume, au temps passé et à la difficulté de la culture. Chaque producteur doit faire un quota de cultures par an lui donnant un certain nombre de points qui permettront de déterminer sa rémunération. Les points

sont réévalués chaque année. Chaque associé doit aussi faire un nombre d'heures de commercialisation déterminé. Chacune des tâches est équivalente : une heure de tri de semences équivaut à une heure d'informatique ou d'ensilage.

... pour la prise de décision

La manière de prendre des décisions est aussi le fruit d'une longue expérience d'écoute, de partage et d'expression collective : les décisions sont prises au consensus, et le groupe essaye de prendre en compte les éléments positifs de chaque position. Même si ce processus peut prendre du



Buttage au cheval dans les champs de Philippe et Elisabeth Catinaud du Biau Germe

temps -certaines discussions sont en cours depuis plusieurs années-, le résultat et les décisions sont souvent solides et abouties. Il prendrait cependant trop de temps de décider de tout ensemble selon ce processus et, pour cette raison, des commissions et des groupes de travail ont été créés pour réfléchir et prendre des décisions de moindre importance en petits groupes. Aucun associé ne peut tout suivre, ce qui permet de lâcher prise, de ne pas vouloir tout maîtriser et d'instaurer de la confiance entre les associés. Les réunions du conseil d'administration sont préparées par trois

personnes avec un ordre du jour discuté à l'avance : une personne chargée du suivi des décisions en fonction de ce qui est prévu dans l'ordre du jour, un gardien du temps et quelqu'un chargé de donner la parole pour que tous puissent s'exprimer.

Enfin, le Biau Germe est membre fondateur de l'association des Croqueurs de Carottes, qui œuvre pour le maintien des variétés anciennes au catalogue officiel, et il est membre du Réseau Semences Paysannes. ■

www.biaugerme.com

D'après Anne-Charlotte Moÿ, RSP

PÉTANIELLE

Semeurs et semeuses de la biodiversité
des jardins et des champs

Située en Midi-Pyrénées, l'association Pétanielle repose sur un réseau varié (paysans, chercheurs, artisans, jardiniers, jardins partagés...) et a développé une organisation collective intéressante avec une large mobilisation de la société civile. Les jardiniers y font vivre une dynamique collective de conservation de variétés paysannes, principalement en céréales à paille.

Historique

En 2009, 80 jardiniers s'impliquent dans le réseau des semeurs et semeuses volontaires autour de 3 projets professionnels de préservation de la biodiversité cultivée : sur les blés de pays en lien avec une paysanne boulangère, sur les sainfoins en lien avec un groupe d'éleveurs, et sur le houblon en lien avec un brasseur artisanal. L'année suivante, l'association Pétanielle est créée par 120 jardiniers et 10 agriculteurs. Elle compte aujourd'hui une centaine de jardiniers amateurs et une quinzaine de paysans adhérents, qui travaillent de concert pour conserver et multiplier des variétés paysannes. Plus d'une cinquantaine de variétés de blés différentes et 60 lots de sainfoins ont été distribués à ce jour.

Objectifs

Pétanielle a pour objet de soutenir la sauvegarde, la gestion *in situ* (dans les champs et les jardins) et la promotion de la biodiversité cultivée. Par le rapprochement des paysans et des jardiniers, et l'implication de la société civile dans des actions de conservation vivante (*in situ*) des semences paysannes, l'association souhaite permettre aux paysans de se concentrer sur les étapes suivantes (multiplication, expérimentation) et les aider ainsi dans leur démarche de choix et d'accès à des variétés adaptées à leurs pratiques, tout en sécurisant les collections de semences par la multiplicité de leurs sites de cultures.

Organisation administrative

Le conseil d'administration est composé de 10 bénévoles qui se réunissent 2 fois/an et organisent une assemblée générale chaque année. L'association ne dispose pas de salarié, ni de lieu physique. Tout le travail est réalisé *in situ* (à savoir dans les champs et les jardins) et repose sur du bénévolat et sur une forte implication de la société civile. Ses moyens financiers sont issus de la vente de documentation du RSP et des adhésions. L'association assure une veille documentaire et technique (matériel, outillage, méthodes), et dispose des équipements nécessaires à la moisson et au battage de parcelles petites et intermédiaires.

Organisation pratique

Chaque jardinier amateur possède une ou plusieurs variété(s) en mul-



Battage du blé et de l'orge au soleil le 11 août 2012 à Avignonnet Lauragais

tiplication. Chaque variété ne nécessite au départ que quelques m² puisque les échantillons (dont certains proviennent des conservatoires de l'INRA) se limitent généralement à l'équivalent d'un verre de semence. Chaque variété est répartie en plusieurs points, dans des conditions pédo-climatiques différentes, de manière à assurer la sauvegarde de la variété en cas d'aléa sur une parcelle, mais aussi pour augmenter le potentiel de diversité de la variété. Les micro-parcelles sont fauchées à la main et un battage collectif convivial est organisé chaque année (fête du battage) lors duquel toutes les semences d'une même variété sont mélangées. C'est le résultat de ce brassage qui est distribué aux personnes qui assureront la multiplication l'année suivante, jusqu'à ce que les quantités obtenues soit suffisantes pour être utilisées sur des surfaces mécanisables par les paysans.

En fonction de leur intérêt (défini grâce à des critères empiriques ou techniques), les variétés sont soit sauvegardées (c'est à dire conservées pures et gardées en observation sur une collection commune), soit multipliées par les jardiniers pour ensuite être valorisées par les professionnels. Sur les blés, il y a par exemple des variétés qui sont conservées, d'autres en pré-multiplication ou en multiplication, et



Ensachage après battage et vannage... à l'ombre

d'autres multipliées en mélanges. Une idée de tests de panification germe aussi actuellement pour affiner la sélection des blés.

L'association souhaite travailler à une meilleure gestion des aspects sanitaires des semences. Étant composée principalement d'amateurs volontaires, il faut nécessairement veiller à la transmission des savoirs et savoir-faire relatifs au semis et à la sélection des variétés. Pour cela, des visites de la collection de l'association sont organisées, et des fiches de suivi sur internet sont remplies par les "multiplicateurs". Cela permet aussi d'assurer le lien

entre les jardiniers en dehors des journées de formation, de semis et de battage collectif.

Projets

De nouveaux projets se dessinent à Pétanielle, notamment sur les orges et les potagères. L'évolution de l'association est fonction des besoins et des synergies, et s'oriente vers l'élargissement de la collection conservée.

Par ailleurs, un projet expérimental avec l'appui d'Isabelle Goldringer chercheuse à l'INRA du Moulon est en réflexion. L'objectif serait de tester les conséquences sur les variétés de la gestion de la biodiversité par brassage et redistribution au sein des adhérents de Pétanielle. ■

<http://semeursmip.org>

D'après Louisanne Pujol,
FRCIVAM Limousin

Les semences paysannes, c'est quoi ?

Les semences* paysannes sont sélectionnées et reproduites par les paysans dans des fermes et des jardins menés en agriculture paysanne, biologique ou biodynamique. A l'opposé des semences industrielles standardisées, non reproductibles ou OGM, ce sont des populations diversifiées et évolutives, issues de méthodes de sélection et de renouvellement naturelles, non transgressives et à la portée des paysans. Reproductibles et non appropriables par un titre de propriété, elles se sèment et se resèment au gré des échanges entre les paysans et jardiniers qui les cultivent, dans le respect de droits d'usage définis par les collectifs qui les ont sélectionnées et conservées. Leurs caractéristiques les rendent essentielles pour s'adapter à la diversité et à la variabilité des terroirs, des climats, des pratiques paysannes et des besoins humains. Grâce à leur rusticité et à leur adaptabilité, elles permettent de réduire les intrants chimiques et de répondre au défi de nourrir sainement les hommes dans le respect de l'environnement.

* Note : Le terme 'Semences' désigne ici tous les organes de reproduction des végétaux comme les graines, plants, boutures, greffons...



RENOVA

Renaissance des vergers d'autrefois
et valorisation du patrimoine fruitier

Pressoir mobile pour le jus de pommes

Renova est une fédération d'associations locales de Midi-Pyrénées qui a pour objectif de développer les actions de sauvegarde et de revalorisation du patrimoine fruitier local (pommiers, poiriers, châtaigniers, figiers...).

L'association a développé depuis 15 ans une grande diversité d'activités pour préserver le patrimoine végétal et la biodiversité cultivée : prospection et recensement des variétés fruitières locales, réhabilitation des anciens vergers, diffusion de plants, formations, conseils techniques, prêts de matériel, ateliers de transformation...

Recenser les variétés locales et les multiplier pour les diffuser

A ce jour, l'association a répertorié une centaine de variétés pour lesquelles des greffons ont été collectés. Ces greffons sont ensuite reproduits et greffés sur des porte-greffes en pépinière avant d'être à nouveau diffusés. L'association est, pour ce faire, en lien avec un réseau de pépiniéristes.

Entretien des vergers locaux et mener des actions de formation

L'association a mis en place un service de rénovation et d'entretien des vergers anciens chez les particuliers. Des formations sont en outre proposées pour apprendre à greffer, à entretenir les arbres, etc.

Valoriser les variétés locales par la transformation et créer de l'activité en milieu rural

La transformation des fruits en jus, confiture, cidre... étant un des moyens de valoriser le verger traditionnel pour la consommation familiale ou par la vente directe de produits de terroir de qualité aux consommateurs, l'association a choisi de contribuer à la mise en place d'outils de transformation accessibles aux particuliers comme aux professionnels. Elle organise par exemple des ateliers mobiles collectifs pour la fabrication de jus de fruits pasteurisés (*pressoir mobile, voir photo*).

Parallèlement à cette activité de transformation, qui peut intéresser des paysans en quête de diversification, l'association accompagne la création de vergers à la ferme. Peu de développement cependant à ce jour à un niveau plus professionnel chez les arboriculteurs car les variétés paysannes sont

plutôt adaptées à des systèmes extensifs (pré-vergers, vergers de plein champs).

Informer et sensibiliser le public localement

Des fêtes autour de la biodiversité cultivée ou des moments de découvertes avec les enfants des écoles sont organisés autour des ateliers de transformation qui sont de bons supports pour informer et sensibiliser le public aux problématiques de sauvegarde des variétés fruitières locales.

Renova a su tirer tous les avantages

et les richesses offertes par tant de diversité fruitière, pour préserver la biodiversité mais surtout pour se faire plaisir en dégustant, en apprenant, en valorisant... ■

<http://renova.arize.fr/>

D'après Anne-Charlotte Moÿ, RSP

AVEM

Une approche globale
des systèmes d'élevage

▲ **Entretien avec Estelle Gressier, AVEM.** Propos recueillis par Ekaitz Mazusta (BLE Pays Basque) et Thibaud Aubin (CBD Poitou-Charentes)

Qu'est-ce que l'AVEM ?

L'AVEM (Association Vétérinaires et Éleveurs du Millavois) regroupe 150 éleveurs, 3 vétérinaires et 1 agronome. Depuis plus de 30 ans, elle assure le suivi zootechnique et sanitaire en privilégiant l'approche globale des systèmes d'élevages. Les objectifs fondamentaux sont la prévention sanitaire et la formation des éleveurs pour une plus grande autonomie des élevages. Dans une démarche d'agriculture durable, l'AVEM vise également à changer les relations vétérinaires/éleveurs par une reconnaissance mutuelle des savoirs et des savoir-faire. Le fonctionnement de l'AVEM est basé sur des valeurs de solidarité et de mutualisme.

Quels sont la volonté et les besoins des éleveurs travaillant sur les semences fourragères ?

Les éleveurs recherchent l'autonomie alimentaire à partir de graines de fourragères mieux adaptées à leurs systèmes bas-intrants, conventionnels ou bio. Les semen-

ces du commerce ne sont pas assez adaptables aux aléas climatiques et les prairies plus assez pérennes. Ils recherchent également une caractérisation de la valeur d'usage des fourragères qui n'existe pas dans le commerce. Certains éleveurs du groupe recherchent enfin une autonomie afin de ne plus dépendre de grands groupes pour leur approvisionnement. Les éleveurs ont également constaté l'influence positive de la diversité des plantes fourragères dans la ration sur la santé des animaux.

Quelle est votre organisation en ce qui concerne :

• **la multiplication ?**

La première étape est de retrouver des ressources locales adaptées, notamment pour sainfoin et luzerne, et de les caractériser. La multiplication se fait par la suite, dans les systèmes de l'AVEM, c'est-à-dire selon les pratiques existantes, notamment en mélange luzerne/sainfoin/dactyle, afin de sélectionner sur la capa-

cité à pousser en mélange.

• **la sélection ?**

La sélection se fait sur la pérennité et en fonction des pratiques de fauches ou de pâturage.

Au départ, on constitue une population mère (pool) qui regroupe des populations paysannes reconnues comme intéressantes par les éleveurs dans des systèmes divers. Cette population est distribuée dans différentes fermes pour multiplication. Au bout de 4 ou 5 ans d'utilisation, l'éleveur moissonne. Il a donc une population qui s'est adaptée à ses pratiques et à son contexte. Une partie de ces graines est remise dans le pool population mère qui s'enrichit petit à petit de populations adaptées aux différents contextes. On peut y ajouter aussi de nouvelles populations testées comme intéressantes. Et on recommence la distribution dans différentes fermes. La population mère est donc en constante adaptation et évolution. Chaque ferme adapte en parallèle une population à ses pratiques. L'objectif n'est pas d'avoir une



Comparaison de populations paysannes et variétés de luzerne-sainfoin-dactyle en mélange : support de sélection participative du sainfoin

variété fixée faisant un bon rendement, mais un mélange dans lequel il y aura toujours des individus adaptés qui résisteront aux aléas pour ainsi assurer la production dans tous les contextes.

Quelles sont les difficultés rencontrées par le groupe ?

La principale difficulté réside dans la lenteur du processus de multiplication. La fourragère est cultivée pour sa partie végétative consommée par les brebis, et non pas pour sa graine. On ne peut moissonner, au mieux, que 2 ans après le semis. Ensuite les rendements grainiers sont faibles comparés aux doses semées, notamment pour le sainfoin (400 kg de graines récoltées/ha pour un semis à 80 kg/ha). De plus, quand on moissonne on perd du foin, alors que l'autonomie est déjà difficile. Une autre difficulté est la gestion des parasites, avec certai-

nes années la présence de cuscute sur la zone concernée.

Quels résultats, quelles perspectives ?

Nos comparaisons de rendement et de pérennité (à 4 ans) entre des populations paysannes locales de sainfoin et des variétés commerciales cultivées en mélange avec de la luzerne (populations paysannes, fermières et commerciales) et du dactyle, ont montré pour certains couples d'origine paysanne de luzerne/sainfoin, des rendements au moins aussi bons, voire meilleurs que pour des couples de variétés commerciales, dans les conditions de culture des agriculteurs. Enfin, pour des résultats de multiplication de la population mère, rendez-vous dans 4 ans, puisque les premiers semis ont été effectués en 2012... Patience ! ■

www.avem12.org

KAOL KOZH

En Bretagne, un patrimoine vivant et des semences en héritage

L'association Kaol Kozh (qui signifie "Vieux chou" en breton et "Bien commun" en russe) agit pour le recensement, la préservation et la remise en culture des populations végétales (essentiellement potagères, mais également céréalières et fourragères) adaptées et adaptables aux terroirs bretons et à la production biologique.

Origine de la démarche

Dans les années 2000, des semences hybrides non reproductibles de choux issues de techniques CMS (stérilité mâle cytoplasmique) commencent à être commercialisées. Ces semences, non reconnues comme OGM par la réglementation, sont pourtant modifiées génétiquement par une technique (fusion du protoplasme) qui permet l'introduction d'un élément génétique en provenance d'une autre espèce. N'acceptant pas ses semences, craignant que ces techniques s'étendent à d'autres espèces et refusant de devenir dépendant des semenciers, un groupe de paysans

bio bretons issu de l'APFLBB (association des producteurs de fruits et légumes bios de Bretagne) a alors choisi : 1 - de s'interdire d'utiliser ce type de semences avec un cahier des charges strict (Bio Breizh), et 2 - de rechercher d'autres variétés pour refaire leurs propres semences : c'est la création de l'association Kaol Kozh.

Retrouvailles avec des dizaines de variétés locales

Grâce à l'aide de Véronique Chable de l'INRA de Rennes, ces producteurs ont pu sortir des congélateurs de l'INRA une collection de choux (32 variétés de choux pommés, 235

de choux d'hiver, etc.) collectée dans les années 80, et ils les ont remises en culture dans leurs champs. Un travail de croisement et de sélection massale a été nécessaire pour leur redonner de la vigueur et pour obtenir des semences adaptées à leurs différents terroirs.

Organisation de l'association

Kaol Kozh organise la multiplication en prestation de service des variétés paysannes conservées. Pour cela, elle donne mission à certains adhérents de produire la semence, sélectionner ou améliorer les variétés. Les semences produites sont



René Léa, l'un des maraîchers fondateurs de Kaol Kozh

ensuite distribuées entre les adhérents demandeurs. L'association a développé un mode de fonctionnement intéressant en décrétant que la semence est la copropriété de tous ses adhérents. Ainsi, ce n'est pas la semence qui est facturée, mais les producteurs de semences qui sont indemnisés pour la mission de multiplication effectuée et la mise à disposition de leur terre et de leurs outils (prestation de service). Ce système permet aux membres de l'association d'échanger leurs semences en accord avec le contexte réglementaire.

Dans la pratique, l'ensemble des membres évalue un an à l'avance

ses besoins en semences, et l'association délègue le travail (multiplication, sélection, voire création variétale) à certains d'entre eux.

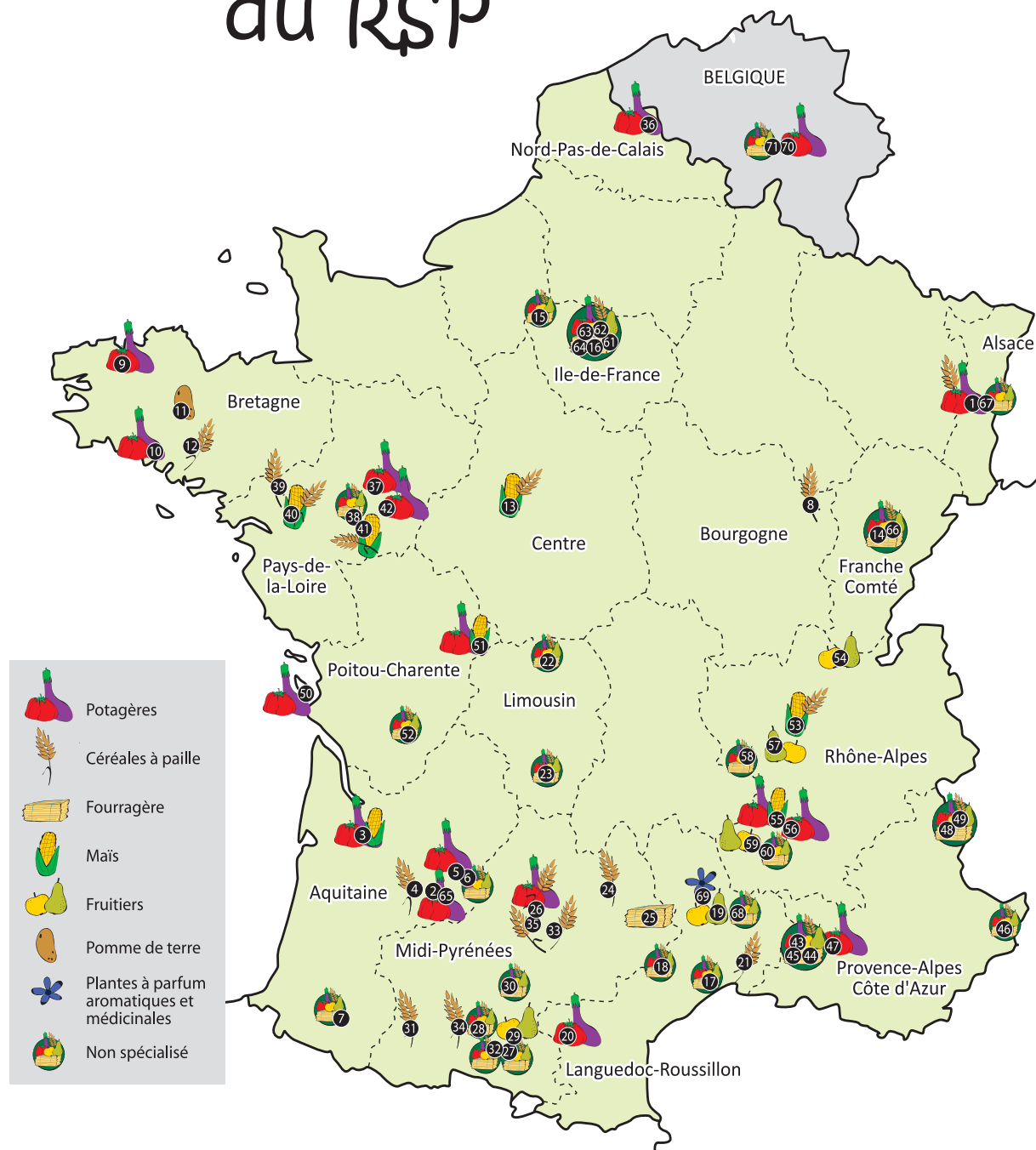
L'association possède aujourd'hui une quarantaine de variétés principales avec lesquelles les producteurs travaillent. Certains membres entretiennent également des collections de centaines de variétés potagères (ex : tomates ou pommes de terre). Par ailleurs, l'association travaille avec des acteurs d'aval pour la valorisation des productions. ■

<http://kaolkozhs.blogspot.fr/>

D'après Louisanne Pujol, FRCIVAM Limousin

RÉSEAU SEMENCES PAYSANNES

Les associations membres du RSP



En Alsace

- Kerna ùn Sohma (1)

En Aquitaine

- Biau Germe (2)
- Bio d'Aquitaine (3)
- Centre d'Études Terre d'Accueil des Blés (CETAB) (4)
- CIVAM AGROBIO 47 (5)
- Confédération Paysanne d'Aquitaine (6)
- Faire et Savoirs (7)

En Bourgogne

- Graines de Noé (8)

En Bretagne

- Association des Producteurs de Fruits et Légumes Bio de Bretagne (APFLBB) (9)
- Kaol Kozh (10)
- Payzons Ferme (11)
- Triptolème (12)

En région Centre

- ARDEAR Centre (13)

En Franche-Comté

- Collectif pour une Franche-Comté sans OGM (14)

En Ile-de-France

- EPCC du Château de la Roche Guyon (15)
- Les Champs des Possibles (16)

En Languedoc-Roussillon

- BEDE (17)
- Collectifs des Semeurs 34 (18)
- Fruits Oubliés (19)
- Graines del País (20)
- Syndicat Touselle (21)

En Limousin

- AgriNature (22)
- FRCIVAM Limousin (23)

En Midi-Pyrénées

- Association de Promotion de l'AB en Aveyron (APABA) (24)
- Association Vétérinaires/Éleveurs du Millavois (AVEM) (25)
- Bio 82 (26)
- CIVAM BIO 09 (27)
- ERABLES 31 (28)
- Fédération RENOVA (29)
- FRAB Midi-Pyrénées (30)
- GAB 65 (31)
- Passe Graines (32)
- Pétonnelle (33)
- Terre en Vie (34)
- TREFLE (35)

En Nord-Pas-de-Calais

- La Maison du jardin (36)

En Pays-de-la-Loire

- Bio Loire Océan (37)
- CAB Pays de la Loire (38)
- DINOS (39)
- FDCIVAM 44 (40)
- GABB d'Anjou (41)
- Germinance (42)

En PACA

- Bio Provence (43)
- Foll'Avoine (44)
- Groupement de Recherche en AB (GRAB) (45)
- La Plante Compagne (46)
- Le potager d'un Curieux (47)
- Parc Naturel Régional du Queyras (48)
- Producteurs de végétaux du Queyras (49)

En Poitou-Charente

- Association L'oignon de St Turjan (50)
- Cultivons la Bio-Diversité en Poitou-Charentes (51)
- MAB 16 (52)

En Rhône-Alpes

- ARDEAR Rhône-Alpes (53)
- Fruits et Nature en Revermont (54)
- Grain'Avenir (55)
- Jardin'envie (56)
- Les Croqueurs de Pommes du Jarez (57)
- Maison de la Semence de la Loire (58)
- Œil Dormant (59)
- Savoirs de Terroir (60)

Les associations nationales

- Amis de la terre (61)
- Confédération Paysanne (62)
- Fac Verte (63)
- Fédération Nationale des Agriculteurs Bio (FNAB) (64)
- Les Croqueurs de Carottes (65)
- Les Jardins de Cognac (66)
- Mouvement d'Agriculture Bio-Dynamique (MABD) (67)
- Nature & Progrès (68)
- S.I.M.P.L.E.S. (69)

En Belgique

- Les Semailles (70)
- Nature & Progrès Belgique (71)

Liste actualisée
et contacts disponibles sur :
www.semencespaysannes.org

GRÈCE

Peliti, partage
des semences et échange
de biens et de services

Peliti est un groupe alternatif grec créé en 1995 par Panagiotis Sainatoudis, qui en est toujours le coordinateur aujourd'hui. Le siège est situé à Mesochori (municipalité de Paranesti, Drama) et Peliti comprend 11 équipes locales réparties dans toute la Grèce. Ses financements proviennent de la vente des publications et T-shirt de l'association, et de donations de sympathisants.

Mise en réseau, partage des semences et des savoir-faire

Pour atteindre son objectif principal de collecte, de conservation et de distribution des variétés locales, Peliti a organisé un réseau d'agriculteurs qui compte aujourd'hui environ 220 paysans. Chacun cultive des variétés locales, conserve ses semences, et les échange gratuitement au sein du réseau (sauf pour le blé et la pomme de terre). Pour faire le lien entre les agriculteurs du réseau et les personnes intéressées par les semences de variétés locales, l'association publie chaque année depuis 2000 la liste des agriculteurs qui participent au réseau dans un ouvrage intitulé "Répertoire des fermes qui se consacrent à la conservation des variétés et des races paysannes locales".

Peliti a publié aussi "La culture traditionnelle des plantes et ses secrets" qui concerne une méthode d'agriculture biologique mise au point par Georgios Kipouros, sans engrais ni pesticide ni fumier.



Echanges de semences et plants de variétés locales lors du 11^e Festival pan-hellénique organisé par Peliti chaque année depuis 2000 (au centre: Nikos Dompazis, coordinateur de l'équipe locale de Peliti à Komotini au N-E. de la Grèce)

... et autres activités

L'association travaille également à l'organisation de sa collection de semences (plus de 2000 échantillons), en les stockant dans de meilleures conditions, en les caractérisant, et en compilant toute l'information sur les différents échantillons dans une base de données.

Peliti organise également la "Journée nationale des semences" qui se passe tous les 7 avril depuis 2002, et donne des conférences sur les variétés locales ainsi que sur la souveraineté alimentaire et l'autosuffisance alimentaire à des élèves d'écoles primaires, de collèges et de lycées, ainsi qu'à des agriculteurs, des citoyens et divers grou-

Retour de Peliti sur sa participation aux Rencontres

"Notre principale motivation pour participer aux rencontres organisées par le RSP était d'avoir l'occasion de nous renseigner sur les projets en cours, de discuter avec ceux qui travaillent sur la question des semences (locales, traditionnelles, anciennes...), et de partager les solutions et les problèmes rencontrés dans notre projet, principalement sur la conservation et la distribution des semences mais aussi sur la viabilité de cette initiative.

Pendant les journées des rencontres, à travers les interventions, les ateliers, les conversations pendant les pauses et les visites de fermes, nous avons eu l'occasion de nous rapprocher de collectifs existant en France ainsi qu'en Europe et dans le monde entier. Nous avons découvert des approches différentes sur le même sujet, selon les conditions, la culture ainsi que le statut juridique des différentes régions. Grâce aux visites très intéressantes de différentes initiatives, nous avons pu voir de plus près les conditions et le mode de fonctionnement de projets proches du nôtre.

Ces rencontres ont aussi été une bonne occasion de discuter des questions qui sont apparues ces derniers mois en Grèce entre différents groupes travaillant sur le thème de la biodiversité, de l'agriculture et des semences. Comment collaborer pour nous faire entendre et nous renforcer ? Quels sont notre rôle et notre programme en ces temps de crise économique ? Ainsi que d'autres questions auxquelles nous pensions avoir répondu, comme ce que nous entendons par variété "locale" ou "traditionnelle". Aux rencontres du RSP, il est clairement apparu dans les échanges que ces questions se posaient aussi dans et entre les groupes aux niveaux national, européen et global.

Il est très important d'arriver à être en réseau et de collaborer, autant que nous pouvons le faire, au niveau local aussi bien qu'au niveau européen et global. Avec la nouvelle situation sur les semences (la nouvelle législation européenne sur la vente des semences et du matériel de reproduction des plantes, les différents traités internationaux comme le TIRPAA- qui suivent les orientations des multinationales, la nouvelle loi française qui interdit aux paysans de garder leurs propres semences, etc.), mais aussi avec les conditions socio-économiques actuelles, il apparaît que la mise en réseau, la collaboration et la solidarité entre nous soit la seule voie pour avancer et être capable de lutter pour les petits agriculteurs et la conservation de la biodiversité, opinion partagée par de nombreuses personnes lors de ces rencontres.

Pour terminer, je voudrais remercier les organisateurs d'avoir eu l'idée de cet événement et de l'avoir organisé, et bien sûr de nous y avoir invités."

pes cibles. Elle aide à la création de potagers dans des écoles, le plus important d'entre eux se trouvant en Crète, avec la participation de 13 écoles.

Enfin, Peliti organise également l'échange de biens et de services sans recourir à l'argent, en incluant dans la publication annuelle

"Répertoire des fermes..." une liste des personnes qui offrent et demandent différents biens et services. ■

www.peliti.gr

Par Antonis Breskas,
Peliti

ESPAGNE

Un réseau semences paysannes national

Entretien avec Maria Carroscosa, Red de Semillas Propos recueillis par Patricia Lenne - Foll'Avoine, CIVAMPACA

Comment fonctionne le réseau des semences en Espagne ?

Nous sommes organisés en une vingtaine de réseaux locaux, affiliés au réseau national: Red de Semillas - Resembrando e Intercambiando (Réseau de Semences pour ressemer et échanger). Le réseau national organise notamment depuis 13 ans une Foire nationale de la Biodiversité Agricole, avec des ateliers pratiques, des bourses d'échanges de semences, des stands d'information, de vente de documentation et de matériel d'autoproduction de semences, des tables-rondes, marchés de producteurs et dégustations. Il s'agit d'un événement grand public, organisé autour de l'été sur trois jours, qui a rassemblé cette année plus de 2000 personnes du 21 au 23 septembre à Daroca (province d'Aragon) autour du thème "Savoir-faire autour des fruitiers". Cette articulation, entre espaces de débat, ateliers techniques et activités ludiques, permet d'attirer et de sensibiliser un large public, tout en favorisant les échanges de savoirs et d'expériences et en apportant des réponses concrètes.

Parallèlement, les positionnements stratégiques et politiques du réseau sont discutés en

interne lors d'un rassemblement annuel national sur trois jours à Madrid.

Le réseau national travaille d'autre part sur la défense des droits des paysans, l'information des paysans et citoyens, la coordination des réseaux locaux, la veille juridique, et les relations internationales avec les autres acteurs de la biodiversité dans le monde.

Des maisons de semences existent-elles ?

Oui, tous les réseaux locaux ont des projets des maisons des semences et des systèmes d'échange de semences.

Chaque réseau local est très autonome dans son organisation et ses actions, mais tous touchent 3 axes d'action:

- en direction des paysans : formations à l'autoproduction de semences, récupération de savoir-faire paysans, appui technique...
- en direction des consommateurs : sensibilisation via des ateliers, dégustations, conférences, etc.
- et le travail sur les variétés : réalisation des essais, des travaux de description des variétés, etc. On a travaillé à la réalisation des protocoles de description des variétés utiles pour des paysans professionnels et amateurs

et des consommateurs. Les protocoles officiels définis par les banques de gènes sont en effet trop complexes.

Ton histoire est ancienne au sein des réseaux de semences, en Espagne comme en France. Que fais-tu aujourd'hui ?

J'ai participé en effet à la constitution du RSP en 2003, à partir des résultats de mon enquête en 2002 auprès de paysans français sur les savoir-faire en semences paysannes. J'ai travaillé dans différentes coopératives maraîchères biologiques en tant que coordinatrice. Aujourd'hui, je m'investis plus particulièrement dans le réseau andalou, et continue, en binôme, de coordonner le réseau national espagnol.

Quel est ton ressenti vis-à-vis de ces rencontres internationales à Périgueux ?

C'est très fort de constater que nous sommes à chaque fois plus nombreux. Il y a eu beaucoup de changements ces dernières années, et la mobilisation est réelle. La multiplication d'initiatives très concrètes un peu partout en témoigne.

La réalité politique traîne à suivre, c'est vrai,



Récolte de variétés locales de tomates à la coopérative La Verde (Villamartín, Cádiz)

mais je pense que nous sommes dans la bonne voie. Il faut savoir valoriser nos actions! Ces rencontres sont des espaces pour échanger des informations et construire collectivement notre lutte. ■

www.redsemillas.info
www.redandaluzadesemillas.org

BELGIQUE

Vers une Maison de la Semence Citoyenne

Le premier jour des Rencontres, à la fin de la présentation des délégations, quelqu'un pose la question : "Y a-t-il un pays que l'on aurait oublié ?". Quelques mains se lèvent au centre de la salle... les Belges. Il est vrai qu'on nous avait placés à l'endroit prévu pour les délégations africaines. Mais nous nous trouvons pourtant bien là, avec nos amis béninois et togolais. "Ah, mais vous ne faites jamais rien comme tout le monde, vous, qu'est-ce que vous foutez là ?", rigole l'animateur.

Vraiment rien comme tout le monde

Lors de ces trois journées d'échanges, un autre détail n'a pas manqué d'interpeller nos interlocuteurs. Il aura fallu tant d'années, en France, pour s'accorder sur le terme "Semences paysannes" ! Et nous voilà pris en flagrant délit de compliquer les choses avec un nouvel adjectif. Ou'est-ce que ce belgicisme de semence *citoyenne* ? Pourquoi ?

Avant tout, l'adjectif "paysan", en Belgique, n'est pas très couru et n'a pas la même résonance qu'en France où le mouvement paysan a une tradition très ancrée. Le choix du mot "citoyen" permet par ailleurs d'englober plus facilement tous les acteurs potentiels : producteurs paysans, certes, mais aussi jardiniers, associations, ou citoyens mangeurs préoccupés de biodiversité alimentaire et de justice économique et sociale. Avec ce terme, on sait que l'on a affaire à une problématique qui concerne l'ensemble de la société, à une question politique au sens noble du terme.

En pratique

C'est par le biais de la Maison de Semences de Bio d'Aquitaine que l'idée a fait son chemin. *Nature & Progrès Belgique* avait fait des semences un thème de réflexion bisannuel pour 2012 et 2013. Très rapidement, il est apparu qu'on ne pouvait se contenter d'en parler et de communiquer sans mettre en place, nous aussi, une forme collective de gestion et de réappropriation de la biodiversité cultivée. Rapidement, un petit groupe a commencé à faire des sché-

mas d'autoproduction de graines pour 2013. En parallèle, des journées d'étude et une formation mixte (professionnels et amateurs) ont été mises sur pied, tandis que les articles et dossiers sur le sujet se multipliaient dans notre revue *Valériane*. Lors du salon éco-biologique du même nom, à Namur en septembre 2012, plusieurs conférences et tables rondes ont achevé de nous convaincre qu'il fallait lancer quelque chose et se mettre en réseau (merci aux membres du RSP présents à ce salon).

Nous sommes à présent à l'aube du lancement officiel de cette Maison de la Semence Citoyenne. Les expériences d'associations comme *Arche de Noah*, *Koal Kozh*, *Pétanielle*, parmi d'autres, nous ont donné quelques pistes de structuration.

Trois groupes différents peuvent déjà fonctionner au sein de *Nature & Progrès*. Un groupe-pilote, constitué de jardiniers et disposant d'un potager collectif, sera au centre de la dynamique, avec un démarrage de la production de graines potagères. Le groupe des professionnels (maraîchers surtout) progressera de son côté, en se fixant des objectifs propres qui pourront croiser, peut-être, ceux des jardiniers, avec l'appui d'une de nos animatrices-agronomes. Le dernier groupe pourrait être constitué de tous les citoyens particuliers, à l'échelle de la Belgique francophone, qui souhaitent s'inscrire dans cette démarche citoyenne (production de graines, animations de sensibilisation, formations localisées, échanges sur les enjeux.) Nous gardons en



Le groupe-pilote des jardiniers de *Nature & Progrès Belgique* en visite d'échange chez Frank Adams, maraîcher et producteur de semences au Luxembourg.

tête un double objectif, paradoxal, qu'il faudra apprendre à gérer : il s'agit non seulement de viser la qualité de la production (notamment dans l'éventuel maintien de variétés), mais jamais au détriment d'une large participation citoyenne. Il faudra donc prévoir un espace d'expérimentation qui ne soit pas envahi d'une exigence trop extrême de qualité, car celle-ci risquerait de faire fuir les débutants. Nous devons donc penser à construire plusieurs étages à cette maison : celui de la qualité professionnelle et ceux de la qualité intermédiaire et des premières expériences, qui sont à la source de la passion et de l'engagement. Tout commence. Nous surfons sur la

vague de confiance et de résolution qui a déferlé lors des *Rencontres*, conscients que nous sommes au démarrage et qu'il nous faudra par conséquent construire à notre rythme la structure et le collectif, petit à petit, en commençant avec des choses simples.

Un projet très attendu

Depuis quelques mois, chaque fois que nous présentons ce projet lors d'animations ou d'événements, nous sommes frappés par l'engouement qu'il suscite.

Nous cherchons aussi à "ouvrir les portes" de cette Maison de la Semence afin de travailler avec les autres acteurs de la semence en Belgique, en tenant compte des particularités de chacun. Ceux qui travaillent sur le terrain depuis longtemps (en potagères, en variétés d'arbres fruitiers, en céréales, etc.), ceux qui font du (contre-)lobbying à Bruxelles, ceux qui font les deux... Au fond, il importe certes de multiplier des graines, mais surtout de se réapproprier la gestion de la biodiversité cultivée, donc de multiplier... les multiplicateurs/sélectionneurs de semences citoyennes/paysannes. En avançant petit à petit, mais avec conscience de la légitimité du mouvement. Quant aux nuances terminologiques, pas de doute : les semences citoyennes sont des semences paysannes, et vice-versa. ■

www.natpro.be

Par Delphine Dive, Bernard Boutiau, Yves Baudaut, François de Gaultier et Guillaume Lohest, *Nature & Progrès Belgique*

AUTRICHE

Les gardien-ne-s de l'Arche de Noah

Nous considérons les plantes comme nos partenaires et pas comme nos marchandises". Beate Koller est coordinatrice de l'Arche de Noah, une organisation à but non lucratif en Autriche. Créée en 1990 à l'initiative de jardiniers, d'agriculteurs et de journalistes soucieux de l'avenir des semences et des variétés "anciennes", l'Arche de Noah rassemble aujourd'hui 10.000 membres.

"On compte quelques centaines de paysans et plusieurs milliers de jardiniers", précise Beate. Ces particuliers, agriculteurs ou jardiniers amateurs, conservent des semences dans leur jardin et leurs champs, et prennent soin des variétés menacées d'extinction. L'Arche encourage la créativité dans la conservation, chacun est donc libre de laisser les variétés évoluer et s'adapter localement. Plus de vingt ans après sa création, l'Arche de Noah possède aujourd'hui l'une des plus grandes banques de semences d'Europe avec plus de 6.000 variétés de légumes rares et de céréales. Afin de pouvoir observer et faire vivre une partie de cette richesse, un jardin situé à 150 kms de Vienne et abritant environ 400 variétés, est ouvert aux visiteurs.

Dès le début, l'organisation a fait le choix qu'une partie de son tra-

vail devait être financée par la vente des semences. Celles-ci sont donc commercialisées dans la boutique du jardin, sur les marchés où l'Arche de Noah est présente, et par la vente par correspondance. Un inventaire de toutes les variétés détenues par les membres de l'Arche de Noah et par sa banque de semences est réalisé chaque année. Le catalogue qui en est issu, gratuit pour les membres, mentionne les variétés à conserver, les contacts des personnes qui les détiennent, des informations sur les endroits où les variétés sont cultivées et des données sur leurs intérêts. Les membres de l'organisation qui mettent leurs collections dans le catalogue reçoivent une "contribution" pour leur travail au moment de la vente des semences. Mais cette contribution financière ne correspond pas totalement à la valeur de la



Marchés de semences en Autriche

semence vendue, c'est-à-dire au coût de production. Le travail de conservation réalisé par les membres demeure un service rendu.

"Nous n'avons pas vocation à devenir une firme semencière, tient à préciser Beate. La biodiversité est un processus vivant qui repose sur une conservation dynamique et pas statique". La mise en réseau est ainsi un aspect essentiel du travail de l'Arche de Noah. Au-travers de formations, de séminaires et de publications,

l'Arche invite ses membres à partager leurs connaissances et à échanger avec d'autres acteurs impliqués dans la préservation de la biodiversité cultivée. "Nous tenons des rencontres dans différentes régions où les gens se rendent, visitent, échangent. Nos formations sont également variées, certaines s'étalant sur une année complète, d'autres consistant en des ateliers cuisine où l'on apprend à transformer ses légumes pour l'hiver", relate Beate. L'organisation dis-

pose aussi d'un service technique et apporte réponses, soutien et conseils à ses membres dans le choix des variétés, la préservation des variétés rares, la culture, etc. Plusieurs livres recensant les expériences des adhérents ont également été édités.

De façon plus globale, un travail de conscientisation autour de la semence est mené par l'Arche de Noah, auprès des enfants notamment. "Beaucoup ne comprennent plus le lien entre les semences et leur vie de tous les jours, constate Beate. Nous essayons au quotidien d'enrichir et de renouveler le lien entre les producteurs et les consommateurs". Toutes ces activités s'appuient sur une large équipe comprenant de nombreux bénévoles. Si l'Arche de Noah bénéficie du soutien financier de fondations, ce sont essentiellement les cotisations et les dons qui la font vivre. "Ce qui guide notre travail, conclut Beate, c'est de voir en chacun de nos membres des créateurs actifs politiques". ■

www.arche-noah.at

Par Sophie Chapelle, Basta Mag !

HONGRIE

Des projets diversifiés
autour des potagères

Présentation de la délégation hongroise

La participation d'une délégation hongroise aux Rencontres MSP 2012 visait à renforcer le travail des acteurs œuvrant sur la biodiversité cultivée liée aux potagères en Hongrie. Contrairement au réseau sur la conservation des variétés locales de fruits, les individus et groupes qui travaillent sur les variétés locales,

traditionnelles et paysannes de potagères sont moins structurés et organisés. Par conséquent, la possibilité de visiter et d'obtenir davantage d'informations sur la structuration et le fonctionnement de réseaux et d'initiatives collectives sur la conservation et le développement de la biodiversité des potagères a été particulièrement utile pour les participants.

"Nous souhaitons qu'une délégation diversifiée participe aux Rencontres. Aussi, lors de la sélection des participants, nous avons réuni des personnes appartenant à des banques de gènes et des institutions de recherche ainsi que des gens "de terrain", notamment du milieu associatif/militant, des paysans et des producteurs de semences, afin de favoriser les échanges entre les différents secteurs au sein du groupe en plus des échanges avec les groupes des autres pays." (cf. encadré).



Laszlo Kiss et Orsolva Kovacs, ferme d'Eukerek Ökotanya, Szeged, Hongrie

Membres de la délégation hongroise aux Rencontres MSP 2012

- **Judit Czúcz** et **Bálint Czúcz** : co-organisateurs de la banque de semence communautaire de Nagyszékely (145 km au sud de Budapest), membres du groupe KÖRTE qui organise des formations pratiques sur la permaculture et la biodiversité cultivée.
- **László Kiss** : paysan bio de Szeged (150 km au sud de Budapest), cultive la biodiversité agricole sur sa ferme et écoule ses produits à travers une AMAP qu'il a mise en place avec sa compagne (<http://evkerek.blogspot.hu>). Il a organisé plusieurs échanges de semences dans la ville de Szeged.
- **Boglárka Baksa** : responsable de la succursale de Szolnok et de la région est de la Hongrie pour la compagnie semencière Rédei Kertimag (semences potagères pour jardiniers amateurs : www.kertimag.hu/).
- **Csilla Kiss** - responsable de projets sur la biodiversité agricole à Védegyet/Protect the Future, association d'écologie politique.

De nouveaux projets suite aux Rencontres

Ces échanges et ces expériences ont inspiré les participants à initier, en Hongrie, un projet de plateforme internet de mise en lien entre les jardiniers et les paysans qui cultivent ou souhaitent cultiver les variétés potagères locales, traditionnelles et paysannes. Le projet a été initié par la ferme Évkerék Ökotanya (László Kiss et Orsolva Kovács), avec le petit groupe informel de Nagyszékely autour de la banque associative de semences locales. Ce projet permettrait entre

autre une meilleure coopération entre le Centre de la diversité végétale (principale banque de gènes) et un réseau associatif composé d'acteurs sur le terrain. Pour le moment, la majorité des personnes/groupes qui souhaitent cultiver des variétés locales s'adressent à la banque de gènes qui est submergée par les demandes. Ce site internet permettrait la construction d'un réseau pratique plus structuré, et ces demandes pourraient être redirigées vers le réseau d'acteurs sur le

terrain. Au-delà des échanges de semences, il pourrait faciliter la diffusion d'informations sur les semences et les événements organisés localement : bourses de semences, formations sur les savoirs et pratiques liés à la conservation et gestion dynamique de la biodiversité cultivée ou la production de semences de variétés locales par exemple. ■

Par Csilla Kiss,
Védegyet / Protect the Future.

ROUMANIE

Rencontre avec les
membres d'Eco Ruralis

Présentation de l'association

Créée en 2008 pour représenter la cause des petits paysans roumains auprès de la Commission Européenne (notamment sur la problématique foncière de l'accaparement des terres par des investisseurs agricoles des pays riches), l'association Eco Ruralis est une association roumaine de promotion et de défense d'une agriculture biologique et traditionnelle basée sur le respect des équilibres écologiques. L'association est en charge de la coordination du réseau WOOF en Roumanie (réseau international de volontariat dans des fermes agro-écologiques), et travaille, entre autres, pour la défense des droits des paysans à utiliser, multiplier et diffuser des semences traditionnelles. Dans ce cadre, elle assure la collecte et la remise en culture de variétés locales, met en réseau les paysans utilisant des semences traditionnelles, anime un groupe de "gardiens des graines", mène des actions de sensibilisation auprès du grand public, et travaille sur des propositions législatives. En 2012, un jardin a été créé avec

l'université et un travail de détermination de critères variétaux et de création d'un catalogue des variétés locales a été réalisé. Eco Ruralis est membre de la Via Campesina (Mouvement paysan international, viacampesina.org/fr/).

Les membres de l'association présents aux Rencontres MSP

Ildiko et **Levente Hajdu** sont deux jeunes paysans membres d'Eco Ruralis. Dans leur ferme, proche de Cluj-Napoca au cœur de la plaine de Transylvanie, ils cultivent plusieurs variétés de légumes qu'ils vendent au marché local. Les changements opérés récemment dans les systèmes de commercialisation en Roumanie ont eu pour conséquence directe la perte de leur étal au marché du fait de leur incapacité à lutter contre le dumping sur les prix et la spéculation des revendeurs. En 2012, ils ont rejoint un système CSA (Community Supported Agriculture) - de type AMAP - initié par les membres d'Ecoruralis et ils réussissent aujourd'hui à vendre leurs légumes à des familles de Cluj-



Atelier sur la conservation des semences paysannes pendant le FanFest à Rosia Montana, Roumanie

Napoca. Par ce système où ils se trouvent en contact direct avec les consommateurs, ils ont découvert l'importance et la forte demande en produits issus de l'agriculture biologique et des semences variées et adaptées aux conditions locales. Les Rencontres MSP leur ont donné l'occasion d'en apprendre davantage sur les pratiques et l'importance de la conservation des semences, de se mettre en réseau avec des paysans du monde entier et d'avoir accès à différentes variétés de semences traditionnelles qu'ils vont adapter à leurs conditions locales.

Julian Dutu est un artisan-boulangier et un petit paysan de Roumanie. Originaire de Bucarest, il s'est installé dans une région rurale de Roumanie où il s'est consacré à la boulangerie traditionnelle. Il est aussi impliqué dans un mouvement CSA par lequel il fournit du pain à des familles. Julian s'intéresse principalement aux variétés de céréales traditionnelles, en particulier de blé, et les Rencontres MSP lui ont permis d'en découvrir

"Ce pain a été fait avec une variété de blé qui a 400 ans au moins. Elle a donné une farine de qualité à de nombreuses générations sans aucun produit chimique ni manipulation génétique. Nous devons nous assurer que les paysans gardent le droit de reproduire leurs semences."

Julian Dutu, boulanger artisanal de Transylvanie

de nombreuses. Il a aussi pu bénéficier de l'expérience de boulangers et de paysans d'autres régions d'Europe. ■

www.ecoruralis.ro

D'après Attila Szocs, Eco Ruralis
et Pierre-Yves Petit, Le Set des Fleurs

Les délégations autrichienne, hongroise et roumaine ont pu participer aux rencontres grâce au soutien de la Fondation de France dans le cadre du programme "Essaimons".

"Ma récolte est issue de semences que j'ai reçues de mes parents. Elles sont faibles, résistantes aux ravageurs et ont aussi un rendement élevé. En Roumanie, les autorités ne reconnaissent pas leurs valeurs mais, au contraire, nous disent que les hybrides et les OGM sont la voie à suivre. C'est donc encourageant de voir l'effort commun des agriculteurs français pour conserver et distribuer leurs propres semences. Nous, petits agriculteurs du monde entier, produisons tous de la nourriture saine et nourrissante pour la société. Pour ça, nous avons besoin de reconnaissance et non de contraintes."

Levente Hajdu, maraîcher en Roumanie

EUROPE

Coordination européenne
Libérons la diversitéLe plaidoyer européen
pour les semences paysannes

La Commission européenne travaille actuellement à la rédaction d'une proposition de réforme des règlements portant sur la commercialisation des semences, la santé des plantes et le contrôle, qui doit être proposée au vote au Parlement européen en 2013. Les représentants des petits agriculteurs et de la société civile se mobilisent, notamment la Via Campesina Europe qui analyse ainsi la dernière proposition encore en discussion. "Il est clair que son but est de contrôler tous les échanges de semences entre agriculteurs ou jardiniers et de les enfermer dans une niche la plus étroite possible. Nous ne pouvons pas l'appuyer, ni quémander un agrandissement de la niche qui sera supprimée à la première occasion. L'autonomie semencière des paysans, l'autonomie et la souverai-

neté alimentaire des populations sont des droits inaliénables et non des niches commerciales. Les échanges entre agriculteurs ne sont pas une mise en marché et ne doivent pas subir les contrôles destinés au commerce. Le problème est la généralisation du commerce de semences brevetées et génétiquement manipulées et non la qualité ancienne ou nouvelle des variétés : la solution est le droit des paysans d'échanger librement leurs semences et la généralisation de la commercialisation de semences libres de DPI et de tout bricolage génétique, et non la limitation des quantités commercialisées ou de la taille des opérateurs qui les commercialisent."

A la suite d'un long processus de sept ans, une coordination européenne des semences paysannes a été officialisée : la Coordination européenne "Libérons la Diversité" (CE-LLD), qui rassemble des orga-

nisations de pays et de cultures différents et regroupe à la fois des syndicats paysans, des petits artisans semenciers, des associations et des réseaux de défense des semences paysannes et de la biodiversité agricole. Ce nouvel outil du mouvement social européen, à la fois plateforme d'échanges et construction de plaidoyer, permet à différents groupes d'acteurs de se rencontrer et de partager leurs analyses. Il est crucial à un moment où les lois européennes sur les semences et les droits de propriété intellectuelle renforcent l'emprise des industriels sur la chaîne alimentaire et il répond au besoin de la société civile d'accroître sa concertation et d'améliorer la coordination de ses actions. ■

Par Robert-Ali Brac de la Perrière,
BEDE

Un réseau européen pour la diversité

La Coordination LLD est une association internationale sans but lucratif créée en 2012 et située à Bruxelles, qui a pour objectif de coordonner les positions et les actions des réseaux nationaux européens des semences paysannes et de la diversité animale et celles des autres acteurs pour encourager, développer et promouvoir la gestion dynamique de la biodiversité agricole dans les fermes et les jardins.

CE-LLD est issue des rencontres annuelles du mouvement européen autour de la biodiversité cultivée, les forums Libérons la diversité ! (LLD). La première édition du forum a eu lieu en 2005 à Poitiers, en France. Depuis, les forums LLD

sont devenus une tradition et ils se déroulent chaque année dans un pays européen différent (voir encadré). Le prochain forum est prévu à Bâle, en Suisse, en septembre 2013.

Les activités principales de CE-LLD s'articulent autour de :

- la promotion et le développement des semences paysannes et de la diversité animale dans les fermes et les jardins ;
- l'échange et la diffusion des savoirs et savoir-faire associés aux semences paysannes et à la diversité animale et à leur valorisation ;
- la collecte, la traduction et la diffusion des informations existantes ;
- la formation et l'inventaire ;
- l'expérimentation et la recherche ;

• la défense d'un cadre législatif favorable aux droits des agriculteurs ainsi qu'aux droits des jardiniers et des artisans semenciers sur la biodiversité agricole.

Les organisations fondatrices de l'association sont : le Réseau Semences Paysannes (France), Pro Specie Rara (Suisse), Red de Semillas "Resembrando e Inter-cambiando" (Espagne) et le Scottish Crofting Federation (Écosse). L'adhésion est ouverte à toute organisation qui partage les valeurs et les objectifs de la Coordination. ■

www.liberatediversity.org
(en construction)

Par Csilla Kiss,
CE-LLD



Echanges de semences au Forum de Szeged (Hongrie) en février 2011



Forum des associations lors des rencontres LLD de Szeged (Hongrie) en février 2011

Les forums européens Libérons la diversité !

LLD1 : Novembre 2005, Poitiers, France, organisé par le Réseau Semences Paysannes et la Coordination Nationale pour la Défense des Semences fermières. Les 150 participants, des paysans et des représentants d'associations, ont échangé sur les droits des agriculteurs liés à la production, l'échange et la conservation des semences. Le forum a été suivi d'une rencontre stratégique sur les semences, les OGM et les régions sans OGM au Parlement européen en février 2006.

LLD 2 : Octobre 2006, Bullas, Espagne, dans l'organisation du Red de Semillas. Le principal point de discussion à l'ordre du jour de cette rencontre a porté sur les projets de directives européennes sur les variétés de conservation. Dans une lettre commune adressée à la Commission Européenne, les participants au forum ont demandé une législation plus adaptée aux besoins des paysans.

LLD 3 : Mai 2007, Halle, Allemagne, organisé conjointement par la Campagne BUKO contre la Biopiraterie, IG Saatgut (Réseau pour des semences sans OGM) et le Forum Civique Européen. A partir de l'exemple des essais de blé transgénique dans la banque de gènes de Gatersleben près de Halle, les organisateurs ont souhaité attirer l'attention sur la contamination des banques de gènes par les organismes génétiquement modifiés. Le forum a permis d'atteindre une nouvelle étape dans la structuration d'une Coordination européenne pour les semences paysannes.

LLD 4 : Octobre 2008, Ascoli, Italie, organisé par la Rete Semi Rurali en collaboration avec le comité d'organisation européen créé à Halle. Les droits des agriculteurs et la valorisation de la biodiversité cultivée ont été au cœur des principales thématiques discutées.

LLD 5 : Mars 2010, Graz, Autriche. À cette occasion, les organisateurs, notamment Arche Noah et Via Campesina Autriche, ont choisi de mettre l'accent sur des thématiques telles que la réforme du système législatif européen sur les semences (processus *Better Regulation*), les droits des propriétés intellectuelle, la biodiversité animale et les initiatives de l'Europe centrale et de l'est.

LLD 6 : Février 2011, Szeged, Hongrie, organisé par Vedegylet/Protect the Future, une association d'écologie politique, ainsi que le Environmental Social Science Research Group de l'Université des Sciences agricoles Szent Istvan. Le forum a mis en avant les droits des agriculteurs liés à la conservation, l'utilisation durable et le développement de la biodiversité cultivée tels que décrits dans le Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'agriculture et l'alimentation (TIRPAA). Les demandes des participants ont été communiquées au groupe régional européen du Traité dans le cadre de la 4e Rencontre de l'Organe directeur du TIRPAA à Bali, en Indonésie, en mars 2011.

LLD7 : Mars 2012, Strathpeffer, Écosse. Le forum fût accueilli par le Scottish Crofting Federation, Heritage Seed Library/Garden Organic et Practical Action/UK Food Group en coopération avec la *Coordination européenne : Libérons la diversité !* Il a permis de célébrer les semences paysannes et la diversité animale maintenues par les *crofters*, petits agriculteurs du nord-ouest de l'Écosse. Les participants ont eu l'occasion d'échanger plus spécifiquement sur la contribution de cette diversité à l'utilisation durable de la terre, la biodiversité cultivée et la protection de l'environnement dans les comtés caractérisés par la pratique du *crofting*.

LLD8 : Forum prévu du 19 au 21 septembre 2013 à Bâle en Suisse.

BRÉSIL

Des expériences paysannes pour la gestion

Le Brésil porte l'image d'un pays où l'agriculture intensive a tracé son sillon sans encombre. Pourtant il est, avant tout, le berceau d'une immense biodiversité cultivée. Dès l'arrivée de l'agriculture moderne, la richesse et la fragilité de son patrimoine ont été reconnues, grâce à la force de l'agriculture traditionnelle et familiale. Ainsi depuis plus de 30 ans, la préservation et le développement des variétés paysannes et des savoir-faire associés sont au cœur des processus participatifs, entre paysans, centres de recherches agricoles et états. Cependant, la puissance des lobbys semenciers continue à faire gagner du terrain aux cultures intensives et GM. La menace est plus que présente et le travail de résistance reste un défi quotidien.

Certaines organisations sont en lien avec le RSP et Bio d'Aquitaine depuis plus de 10 ans et ont inspiré de multiples projets en France. Deux d'entre elles, du Sud et du Nord-Est, ont été conviées à venir participer et témoigner lors des rencontres MSP.

Microbacias : kit diversité et fête nationale des semences paysannes, deux outils pour l'échange des semences et savoir-faire

Kit diversité

Depuis le début des années 2000, le projet de développement rural "Microbacias* 2" travaille pour l'amélioration de la qualité de vie des agriculteurs familiaux de Santa Catarina.

Suite à des diagnostics participatifs, le travail sur le kit diversité a démarré en 2005 avec pour objectif de rendre autonome les communautés rurales en production de semences vivrières. Toujours accompagné de fiches techniques

de production, le kit diversité est une caisse de 2 kg, contenant des semences correspondant aux cultures alimentaires pour une famille sur une année (10 variétés de haricots, 4 de maïs, 2 de maïs popcorn, 1 de pastèque, 2 de pomme de terre, 1 de fève, 1 d'ail, 2 de petit pois, 4 de riz, 1 d'engrais vert). Aujourd'hui 45 familles, accompagnées par le technicien du projet et des agriculteurs volontaires, sont responsables de la production des kits pour 659

familles. Le conditionnement est effectué de manière collective. Le contenu des kits varie en fonction des communautés, permettant la préservation de variétés différentes à l'échelle de la région. Les semences sont achetées aux producteurs-multiplieurs au prix des semences commerciales pour revaloriser ce type de semence.

Fête Nationale des Semences Paysannes

La fête nationale des semences paysannes a été créée à partir de l'idée que "le fondement de la biodiversité cultivée est l'échange et que sans les connaissances des agriculteurs, le travail sur les semences paysannes est stérile".

La première édition en 2000 a réuni plus de 5000 participants, et celle de 2004, plus de 20000. Grâce à cette fête, la ville d'Anchieta est considérée aujourd'hui comme la capitale Brésilienne du maïs créole.

Cette foire a permis de dynamiser le processus sur les semences paysannes dans la région, notamment auprès des agriculteurs, qui avaient fini par avoir honte face à l'agro-business.

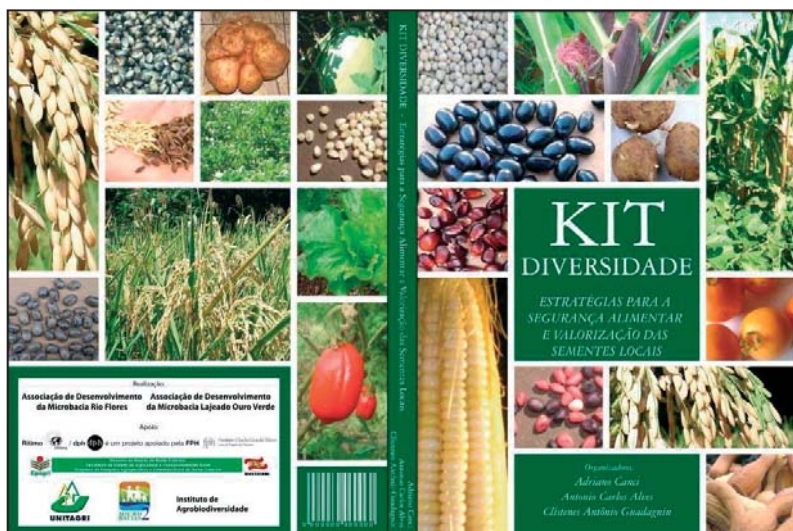
La fête a ainsi réussi à revaloriser les savoir-faire traditionnels, tant du point de vue des pratiques culturelles, de l'équipement, de l'artisanat (foin de maïs...) que de la gastronomie (polenta...) et à redonner à l'agriculteur son rôle central et fondamental dans la société.

Elle a également permis la prise de conscience de l'existence de cette biodiversité et de la nécessité de son maintien. Par exemple, de retour dans leurs états, des dirigeants ont mis en place des projets, en s'inspirant de ce qu'ils avaient vu et entendu à la fête.

La fête s'inscrit dans le processus plus large de diffusion des semen-

"Créoliser"

Au Brésil, "créoliser" est employé pour les variétés qui se (ré)adaptent localement. Par exemple des variétés paysannes de haricots distribuées lors d'un programme social il y a environ 30 ans se sont **créolisées**, en acquérant des caractéristiques locales.



Libre présentant le Kit diversité Microbacias

"Beaucoup d'agriculteurs avaient honte de montrer leur charrue, la façon dont ils produisaient leur alimentation et la fête a réussi à revaloriser ces savoir-faire. Les agriculteurs y montrent leur équipement. Cela leur permet de retrouver un certain amour-propre."

ces. *Microbacias* soutient également les petites maisons des semences familiales et participe à l'organisation de marchés communautaires d'échanges de semences. A la différence de la fête, ceux-ci permettent de développer un système permanent d'échanges locaux. ■

Par Manuel Delafoulhouze et Elodie Gras, AgroBio Périgord

* *Microbacias* : bassins versants

IRAN

Les paysans s'organisent contre la privatisation des semences

A l'occasion des rencontres, *Basta !* a interviewé le syndicaliste paysan iranien Abdol Reza Biglari. Issu d'une famille d'agriculteurs, il a mené en parallèle les métiers d'éleveur, d'arboriculteur et de professeur des écoles. Aujourd'hui retraité, il demeure engagé pour l'autonomie alimentaire et le souci d'une alimentation de qualité.



La famille Taheri à Garmsar comptant les semences d'orge du programme PPB

Basta ! : Quelle est la situation de la biodiversité agricole en Iran ?

Abdol Reza Biglari. Le lancement de la révolution verte par les gouvernements dans les années 1950 a contribué à la perte d'une grande partie de la diversité biologique. De nombreuses variétés traditionnelles ont été mises à l'écart puis perdues, au profit des variétés à haut rendement, accompagnées de leurs pesticides. Mais les semences venant de la recherche génétique sont mal adaptées à nos besoins. Elles demandent beaucoup de pesticides, d'engrais chimiques et d'eau, ce qui coûte très cher et n'est pas durable. D'autant plus que nous avons un gros problème de sécheresse dans notre région, avec des températures très élevées et relativement peu d'eau à notre disposition.

Les semences hybrides importées ont aujourd'hui complètement envahi le marché des semences. [...] L'érosion génétique est accélérée par la privatisation

du secteur des semences : des lois définissent les graines qui peuvent - ou non - être vendues ou échangées, voire même utilisées. [...] Le fait de limiter la conservation des semences par les agriculteurs contribue à nous rendre dépendants des variétés disponibles sur le marché. Nous avons besoin de lois oui, mais de lois qui défendent les droits des paysans.

Basta !

Basta ! (www.bastamag.net) est un site d'information indépendant sur l'actualité sociale et environnementale. Constitué d'une équipe de journalistes et de militants associatifs, *Basta !* contribue à donner une visibilité aux enjeux écologiques, aux actions citoyennes, aux revendications sociales, aux mouvements de solidarité et aux alternatives mises en œuvre.

BRÉSIL [SUITE]

de la biodiversité cultivée

L'agriculture familiale paysanne : gardienne des semences de la Passion

Dans la région semi-aride du Nord du Brésil, particulièrement dans l'État de Paraíba, les agriculteurs familiaux subissent des conditions climatiques très difficiles qui se traduisent par une lourde dépendance vis-à-vis de la terre, de l'eau et des semences.

L'Articulation du Semi-Aride (ASA), réseau d'un millier d'organisations de la société civile (dont les agriculteurs), agit pour la gestion et le développement de politiques adaptées à ces conditions de vie. Les travaux de l'As-PTA* et de l'ASA-PB** ont pour objectif de valoriser les ressources



Maison de la semence familiale

naturelles locales (principalement l'eau et les semences paysannes) et les connaissances traditionnelles des familles.

Les agriculteurs familiaux développent deux stratégies principales pour la gestion des semences paysannes, appelées localement "semences de la passion", dans les conditions climatiques difficiles : la diversification de leur productions, afin de minimiser les risques liés à la perte d'une récolte, et le stockage des ressources (eau, fourrage, semences) pour les périodes de sécheresse. L'As-PTA travaille avec les banques de semences familiales et à l'échelle des communautés sur l'organisation de banques de semences communautaires. Ces dernières permettent à une famille manquant de semences d'avoir recours au stock collectif. Dans l'état de Paraíba, il est impossible de quantifier aujourd'hui les banques familiales, tant elles sont nombreuses. En revanche, il existe aujourd'hui plus de 50 banques de semences communautaires en lien avec près de 2000 familles. Il existe une troisième échelle avec le Polo da Borborema, groupement régional des banques de semences et avec la Banque mère de Semences Paysannes permettant des échanges régionaux.

Une des actions phares de l'ASA-PB, parmi de nombreuses autres (échanges d'expériences, formations, fête des semences de la passion...), est celle de la construction d'une politique favorable aux semences paysannes dans l'État de Paraíba. Depuis son démarrage, elle a permis la création de deux lois concernant les semences paysannes, l'une incluant les semences dans un programme public de sécurité alimentaire et l'autre permettant l'achat public de ces semences.



Réunion des Semences de la Passion

Enfin, depuis 2010, l'ASA-PB participe à un vaste projet de recherche participative impliquant l'Embrapa*** et les organisations locales. Les résultats obtenus sont très positifs puisqu'ils confirment le fait que les variétés paysannes sont systématiquement plus adaptées aux conditions de cultures de la région semi-aride et à l'agro-écologie que les variétés commerciales. ■

Par Manuel Delafoulhouze
et Elodie Gras,
AgroBio Périgord

* "Assistance et services (As) à des projets d'agriculture alternative" - est une ONG issue du Programme de Technologies Alternatives (PTA)

** Articulation du Semi-Aride de l'Etat de Paraíba
*** Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária (Entreprise Brésilienne de Recherche en Agriculture et Elevage, équivalent de l'INRA pour la France)

Gardien des semences de la passion

L'arrivée des OGM dans la région est une réelle menace qui pèse sur les banques de semences et qui oblige à la vigilance. Le concept de "gardien des semences de la passion" a été créé, avec l'idée que "chaque agriculteur est le gardien de sa propre banque et doit empêcher les OGM d'en franchir le mur et de contaminer leur semence". Le processus a été mené à terme après deux ans de travail auprès des familles et des communautés. Aujourd'hui un certificat de gardien des semences de la passion est attribué à chaque agriculteur ayant choisi d'être responsable d'une ou plusieurs variétés.

Pour plus d'informations : "Contribution d'expériences brésiliennes au développement des organisations collectives de gestion de la biodiversité cultivée en France" de Manuel Delafoulhouze, disponible auprès d'AgroBio Périgord.

IRAN [SUITE]

Qu'est-ce qui est fait en Iran pour protéger cette biodiversité des semences ?

Tout a été mis en œuvre en Iran pour que l'on se spécialise dans l'élevage. Nous avons oublié notre rôle actif dans la sélection végétale. Les agriculteurs doivent avoir à nouveau accès à des semences et des races animales adaptées à leur environnement et à leur situation économique et culturelle. Avec le soutien de l'ONG Cenesta, un centre pour le développement durable, nous avons commencé il y a six ans un programme participatif de sélection végétale, afin de trouver des variétés locales adaptées.

Nous travaillons avec un chercheur d'Icarda*, un centre de recherche international basé en Syrie, sur la sélection de variétés de blé et d'orge adaptées à nos besoins et à chaque région.

Que permet ce travail entre chercheurs et paysans ?

Un espace avec 320 variétés de blés et d'orges anciens a été créé il y a un an. Nous avons obtenu un accès aux banques de gènes internationales, et fait revenir dans les champs des variétés anciennes d'Iran. Une "banque de gènes locale" a été mise en place. Après notre passage en France, nous allons la renommer "maison de semences" ! Une maison, c'est différent d'une banque... C'est un lieu pour tous, où chacun peut venir avec sa créativité. Il est

situé à une centaine de kilomètres de Téhéran. Il appartient à une personne mais tous les paysans peuvent y avoir accès. Nous sommes une vingtaine à être actifs dans cette préservation et cette création de biodiversité. Une chose est sûre : pour atteindre la souveraineté alimentaire, faire un travail collectif est absolument nécessaire.

Le gouvernement iranien soutient-il ce type d'initiatives ?

Ce programme n'est malheureusement pas soutenu par le gouvernement ni par les autorités locales. Après des années de guerre, puis de graves problèmes économiques, le gouvernement n'a pas vraiment de programme de développement agricole. Les fonds sont attribués au coup par coup, juste ce qu'il faut pour que les gens ne souffrent pas de la faim, ou manifestent et s'engagent.

Nous n'avons pas de syndicat agricole, et le gouvernement en a créé un il y a deux ans. Il reste en partie sous le contrôle des autorités, mais nous en sommes devenus membres pour pouvoir un jour utiliser ce nouvel "outil". Il n'existe pas de mouvement ou d'organisation de consommateurs. Mais il y a une inquiétude patente quant à la qualité de la nourriture : c'est une question qui est très présente, à cause du nombre de maladies, de cancers...

Qu'est-ce qui motive votre engagement ?

Donner à manger aux gens une nourriture saine ! Il est sans doute encore trop tôt en Iran pour aller vers du 100 % biologique. Mais on peut dès à présent utiliser moins de produits et d'engrais chimiques. La plupart de ce qui est produit en Iran y est consommé.

Échanger des idées et des expériences avec des paysans de tous les continents, par ces rencontres internationales, est très important. Ces échanges sont aussi la base pour construire la paix dans le monde. ■

Par Sophie Chapelle

(d'après son article publié dans Basta! le 16 octobre 2012, version intégrale sur : www.bastamag.net/article2695.html)

*Salvatore Ceccarelli, chercheur à l'ICARDA (centre de recherche international pour la recherche agricole en zone sèche), a démontré que les paysans avaient des compétences pour faire leur sélection dans les fermes : il montre que si l'on se contente de décentraliser la sélection, on peut passer à côté du développement de sélections utiles car on n'aura pas utilisé les connaissances très particulières que les paysans ont de leurs champs et de leur milieu. La réunion dans un même champ des activités de production, sélection, et conservation, pour renouveler la variabilité, permettent un meilleur maintien de la biodiversité.

INDE

La DDS milite pour les semences paysannes et la biodiversité en Inde depuis plus de vingt ans

L'association Deccan Development Society (www.ddsindia.com) s'engage depuis près de 25 ans en faveur des semences paysannes et de la diversité biologique du Plateau du Deccan (région semi-aride de l'Inde du Sud) en travaillant avec des femmes Dalits, qui font partie des paysannes les plus démunies. DDS a très tôt favorisé la création de groupements villageois exclusivement féminins (sangams), où les femmes expriment leurs préoccupations. Ce qui se dégage de ces rencontres, c'est un lien étroit - et fragile - entre l'accès à la terre, l'accès aux semences, la biodiversité, la sécurité alimentaire des foyers et les stratégies des paysannes pour cultiver des parcelles de petite taille, et souvent peu fertiles.

Grâce à un processus continu de recherche-action et de mise en œuvre de méthodes d'analyse rapide et de planification participative (MARF) permettant aux popula-

tions de présenter et d'organiser leurs connaissances sur leur propre situation, DDS a pu faire émerger des actions concrètes permettant de soutenir les paysannes Dalits :

- banques de semences communautaires, qui renforcent le contrôle de ces femmes sur les semences ;
- greniers à grain gérés par les paysans, et répondant en priorité aux besoins des foyers les plus démunis ;
- pépinières de plantes médicinales favorisant le travail des sages-femmes.

L'organisation s'occupe en outre, depuis plus d'une décennie, d'un festival mobile de la biodiversité : pendant un mois (généralement janvier), une caravane de roulettes présentant toutes les variétés locales de céréales (mil, sorgho, éléusine, millet des oiseaux, riz pluvial, maïs...), légumineuses (pois d'Angole, haricot mungo, pois chiche, ambérique, lentille...), oléagineux (moutarde, lin, tournesol, arachide...), richement décorées, circule de village en village. Ce festival célèbre la biodiversité et la culture locale (danses, chants, cérémonies), et suscite des fora-débats où paysans, élus locaux, représentants d'organisations, agronomes, chercheurs, échangent leurs points de vue sur le devenir de l'agriculture du Plateau du Deccan. C'est ainsi que DDS a pu affiner sa compréhension des enjeux locaux : importance du bétail dans la gestion de la fertilité des sols, déficit de main d'œuvre (et abandon de certaines cultures locales), politiques agricoles peu favorables à l'agriculture vivrière, perte de savoir-faire agricoles, marginalisation du rôle des paysannes dans l'agriculture commerciale en pleine expansion dans le pays, y compris sur le Plateau du Deccan.

Si les décideurs politiques peinent à comprendre l'intérêt des céréales dites "mineures" (mils et sorgho), par opposition au riz et au blé sur lesquels est basée depuis 40 ans la politique de "sécurité alimentaire" de l'Inde, l'organisation DDS insiste, quant à elle, sur les atouts de ces cultures : valeur nutritionnelle et adaptation aux conditions semi-arides (un tiers des terres cultivées en Inde), maintien de l'agriculture paysanne, des associations et rotations de cultures et d'une culture culinaire locale particulièrement riche, sans compter l'adaptation au changement climatique.

DDS a initié, avec plusieurs partenaires indiens, un réseau national sur les mils (www.milletindia.org) qui comprend aujourd'hui 50 organisations réparties dans 9 Etats. Ce tra-



Festival mobile de la biodiversité sur le plateau du Deccan



Echanges de semences avec les membres de la délégation indienne

vail de mise en réseau porte ses fruits, puisque la politique indienne sur la sécurité alimentaire va cette année pour la première fois inclure un soutien à la production de sorgho et de mil.

La participation d'une délégation de DDS à la rencontre Maisons des Semences Paysannes a permis de :

- mettre en évidence le rôle prépondérant des femmes dans la gestion de la biodiversité et des semences ; leurs critères de sélection sont précis, rigoureux et "sensibles au genre" (les femmes prennent par exemple en compte des critères négligés par les hommes comme le goût, le temps de cuisson, ou la facilité à mouliner).

- souligner l'importance des banques de semences communautaires pour préserver et valoriser la diversité variétale locale ;

- montrer que les semences paysannes assoient la sécurité alimentaire de millions de paysans et de paysannes en Inde (et de manière plus générale, en Asie).

Les paysannes de DDS ont activement participé aux échanges de semences organisés en marge des rencontres. ■

Par Carine Pionetti, chercheuse-consultante indépendante, Genre, environnement et développement, La Roche de Rame, Hautes-Alpes

Deux continents se rejoignent autour des mils

Face à une marginalisation constante - et quasiment "programmée" - des céréales dites "mineures" (sorgho et mils), des associations paysannes s'organisent.

Reconnaître et faire reconnaître l'intérêt (écologique, économique, culturel, nutritionnel) de la culture du mil dans les régions arides et semi-arides, tel est le projet du Millet Network of India, le réseau indien sur le mil, auquel Deccan Development Society participe activement.

En Afrique de l'Ouest, bien que le mil connaisse le même sort qu'en Inde, les organisations paysannes ne se sont pas encore organisées autour de la revalorisation de cette culture.

En marge des temps d'échanges formels s'est organisé dans un champ, sous un grand arbre, un palabre entre les représentants d'organisations ouest-africaines (Togo, Bénin, Sénégal, Mali) et les représentants de DDS autour du mil. Un palabre chargé en contenu culturel (échange de proverbes sur les bienfaits de la culture du mil dans ces deux régions du globe) dont se dégage une volonté partagée de replacer le mil au cœur de la souveraineté alimentaire des sociétés paysannes des zones arides et semi-arides, et de développer des stratégies communes pour y parvenir.

Les rencontres de Périgueux pourraient bien être à l'origine d'un réseau Afro-Indien (ou Indo-Ouest africain) autour du mil...



Les membres des délégations africaine et indienne lors de la discussion informelle sur le mil

Mayuri Masanagari

par Lauréline Drochon, étudiante, ancienne stagiaire au RSP

Venue d'Inde pour nous parler de son expérience au sein d'un des 75 villages avec lesquels la Deccan Development Society travaille, Mayuri était la plus jeune participante de ces Rencontres Internationales.

Du haut de ses 11 ans, Mayuri nous a présenté le film qu'elle a réalisé en 2010. Elle y montre ce qu'elle apprend sur la ferme de ses grands-parents au côté de sa grand-mère et au contact de la terre. Elle

compte bien continuer à réaliser des films et souhaiterait devenir journaliste spécialisée sur la thématique de l'agriculture. La biodiversité est un sujet qui lui paraît essentiel puisque "les semences représentent la nourriture et la vie". Elle a beaucoup apprécié ces rencontres car "il y avait beaucoup de gens différents, de nombreux paysans et il a été question d'une grande diversité de plantes [qu'elle] ne connaissait pas". Son seul regret concerne la barrière de la langue car elle pense qu'elle aurait appris bien plus encore sans cette limite. Parmi les nouvelles connaissances qu'elle a acquises durant ces trois jours, elle retient en particulier tout ce qui concerne la fabrication du pain et du vin, dont elle ne savait rien auparavant.

Pour finir, Mayuri souligne le fait qu'elle "croit en les paysans pour le maintien de la biodiversité" et dit son rêve pour l'avenir : "Que chacun soit tout simplement heureux".



RÉUNION INTERNATIONALE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Construction d'un processus global pour les semences paysannes

Le texte qui suit est la synthèse de la réunion internationale de la société civile sur la construction d'un processus global pour les semences paysannes, qui a eu lieu après les Rencontres Internationales des Maisons des Semences Paysannes 2012, dans la mairie d'Aiguillon (Lot et Garonne) du 30 septembre au 2 octobre 2012.



Les participants à la réunion internationale de la société civile sur la construction d'un processus global pour les semences paysannes, entourant le maire d'Aiguillon.

▲ L'initiative

Une réunion internationale a été proposée par le Comité international de planification des organisations de la société civile pour la souveraineté alimentaire (CIP) et le Réseau Semences Paysannes (RSP) français pour décider d'une stratégie commune sur la participation de la société civile dans le travail du Traité international des semences (TIRPAA). Cette initiative fait suite au travail collectif de l'ensemble des ONG et de La Via Campesina lors du comité directeur du Traité réuni à Bali en mars 2011. Leurs interventions groupées ont en effet permis d'obtenir que soit mis en place un groupe de travail sur les articles 5 et 6 du Traité concernant l'utilisation durable des ressources génétiques des plantes, devant tenir

compte de l'article 9 sur les droits des agriculteurs. Ce groupe de travail devait s'appuyer sur une participation de la société civile au TIRPAA sur le modèle du processus du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA).

Depuis, le secrétariat du Traité a rencontré deux fois à Rome une délégation des organisations de la société civile du CIP pour solliciter des propositions. La délégation a indiqué que la participation de la société civile ne pouvait pas se réduire à la nomination d'un expert dans un groupe de travail, ni à une consultation internet ; les organisations paysannes ont besoin d'un soutien financier pour organiser, dans chaque région, d'abord une information, puis des réunions physiques d'échanges et de consultation des représentants des organisations paysannes.

▲ Le cadre de la rencontre

La rencontre a été adossée au Séminaire international sur les Maisons des semences paysannes organisées par le RSP qui a réuni près de 250 paysans du 27 au 29 septembre à Périgueux en France. Cela a donné l'opportunité d'inviter, outre plusieurs représentants de la Via Campesina et des ONG internationales ou régionales les plus présentes sur les questions des semences, ceux de réseaux d'organisations paysannes actives sur les semences de tous les continents. Du 30 Septembre au 2 Octobre 2012, le CIP a offert un espace de concertation aux acteurs impliqués de la société civile en relation avec ses principes (auto-organisation, autonomie et priorité aux petits producteurs d'aliments) et avec son mandat de préparer une rencontre sur les ressources génétiques et l'agrobiodiversité. Le Réseau Semences Paysannes a organisé la logistique à la Mairie d'Aiguillon, commune de France où il a établi son siège, et assuré l'animation en collaboration avec Crocevia et l'association de solidarité internationale BEDE.

▲ Le contexte et les enjeux politiques

Toutes les semences industrielles sont issues des semences paysannes sélectionnées et conservées par des centaines de

générations d'agriculteurs. L'industrie n'a fait que les standardiser, les croiser ou les manipuler génétiquement, mais elle demeure toujours incapable de créer de nouvelles semences sans utiliser ces "anciennes" semences. C'est pourquoi elle a organisé avec les Etats leur collecte et leur conservation dans de grandes banques de gènes. Le Traité a été mis en place pour lui faciliter l'accès à ces banques de gènes. Aujourd'hui, les pays riches du Nord et la Banque mondiale, qui gouverne avec la Fondation Gates les centres internationaux de recherche du CGIAR, ont récupéré la majorité des ressources des pays pauvres du Sud, et l'industrie a récupéré dans ses banques privées la totalité des ressources des banques "publiques". Mais si les fabricants de variétés industrielles protégées par un droit de propriété spécifique (COV) avaient besoin de conserver des ressources nombreuses et diversifiées, les multinationales des biotechnologies fabricant des gènes protégés par brevet ont besoin de conserver seulement les gènes, quelles que soient les plantes dans lesquelles ils se trouvent. C'est pourquoi, parce qu'elles ne leur sont plus utiles, les banques de gènes disparaissent dans les pays du Sud (par manque de financement entre autres, quand elles ne sont pas détruites par les guerres) tandis que les banques des pays riches du Nord se concentrent de plus en plus.

▲ Le Comité international de planification des organisations de la société civile pour la souveraineté alimentaire (CIP)

Le CIP est une plateforme globale qui réunit des centaines d'organisations indépendantes de petits producteurs d'aliments qui représentent plusieurs centaines de millions de personnes. Il inclut des organisations de petits paysans, de pêcheurs, de peuples autochtones, d'éleveurs nomades, des associations de femmes et des associations de jeunes ruraux, des syndicats de travailleurs agricoles et des ONG. Les organisations représentant directement les intérêts des populations rurales marginales se sont rassemblées pour créer le CIP en 1996 dans l'objectif de rendre leur participation dans la gouvernance pour la sécurité alimentaire concrète et efficace. Elles ont choisi de suivre une stratégie d'approche des agences des Nations Unies basées à Rome et en particulier la FAO. Depuis la crise alimentaire de 2007/2008, elles ont concentré leurs efforts sur le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) pour le rendre plus participatif.



Le système semencier industriel repose sur l'interdiction des droits collectifs des agriculteurs d'utiliser, d'échanger, de vendre et de protéger leurs semences, ainsi que sur la confiscation puis sur l'éradication des semences paysannes. Il détruit ainsi non seulement ses propres ressources, mais aussi la seule alternative capable de sortir des impasses dans lesquelles il s'est enfoncé : dépendance aux intrants et aux énergies fossiles, et fragilité accrue face à l'amplification des crises économiques, environnementales et climatiques. Sélectionnées et conservées *in situ* dans les conditions de culture des agriculteurs, les semences paysannes sont indispensables pour renouveler constamment l'adaptation locale, la diversité et la variabilité seules à même de favoriser leur résilience dans des conditions de plus en plus changeantes. Or les paysans ne peuvent pas sélectionner les nouvelles variétés dont ils ont besoin en utilisant les semences modernes standardisées et génétiquement manipulées de l'industrie qui ne sont plus adaptées aux modes d'agriculture paysanne. Seules leurs variétés locales traditionnelles constituent une bonne base de sélection, mais lorsqu'ils les ont perdues, ils ont de plus en plus difficilement accès aux banques de gènes où elles sont enfermées. Avant que cet accès ne soit définitivement fermé, il est indispensable de reconstruire une multitude de systèmes semenciers territorialisés gérés localement par les paysans et les communautés.

▲ Le contexte institutionnel global

Il y a nécessairement besoin d'une stratégie globale pour identifier les espaces institutionnels internationaux où les organisations paysannes pourraient intervenir en s'appuyant sur le travail effectif sur la biodiversité agricole qu'elles accomplissent dans les champs. Bien que l'industrie et le secteur financier apparaissent de plus en plus comme des acteurs majeurs à prendre en considération dans une stratégie globale, on constate que le secteur privé a toujours besoin des politiques publiques pour imposer ses lois car le marché seul ne suffit pas. C'est pourquoi une stratégie sur la gouvernance globale doit tenir compte de la mise en débat des politiques publiques par les Organisations de la société civile (OSC) pour que ces politiques ne passent pas sous le seul contrôle du secteur financier et industriel. De la présentation des travaux de chaque organisation ressort l'absence d'espaces institutionnels clairs où les OSC seraient traitées autrement que comme observateurs, mais comme participantes de plein droit, comme

cela est le cas au Comité pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Des solutions ont été proposées pour une implication plus grande et plus égalitaire de la société civile, et notamment des organisations paysannes, à partir du modèle accepté par les membres du CSA réformé. De la même façon, si les autres institutions qui traitent de la biodiversité agricole comme le Traité ne garantissent pas une inclusion efficace, elles ne seront en mesure ni de réaliser leurs objectifs ni d'atteindre le grand public, dont le soutien leur est nécessaire.

À l'occasion des réunions de l'Organe directeur à Tunis en 2009 et à Bali en 2011, les OSC se sont organisées de manière autonome pour assurer des interventions cohérentes. Nous pensons que l'Organe directeur du Traité sortirait renforcé s'il décidait d'internaliser cette approche, qui fournit un excellent modèle pour garantir la participation inclusive de la société civile, y compris des petits paysans, qui conservent, utilisent et développent les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans les fermes. L'Union européenne est en train de renouveler son cadre réglementaire sur les semences. Les propositions de lois actuellement discutées sont des signaux très clairs de la stratégie d'éradication de l'agriculture vivrière voulue par le secteur industriel. En effet, les nouvelles lois en discussion ne laissent plus aucun espace à l'existence de semences libres de droits de propriété industrielle, qui ne sont tolérées que dans le cadre de la recherche, de la sélection, des banques de gènes et des réseaux associés. Nous savons que ces règles, déjà inscrites dans les accords de libre échange entre l'Europe et le Canada, seront bientôt imposées à toute la planète.

▲ Rôle de chaque institution et stratégie pour chacune

Le Traité international des semences (TIRPAA)

Sa mise en œuvre réelle est sous le contrôle du secteur privé. Toutes les analyses et études montrent que le soit disant "partage des bénéfices" est une vue de l'esprit. Les seuls financements disponibles ne sont pas mis à disposition du Traité (Fond fiduciaire...) et ne servent qu'à sécuriser et faciliter l'accès de l'industrie puis la privatisation des ressources par le système multilatéral.

Ce que nous voulons comme conservation à long terme pour l'agriculture et spécialement pour l'agriculture vivrière, nous devons l'organiser nous-mêmes. Nous devons changer de perspective : nous n'avons pas besoin du Traité, mais le système multilatéral du Traité a besoin de nos semences. Nous devons changer les règles du Traité pour une participation réelle, formelle et institutionnelle des organisations paysannes, et non uniquement en tant qu'observatrices. Comme pour le CSA, l'important est de changer le rapport de force dans ces structures, ou sinon de les

▲ Le rôle central du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)

Après plusieurs décennies de politiques de la Banque Mondiale (BM) et du Fonds Monétaire International (FMI), de nombreux pays ont converti leur agriculture de subsistance en agriculture exportatrice. En 2008, ils sont donc complètement dépendants du marché mondial pour alimenter leur population, notamment urbaine lorsque la flambée des cours mondiaux les affecte directement. La même année, la barrière symbolique du milliard d'affamés a été franchie, obligeant les institutions internationales à réagir.

Les initiatives se multiplient mais tendent à vider la FAO de ses responsabilités sauf celle qui va réformer en 2009 le CSA pour lui donner les moyens politiques pour s'atteler véritablement à la question de la sécurité alimentaire mondiale.

Par l'intermédiaire du groupe de contact créé par le bureau du CSA et d'un groupe de travail du CIP (Comité International de Planification des organisations de la société civile pour la souveraineté alimentaire, voir encadré), les mouvements paysans ont été impliqués activement dans la réforme du CSA dans le sens d'un renforcement du système de gouvernance multilatérale au sein de l'ONU. Or, un tel renforcement est important dans un contexte où domine la gouvernance très inégalitaire promue par la Banque Mondiale ou l'OMC, et où le plus fort impose ses vues. La société civile est considérée comme un membre à part entière (hormis pour le droit de vote qui est réservé aux Etats membres). Elle peut donc intervenir en plénière, lors des tables rondes, lors des négociations sur les décisions, participer à l'élaboration des ordres du jour et des documents de préparation et faire des propositions de motions.

Les Etats ont reconnu à la société civile le droit de choisir elle-même ses représentants et représentantes au CSA ainsi que la possibilité de proposer un mécanisme qui lui soit propre pour organiser sa participation. Ceci est très important car c'est la première fois que l'autonomie de la société civile est ainsi reconnue par les Etats au sein des Nations Unies. Auparavant le CIP avait obtenu une reconnaissance de son rôle et la possibilité de s'organiser de façon autonome mais par l'administration de la FAO uniquement.

En mai 2012, le CSA a adopté les directives volontaires sur la gouvernance responsable des régimes fonciers. Cette étape montre que ce comité peut effectivement faire avancer les choses et ne pas se limiter à l'émission d'avis.

quitter. Nous préférons donner notre énergie à changer les règles plutôt qu'à répondre à des consultations et réagir à des manœuvres qui répondent à d'autres intérêts. Si nous avons un intérêt à répondre, c'est seulement pour ne pas laisser la place libre aux ONG vitrines derrière lesquelles se cachent les intérêts de l'industrie, mais nous devons nous organiser pour ne pas y consacrer toute notre énergie.

Cependant, pour avancer, nous ne pouvons pas nous contenter de travailler seulement avec le Traité mais devons mettre les semences paysannes à l'agenda de toutes les institutions, en commençant par le CSA puisque nous avons là un mécanisme de participation favorable.

Notre priorité est de créer des espaces pour nos propres perspectives.

Commission des ressources génétiques de la FAO (CRGAA)

Depuis que le Traité a été mis en œuvre, le travail à la Commission est devenu moins important. Or les compétences de la Commission s'appliquent à toute la biodiversité (y compris animale et microbienne) pour l'alimentation alors que celles du Traité s'appliquent aux seules ressources génétiques des plantes pour un nombre d'espèces limité, ce qui génère un conflit entre ces deux instances. La commission étant un comité technique de la FAO, ses membres sont des gouvernements et le peu de représentants de la société civile ne sont que des observateurs. Une nouvelle réforme de la Commission est en cours. Nous ne savons pas exactement ce qu'il y a dessus et quoi faire avec. Il est alors possible que de nouvelles opportunités voient le jour lorsque la nouvelle stratégie de la FAO pour un partenariat avec les Organisations de la société civile sera adoptée, dans le cas où notre autonomie et notre auto-organisation seraient reconnues.

La Commission pourrait alors être un espace pour faire des liens, proposer une vision holistique et construire des alliances avec les autres parties de la biodiversité agricole (en plus des semences paysannes).

Le projet de réaliser un nouvel "Etat du monde des ressources génétiques pour l'agriculture et l'alimentation" a été accepté par les gouvernements. Certains participants aux

rencontres ont dit que le projet ne correspondait pas à leurs besoins et pourrait même être utilisé contre leurs intérêts en identifiant les variétés paysannes comme des services écosystémiques pour un secteur financier hautement spéculatif. D'autres, par contre, ont estimé que l'"Etat du Monde" n'était pas un inventaire de la biodiversité mais une analyse, ce qui écartait ce risque.

Comité pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA)

Le Comité pour la sécurité alimentaire mondiale est un espace qui a émergé de la crise alimentaire en 2008, où les OSC peuvent exprimer leurs actions collectives pour la souveraineté alimentaire. Le CSA prend des décisions au niveau des Nations Unies avec une autorité morale supérieure sur la FAO et les autres institutions chargées de l'agriculture et de l'alimentation. Le CSA dépend directement de l'Assemblée Générale de l'ONU. Pour l'instant, les semences et les ressources génétiques ne sont pas inscrites à l'agenda. L'objectif est de sensibiliser sur le besoin d'une stratégie globale sur les semences paysannes pour l'agriculture vivrière et les droits à l'alimentation, à travers le Panel d'experts de haut niveau du CSA ou à travers un événement public parallèle qui impliquerait des gouvernements. Un événement de ce type est organisé par le CIP le 18 octobre 2012 à Rome.

Institutions internationales de la propriété industrielle UPOV/OMPI

Pour la première fois en 2011 deux membres de la société civile ont obtenu le statut d'observateur à l'UPOV, une des institutions internationales les moins transparentes. Il s'agit de La Via Campesina Europe et de l'Association for Plant Breeding for Benefit of Society (APBREBES) qui est un consortium d'ONG dont : Berne Declaration (Suisse); Center for International Environmental Law (Etats-Unis); Community Technology Development Trust (Zimbabwe); Development Fund (Norvège); Local Initiatives for Biodiversity, Research and Development (Népal); Searice - The Southeast Asia Regional Initiative for Community Empowerment (Philippines); et Third World Network (Malaisie). 10% des documents de l'UPOV - mais les

▲ La FAO (Agence des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation)

192 pays en sont membres et elle est régie par le principe de vote "un pays, une voix". Cette règle n'est pas en faveur des pays de l'OCDE, moins nombreux que les pays en voie de développement. A partir des années 70, pour contourner la contrainte de ce système de vote, les pays riches ont créé deux autres institutions et un programme indépendant de la FAO. C'est ainsi qu'ont vu le jour en 1971, le Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (GCRAI) au sein de la Banque Mondiale, puis en 1974, le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) et au début des années 80 le Programme Alimentaire Mondial (PAM). La multiplication de ces espaces institutionnels a affaibli la FAO à la fois financièrement et politiquement jusqu'à la rendre presque inutile. Les financements de la FAO ont fortement diminué et les pays donateurs ont de plus en plus contribué de façon volontaire (Fond fiduciaire) pour orienter les priorités. Si l'on considère les sommes totales des contributions des Etats (sauf urgences), on passe de 1,2 milliards en 1994-95 à 900 millions de dollars en 2010-2011 (budget biennuel). Le résultat étant une énorme fragmentation et un manque de cohérence dans le travail de la FAO. Une réforme proposée pour réduire cette fragmentation et éviter les doublons est en cours.



Séance de travail dans la salle du conseil de la mairie d'Aiguillon

plus intéressants - sont encore cachés au public. Une avancée cependant : la Via Campesina a été invitée à intervenir pour le prochain symposium le 2 novembre 2012.

Avec UPOV 91, la protection industrielle ne concerne pas seulement les semences commerciales, mais aussi la récolte, les produits de la récolte et les produits transformés. Le système de brevet promu par les multinationales des biotechnologies va prendre le dessus sur les protections végétales des sélectionneurs de l'UPOV qui se transforment elles aussi peu à peu en brevets. Les petits sélectionneurs auraient alors intérêt à s'allier avec les paysans en leur laissant leur système semencier vivrier. Si cette alliance n'a pas lieu, alors les brevets des multinationales accapareront l'ensemble des variétés protégées par l'UPOV.

A l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), l'agenda pour le développement est en panne, et il continue à agiter le leurre du partage des avantages pour mettre les connaissances traditionnelles dans le cadre de la propriété industrielle.

Convention sur la diversité biologique (CDB)

Depuis 20 ans, la Convention a changé la façon d'aborder la biodiversité en la mettant sous la souveraineté des Etats et en mettant en avant "l'utilisation durable" et "le partage équitable des bénéfices" tirés des ressources (Protocole de Nagoya, 2010). 35 espèces alimentaires sont maintenant couvertes par le Traité et non par la CDB.

La prochaine rencontre des parties se passera à Hyderabad (Inde) en octobre. L'agenda de cette Conférence des parties (COP) est chargé : biodiversité marine, changement climatique, agriculture...

Les ONG observatrices au sein de la CDB font avancer des décisions de moratoire, en particulier sur les nouvelles technologies émergentes comme la biologie de synthèse, la géoingénierie et pour le soutien à la mise en place d'une agence multilatérale d'évaluation des technologies.

Au moment où les discussions au sein de l'Organe Subsidaire chargé de fournir des

avis scientifiques, techniques et technologiques (Sbstta) se font plus politiques, la mise en place d'un nouvel organe, l'IPBES, retient toute notre attention. IPBES désigne la "Plateforme scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques". Cette plateforme en cours de constitution depuis 2008 risque de devenir un super organe de décision. Elle sert de "lieu d'échanges entre la communauté scientifique et les décideurs afin de créer les capacités nécessaires à l'utilisation des données scientifiques dans l'élaboration des politiques et à renforcer l'exploitation de ces données". L'industrie souhaiterait y limiter les décisions politiques et les soumettre à des processus scientifiques. Ces processus excluent la participation des OSC et sont dirigés par les seuls "experts" de l'industrie.

Centres internationaux de recherche (CGIAR)

Le CGIAR n'est pas un organe de l'ONU et continue à se réformer en fonction de la volonté de ses donateurs. La politique sur les droits de propriété intellectuelle adoptée récemment par le CGIAR leur permet de breveter leurs nouvelles variétés. Il affiche maintenant un nouveau modèle commercial pour vendre son savoir-faire dans la valorisation des ressources génétiques. Pour cela les politiques de propriété industrielle sont révisées dans les 15 différents centres en fonction des produits qui pourraient être brevetés. Les centres possèdent les plus importantes banques de gènes et la plupart de leurs ressources ayant été collectées avant la mise en œuvre de la convention en 1993, elles ne sont donc pas sous la souveraineté des Etats. Il y a beaucoup d'administrateurs qui viennent du monde des affaires et de l'industrie (Heineken, Bunge, Syngenta...) et la fondation Gates est le second donateur avec 71 millions dollars en 2010, après les Etats-Unis (86 millions en 2010) et avant la Banque Mondiale (50 millions).

Pour la société civile il n'y a pas d'ouverture à attendre.

Proposition finale

On constate une confusion dans les différents espaces où se tient la gouvernance mondiale de la biodiversité agricole et alimentaire. Il est important de produire une analyse collective de cette situation et de proposer une stratégie globale et un processus pour les organisations paysannes et de petits producteurs d'aliments soutenu par les organisations du mouvement social.

Nous observons une démultiplication des initiatives locales et régionales des paysans et des OSC pour organiser les systèmes semenciers communautaires et paysans. Nous devons multiplier les échanges de semences, de connaissances et d'expériences entre les groupes dans les régions et entre les régions. Il est important aussi d'aider les organisations paysannes à renforcer leur expertise sur les législations nationales sur les semences et aussi à participer à la gouvernance des lois internationales.

La proposition est de ne plus travailler uniquement avec l'agenda institutionnel, mais d'abord au plus près des paysans avec leur agenda : planifier une série de rencontres internationales comme celle-ci (une à deux chaque années) appuyées sur nos propres événements régionaux sur les semences paysannes (foires, séminaires, fêtes), pour organiser des débats et des formations sur ces sujets. Les régions devront décider de la manière dont elles souhaitent s'organiser

La Coordination internationale pour la souveraineté alimentaire propose d'activer un groupe de travail, ouvert aux organisations militant en faveur de la souveraineté alimentaire qui se déclarent intéressées. Le groupe de travail pourra organiser des délégations aux différentes instances du Traité, de la FAO, de la CDB, et UPOV. L'objectif premier de ce travail sera de renforcer et sécuriser juridiquement le travail de terrain décrit plus haut et non d'en déléguer la gouvernance aux institutions ou à la "recherche". Le groupe de travail devra construire une infor-

mation en plusieurs langues pour permettre aux organisations paysannes de connaître régulièrement les avancées des négociations internationales.

En attendant, ce rapport sera discuté au sein des organisations, et une liste mail restreinte sera établie à partir des adresses des participants à cette rencontre. L'ajout de nouvelles personnes sera coopté par le groupe présent. Le soutien de la Souveraineté Alimentaire (définition de Nyéléni, 2007) est une condition à la participation à un groupe de travail du CIP. ■

Synthèse collective

Les participants

23 personnes provenant de 15 pays et 20 organisations de la société civile.

Omer Agoligan (Synergie Paysanne, Bénin)
Nourredine Ben Saadoun (Tazdait, Algérie)
Jean-Francois Berthelot (RSP, France)
Miriam Boyer (LVC, International)
Bob Brac (BEDE, France)
Maria Carrascosa (Red de Semillas, Espagne)
Mauro Conti (Crocevia / IPC, Italie)
Neth Dano (ETC Group, Philippines)
Patrick De Kochko (RSP, France)
Rachana Devokta (Libird, Nepal)
JuanMa Gonzales (Red de Semillas, Espagne)
Susanne Gura (VEN, Allemagne)
Normita Ignacio (Searice, Philippines)
Guy Kastler (RSP, France et ECVC, Europe)
Csilla Kiss (Coordination LLD, Europe)
Patrick Mulvany (UK Food Group, Grande-Bretagne),
Alihou Ndiaye (ASPSP / Comité Ouest Africain des Semences Paysannes, Sénégal)
Antonio Onorati (IPC / Crocevia, Italie)
Maryam Rahmanian (Cenesta, Iran)
Maria Noel Salgado (MAELA, Uruguay)
Sachesh Silwal (Utviklingfundet, Norvège)
Marciano Toledo da Silva (LVC, Brésil)
Renée Velvée (GRAIN, International)



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les semences paysannes, une voie d'avenir

Le 9 octobre 2012

Plus de 300 paysans de tous les continents réunis pour échanger sur leurs expériences collectives de sélection, de gestion et de production de semences et de plants

Les Rencontres Internationales Maisons des Semences Paysannes se sont déroulées du 27 au 29 septembre à Boulazac (24) à l'initiative du Réseau Semences Paysannes, de Bio d'Aquitaine et de l'association BEDE. Pendant 3 jours, plus de 300 agriculteurs venant de toutes les régions de France, et des délégations étrangères de plus de 15 pays différents ont échangés sur leurs pratiques d'organisations collectives de gestion des semences paysannes. Entre rencontres, débats, échanges de semences et de savoir-faire, ces journées ont été riches et appréciées de tous. Neuf ans après les premières rencontres d'Auzeville qui ont rassemblé quelques centaines d'acteurs jusqu'alors isolés en soif de partage, l'édition 2012 a montré que les semences paysannes sont désormais passées en France de la revendication de reconnaissance à la multiplication de réalisations collectives concrètes mobilisant des milliers de paysans, de jardiniers et de citoyens. Tous les participants se sont quittés avec le sentiment très fort que plus rien ne pourra arrêter cette reconquête des champs et des jardins.

La mobilisation des ONG et organisations paysannes en faveur de la biodiversité cultivée : plusieurs propositions d'actions

Suite à ces échanges, les ONG et les organisations paysannes qui œuvrent pour le développement et la réappropriation de la biodiversité agricole par les paysans et suivent le travail des instances de gouvernance mondiale des semences - TIRPAA, CDB, FAO, UPOV (voir encadré ci-contre), OMPI*... -, se sont réunies durant 2 journées au siège du Réseau Semences Paysannes à Aiguillon (47) pour échanger leurs expériences.

Après avoir rappelé que plus de 50% des paysans du monde produisent leurs semences, ils ont souhaité alerter l'opinion publique sur le fait que les semences paysannes et les paysans qui les cultivent sont en danger, menacés par les cultures transgéniques et les lois scélérates dictées par l'industrie dans toutes les instances de gouvernance des politiques publiques sur les semences. Ils ont également souhaité rappeler que la stratégie de développement des semences paysannes s'affirme dans tous les continents portée par des mouvements paysans nationaux et internationaux. Le développement du Réseau Semences Paysannes et de ses partenaires aux niveaux français, européen et mondial, ainsi que le succès des Rencontres Internationales Maisons des Semences Paysannes en sont une démonstration éclatante.

Afin de ne pas laisser notre souveraineté alimentaire entre les mains de sociétés commerciales multinationales, et pour faire avancer les droits des paysans sur les semences, ils ont décidé :

- d'agir de manière coordonnée dans toutes les instances mondiales où le lobby de l'industrie semencière dicte ses lois, et de faire, pour cela, intervenir des paysans et non des experts mandatés pour les représenter,
- de favoriser les échanges d'expériences pour la multiplication de Maisons des Semences Paysannes gérées localement par les paysans et les communautés, et pour l'application de lois nationales de défense des droits des paysans sur leurs semences. ■

* OMPI : Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

Contacts presse :

Guy Kastler (Réseau Semences Paysannes) guy.kastler@wanadoo.fr - 06.03.94.57.21
Patrick de Kochko (Réseau Semences Paysannes) patrick@semencespaysannes.org - 06.17.06.62.60

▲ Quatre accords internationaux affectant les semences fermières et paysannes

• Conventions facilitant l'appropriation privée des semences

UPOV

Nouvelle convention de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (1991)

Troisième révision de la convention depuis 1961, elle modifie notamment la définition de la variété qui ne se fait plus sur les caractères visibles mais sur le génotype ou la combinaison de génotypes (hybride F1), avec risque d'exclusion des savoirs paysans et des variétés paysannes. Le droit de propriété industrielle COV s'étend de la semence au produit de la récolte et au produit transformé.

Elle instaure un nouveau concept, la variété essentiellement dérivée, qui reconnaît une dépendance d'une variété protégée sur une autre et autorise la double protection (COV + brevet sur gène).

ADPIC/OMC

Accords des droits de propriété intellectuelle liés au commerce, de l'Organisation mondiale du commerce (1994)

Ces accords sont contraignants car ils obligent les Etats membres à se doter de cadres juridiques pour reconnaître au minimum les microorganismes et les procédés non essentiellement biologiques brevetés et pour protéger les variétés végétales soit par brevet soit par un autre système dit sui generis. UPOV apparaissant comme un système sui generis idéal pour certains juristes. L'article concerné (273B) est toujours contesté, mais il a permis de faire pression sur de nombreux pays pour qu'ils adoptent les lois UPOV 1991.

• Conventions facilitant l'accès aux ressources biologiques avec des espaces pour les droits collectifs

CDB

Convention sur la diversité biologique (1992)

Cette convention met la biodiversité et les ressources génétiques sous la souveraineté des Etats. Ceux-ci peuvent conditionner l'accès aux ressources génétiques et des accords préalables avec les communautés locales et doivent être négociés. Par ailleurs la CDB instaure le partage des avantages liés à l'utilisation des ressources génétiques en compensation à la reconnaissance de droits de propriété industrielle sur le vivant.

En 2000, la Convention a produit un Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques liés en particulier à la dissémination des OGM, le **Protocole de Carthagène** sur la biosécurité.

Il est basé sur les principes de précaution et de prévention, qui impliquent que l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte à la remise à plus tard de la prise de mesures destinées à prévenir des dommages risquant d'être graves ou irréversibles pour l'environnement. Face à l'OMC, c'est l'un des rares moyens pour un Etat de limiter dans un pays l'introduction d'espèces génétiquement modifiées susceptibles de poser des problèmes écologiques, d'invasivité, de pollution génétique, écotoxicologiques ou de santé humaine.

TIRPAA

Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'agriculture et l'alimentation (2001)

Ce Traité sur les plantes reconnaît formellement le droit des agriculteurs à la protection des connaissances traditionnelles, à participer au partage des avantages liés à l'utilisation des ressources génétiques des variétés locales qu'ils cultivent, et à participer à la prise de décision au niveau national sur les questions relatives à la conservation et à l'utilisation durable des ressources génétiques. Il précise que rien ne devra être interprété comme "limitant les droits que peuvent avoir les agriculteurs de conserver, d'utiliser, d'échanger et de vendre des semences de ferme, ... sous réserve des dispositions nationales" (article 9). Cela veut dire que c'est au niveau national que ces droits se négocient. D'autres articles, et notamment l'art. 5, encouragent les agriculteurs et les communautés locales à gérer et conserver leurs ressources génétiques à la ferme ; ou encore l'article 6 qui propose notamment d'élaborer des politiques loyales pour la mise en place et le maintien de systèmes agricoles diversifiés qui favorisent l'utilisation durable de la diversité biologique agricole et des autres ressources naturelles.



BÉNIN - MALI - SÉNÉGAL - TOGO

Initiatives pour la biodiversité agricole
en Afrique de l'Ouest

En Afrique de l'Ouest, les initiatives collectives pour la sauvegarde et la valorisation des semences paysannes locales se multiplient et, depuis 2007, les paysans qui les font vivre se retrouvent tous les deux ans lors d'une Foire sous-régionale des semences paysannes qui a lieu à Djimini au Sénégal à l'initiative de l'ASPSP. Lors de la dernière foire en novembre 2011, plusieurs acteurs de ces initiatives ont décidé de s'organiser et ont mis en place un comité pour la création d'un réseau ouest-africain, le COASP. Focus sur quelques-uns de ces groupes qui, parmi d'autres, se mobilisent dans cette région du monde sur ce front du combat pour la souveraineté alimentaire. Une délégation de membres de ces associations et d'autres associations du Maghreb et d'Afrique de l'Ouest a participé aux Rencontres Internationales des Maisons des semences paysannes.

Au Sénégal - L'Association Sénégalaise des Producteurs de Semences Paysannes (ASPSP)

Cette association est née en 2003 à l'initiative de leaders d'organisations paysannes du Sénégal qui ont pris conscience de l'importance des variétés locales traditionnelles, non-hybrides, de leur valeur culturelle et culturelle, pour l'autonomie semencière de l'agriculture paysanne familiale.

Ses différentes actions sont : la production de semences paysannes par les organisations elles-mêmes, l'organisation de formations aux techniques de sélection et de conservation, la collecte de savoirs auprès des ancien(ne)s, l'organisation de foires de semences locales, nationales et sous régionales, la valorisation du rôle des femmes dans la sélection et la conservation des semences et le plaidoyer pour une politique semencière favorable à la souveraineté alimentaire.

Au Togo - L'Union des Groupements Agroécologiques pour le Maintien du Patrimoine Local (UGAMPL)

Fort des échanges avec les autres expériences lors de sa participation à la foire de 2009, Jacques Name-tougli, directeur du Centre de Développement Agricole et Artisanal (CD2A) a circulé dans les villages de sa zone pour semer la dynamique de la conservation des semences paysannes. Il s'est d'abord assuré du soutien des anciens et, petit à petit, les membres des communautés ont été convaincus de l'intérêt de redynamiser les semences paysannes.

L'Union des Groupements Agricoles pour le Maintien du Patrimoine Local (UGAMPL) a alors vu le jour. Ses membres recherchent, collectent, conservent et valorisent les variétés locales de céréales. Peu à peu la dynamique s'oriente vers la production de semences maraichères

comme le gombo ou l'oignon violet de Galmi. Le CD2A informe également des risques liés aux intrants chimiques comme les engrais ou les herbicides et propose des pratiques agroécologiques : compost, pesticides naturels tirés des plantes.

Au Mali - Le Centre Agroécologique de Production de Semences Tropicales (CAPROSET)

Ce centre, né d'un programme d'autonomie alimentaire par l'agroécologie mené par l'UAVES (Union pour un Avenir écologique et solidaire) en partenariat avec Terre et Humanisme, est un site de production agroécologique de 5 hectares, situé à quelques kilomètres de Gao au Nord du Mali.

A ses débuts, soutenu par l'association Kokopelli, le CAPROSET s'est spécialisé dans la production de semences de potagères adaptées

ou qui s'adaptent au climat sahé-lien, saines et reproductibles et les propose à des prix accessibles aux paysans sur le marché local malien et ouest-africain. Le CAPROSET dispense également de la formation pour que les paysans puissent eux-mêmes et elles-mêmes

reproduire les semences et ainsi ne pas dépendre du marché. ■

www.aspsp.org - www.caproset.com

Par Anne Berson
et Christine Domercq,
BEDE

Échanges et regards croisés
avec des praticiens des semences
paysannes lors des rencontres MSP

Depuis quelques années le lobby semencier et de l'agrochimie pousse à une nouvelle révolution verte en Afrique, sous prétexte que les Africains auraient raté la première. Tant mieux pour la biodiversité agricole ! Il existe encore une grande diversité de variétés et de savoirs paysans autour des semences traditionnelles garantes d'une agriculture paysanne autonome. Pourtant ils sont menacés, et des hommes et des femmes se mobilisent pour préserver la biodiversité agricole locale et les droits des paysans.

Dans la volonté de renforcer les échanges entre les communautés de praticiens et les réseaux autour des semences paysannes et pour la défense des droits des paysans, BEDE, à travers son programme "Archipel des Terroirs Sources" a invité une délégation d'Afrique à venir participer aux rencontres internationales des maisons des semences paysannes : Alihou Ndiaye, coordinateur de l'ASPSP et du COASP, Francisca Diouf, du GIE Baragnini, membre d'ASPSP Sénégal, Omer Agoligan du syndicat Synergie Paysanne, membre du COASP et d'ORAD Bénin, Jacques Nametougli de l'UGAMPL, Mahamadou Souleye du CAPROSET au Nord du Mali, Nourredine Bensadoune, phœniculteur (cultivateur du palmier dattier), membre de l'association Tazdait, au sud de l'Algérie. Tous ces praticiens de la semence paysanne ont pu rencontrer leurs pairs européens mais aussi indiens, brésiliens...

Avant et après les rencontres, des échanges ont été organisés pour aller à la rencontre des expériences dans les fermes.

Le groupe a rencontré dans le Minervo des paysannes et paysans membres de l'association Chemin Cueillant, qui cultivent la biodiversité cultivée dans des conditions climatiques relativement rudes. Le développement d'innovations autour de la gestion de l'eau et de la fertilité des sols est indispensable et des initiatives "pilotes" allant en ce sens sont mises en place afin d'être expérimentées et de pouvoir être présentées à d'autres paysans qui voudraient s'en inspirer.

Une demi-journée au Change en compagnie d'un ancien animateur paysan, Patrice Gaudin, a permis de découvrir plus en détail l'expérience d'Agro-bio Périgord : maison de la semence, vitrine d'expérimentation des variétés de maïs plus récemment élargie à des espèces résistantes à la sécheresse comme le mil,

millet, lupin. Un passage sur la ferme de Jean-François Liphout, membre de l'Association Pour la Reconnaissance des préparations naturelles non préoccupantes (ASPRO PNPP), a permis de constater que le combat des semences paysannes et celui des préparations naturelles se rejoignent.

La rencontre avec le GIE Biaugerme a été une source d'inspiration pour les différents participants.

Enfin un passage à la ferme du Roc à la rencontre du CETAB a permis de nouer des liens notamment autour de la transformation et la panification des céréales locales.

Toutes ces belles rencontres laissent présager de nouveaux échanges et des actions communes pour toujours renforcer les réseaux et briser les frontières. Les participants africains nous livrent leurs regards et impressions. ■

Par Anne Berson,
BEDE

L'obtention des visas,
une barrière pour les échanges paysans

Pour voyager en Europe, dans l'espace Schengen, les Africains ont besoin d'un visa. C'est aussi la procédure pour un Européen qui veut se rendre dans un pays d'Afrique. Mais alors que la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest délivrent facilement les visas aux frontières, l'obtention du visa Schengen suit une toute autre procédure. Draconienne, voire scandaleuse, quand elle empêche des paysans qui se battent dans leur pays pour développer leur agriculture de voyager pour échanger leurs expériences. Retour sur cette course d'obstacles...

Les étapes pour arriver au sas de la salle d'embarquement sont nombreuses et difficiles pour un paysan ou une paysanne qui habite en région. Avec les conditions difficiles (état des routes, vétusté des véhicules), il faut au minimum 30 h de voyage aller-retour pour rejoindre la capitale et se soumettre aux procédures.

- Première étape: obtenir un rendez-vous au consulat de France. Il faut acheter une carte téléphonique spéciale dans une banque. Certains des participants ont dû faire l'aller-retour rien que pour obtenir le rendez-vous qui fixe une date pour le dépôt de la demande.

- Vient ensuite la phase de constitution du dossier. Il faut réunir un certain nombre de pièces. La difficulté pour les praticiens de la terre est de justifier de leurs revenus avec une fiche de salaire et de leur prise en charge une fois en Europe, même si les organisations à l'origine de l'invitation s'engagent à assumer tous les frais liés au séjour.

- Le jour du dépôt de dossier, le consulat français encaisse 40 000 FCfa soit 60 euros qui ne seront pas retournés en cas de refus de délivrance du visa. Avec plusieurs dizaines de dossiers déposés par jour, les revenus pour les consulats de France du continent africain sont colossaux.

- Ensuite un autre rendez-vous est fixé pour le retrait du passeport. Il faut donc organiser un nouveau voyage à la capitale pour découvrir "la pochette surprise" et savoir si le visa est accordé ou non. Le passeport est rendu sans grande explication. Parfois il est nécessaire comme cela l'a été pour Francisca d'apporter des pièces justificatives sur la situation professionnelle, un paysan ne pouvant présenter de fiche de salaire. En pleine saison des cultures hivernales, il faut encore se mobiliser quatre jours. Malgré un dossier bien ficelé, le visa d'Ousmane Ouattara a été dans un premier temps refusé sans autre motif que cette phrase : "votre volonté de quitter le territoire des états membres avant l'expiration du visa n'a pu être établie".

Finalement, avec le suivi rapproché pendant plusieurs mois par l'équipe de BEDE (courriers aux consulats, suivi des dossiers, mise à disposition de moyens (de transport, de communication, d'indemnité de remplacement journalière pour justifier la capacité de subsistance en France) en moyenne près de 400 euros par personne) mais surtout grâce à la détermination de nos invités, toutes les demandes de visa ont pu aboutir.

- Mais ce n'est pas fini... De retour au pays, alors que les frontières sont complètement numérisées, il est à nouveau demandé de se présenter au consulat français pour pointer "de retour au pays".

Favoriser l'échange entre les organisations paysannes est fondamental pour la préservation de la biodiversité cultivée et la construction d'alliances pour les droits des paysans. Mais tant que ces conditions de demandes de visa ne seront pas revues et que plus de respect ne sera pas accordé à nos collaborateurs, c'est l'avenir du combat qui en souffrira.

Par Ousmane Ouattara et Anne Berson,
BEDE

Les paysan-ne-s africain-e-s, inspiré-e-s par les rencontres avec leurs pairs européens

Retour sur leurs impressions

▲ Interview de Francisca Diouf, membre du GIE Baragnini et de l'ASPSP au Sénégal. Propos recueillis par Patrice Gaudin, BEDE.

Vous êtes membre du groupement féminin GIE Baragnini à Medina Wandifa en Casamance au Sénégal. De quoi s'agit-il exactement ?

Je suis productrice de semence de céréales (maïs) et fabricatrice de grenier mandingue pour la conservation des semences. Je suis membre d'un groupement d'intérêt économique, "Baragnini" qui signifie 'chercher du travail'. Il est composé essentiellement de femmes pour participer au développement durable de la localité.

Le GIE pratique l'agriculture écologique et familiale. Nous avons initié ce groupe pour devenir autonomes.

Vous venez d'effectuer un séjour en France. Qu'est-ce qui vous a particulièrement marquée ?

J'ai été très intéressée par la visite au Biau Germe qui est organisé en GIE comme mon groupement. Ce que nous avons vu est le fruit d'un travail de plus de trente ans et cela nous rassure. Forts de cette expérience partagée, nous avons l'espoir de mettre en place quelque chose de proche. Cependant,

il ne me semble pas que le niveau d'équipement que nous avons vu là-bas puisse un jour être mis en place ici au Sénégal dans nos groupements familiaux. Il me semble que par rapport à cette organisation matérielle, nous resterons sur quelque chose de plus simple comme au début du Biau Germe. J'ai remarqué l'importance de l'engagement de chaque membre et aussi leur amour du travail. Les tâches sont réparties en fonction des compétences et des affinités de chacun.

Un grand soin est apporté aux procédures de contrôle de qualité des semences.

J'ai été aussi très impressionnée par le niveau d'organisation général du point de vue administratif, financier, d'égalité des rémunérations, de répartition du travail et des responsabilités.

Avez-vous découvert des idées, des pratiques qui pourraient être sources d'exemples pour le GIE ?

Oui, bien sûr, en particulier le mode de stockage, les emballages, l'étiquetage (sur et dedans),

écrire un bon descriptif (espèce, variété, année de récolte, de chez qui ou d'où ça vient), garder des lots de sécurité, etc.

Et qu'il faut prendre bien soin de bien séparer les variétés qui pourraient se croiser chez une même personne et d'effectuer des tests de germination.

A votre retour, avez-vous déjà mis en œuvre des activités ou des idées ?

Nous avons réparti les semences ramenées de France aux différents membres du GIE. Celles de saison sont semées, les autres sont stockées. Nous en récolterons les semences.

Nous avons aussi commencé à utiliser les bocaux comme récipients de conservation de nos semences.

Et nous travaillons actuellement à l'organisation d'une case de semences ici à Madina Wandifa.

Vraiment j'ai reçu beaucoup de connaissances durant ce séjour.

Félicitations à tous les membres du Biau Germe et bonne continuation. J'en profite pour leur dire : "Je souhaite aussi un jour que vous passiez au

Sénégal, rencontrer le GIE Baragnini. Vous verrez notre travail, et peut-être même que nous ferons mieux que vous !"

D'autres choses vous ont-elles marquée pendant votre séjour ?

Oui, lors des visites, le premier constat que j'ai fait, c'est la non utilisation du cube Maggi ni de beaucoup d'huile dans l'alimentation quotidienne. Alors que pour nous au Sénégal, c'est un fléau. Les femmes en utilisent beaucoup trop dans leur cuisine. Cela nuit

sérieusement à la santé des familles. Les légumes sont beaucoup consommés en France. Dans les fermes visitées, ce qui est produit est transformé par les paysans eux-mêmes pour être consommé. Cela m'a beaucoup inspirée pour sensibiliser les femmes dans les pratiques culinaires et la valorisation des produits locaux dans les cuisines.

Luttons pour une alimentation saine et durable dans le monde ! ■



Francisca Diouf, Jacques Nametougli, Mamadou Souley, avec Christian Boué du Biau Germe

▲ Témoignage de Jacques Nametougli, agriculteur et formateur, Centre de développement agricole et artisanal, Cinkassé, initiateur de l'UGAMPL (Togo).

Ce séjour utile en France m'a permis de découvrir les réels combats que mènent les agriculteurs français dans le domaine de la préservation des semences paysannes, du consommateur local et de la lutte contre les OGM. Ces rencontres donnent des espoirs au petit paysan pour développer une agriculture durable en Afrique.

Je saisis cette occasion pour remercier l'Association BEDE et le Réseau Semences Paysannes pour m'avoir fait découvrir les leaders agriculteurs engagés dans un développement durable. Ce que j'ai appris sur eux :

- Les agriculteurs français que j'ai rencontrés sont des penseurs libres, engagés pour défendre la

cause du petit paysan. Le plus important, c'est d'aimer son métier et de le faire avec conviction.

- Ils ne sont pas des crève-la-faim. Ce sont des personnes engagées à préserver la semence paysanne, à nourrir la France, surtout avec les produits issus des semences des terroirs, les semences qu'utilisaient les grands-parents, pas des OGM. L'agriculture n'est pas un métier secondaire comme on le vit en Afrique.

- Le paysan français pour développer son exploitation a avant tout l'accès à des subventions / des prêts aux faibles taux d'intérêts, ce qui est vraiment rare ou inexistant en Afrique.

- Les agriculteurs français sont bien organisés dans la production, dans la transformation et dans la commercialisation des produits. De la production du blé à la transformation en pain, du raisin à la transformation en vin, de l'élevage des chèvres à la transformation en fromage, le "consommer local" est privilégié.

Mes résolutions

- Je m'engage à me battre pour améliorer les conditions du travail de la ferme école, pour faire de ce site une vraie ferme de production de semences paysannes, afin de pouvoir faire concurrence à des semences (hybrides, OGM) impures.

- Je m'engage à me donner plus sur le terrain dans les villages autour des paysans pour une mobilisation forte afin de maintenir la semence paysanne.

- Je ferai tout ce que je peux, et sans trop attendre de l'aide des politiciens qui ne viendront jamais changer le visage de l'agriculture de ma région.

- J'ai beaucoup appris des paysans français et cette richesse servira à beaucoup d'agriculteurs de ma région. A mon tour, je ferai en sorte que les agriculteurs rencontrés à Périgueux qui vont décider un jour de venir au Togo ne regrettent pas leur voyage.

Dès à présent, j'écris moins et mets l'accent sur la pratique ! ■



Le groupe devant le fournil "Le pain Levain"

▲ Témoignage de Mamadou Souley, directeur du Centre Agricocéologique de Production de Semences Tropicales (Mali).

J'ai connu l'association BEDE en 2006 suite à un atelier d'échange "femmes gardiennes des semences paysannes" avec l'URCAK au Mali à Kayes. Cette visite m'a permis de mieux la connaître ainsi que ses collaborateurs. J'ai vraiment été très ému de visiter des activités très intéressantes et j'aimerais revenir sur les plus marquantes pour moi.

La politique de diversification des cultures sur les terres de vignes en Minervois en développant l'arboriculture méditerranéenne associée au maraîchage m'a plu. Cela peut être une expérience de biodiversité à vulgariser en Afrique, car la plupart des maraîchers font de la monoculture, source de certaines maladies des cultures. Aussi l'animateur maraîcher de BEDE, Johann, nous a montré des exemples pertinents de cultures maraîchères intercalaires. Il expérimente aussi une grande diversité de variétés de chou (une quarantaine) pour leur résistance aux conditions sèches de cultures.

La visite du boulanger "Le pain Levain" me fait rêver à l'expérimentation sur le blé qui serait possible de mener au Sahel pour produire du pain avec le blé local afin d'aller vers une autonomie alimentaire dans un milieu pauvre. Cette expérimentation est déjà

commencée car à mon retour j'ai mis en place des pépinières de plusieurs variétés de blé à Gao.

La visite de Biau Germe : la présentation des débuts de cette structure me semble similaire au GIE Zeyra, membre fondateur du Caproset. Ce qui veut dire qu'il sera aussi un "Biau Germe" dans l'avenir. Cette visite est l'une de celles qui m'ont le plus inspiré sur le plan professionnel : organisation du travail, gestion transparente et libre des biens et finances du GIE par tous les membres, égalité entre le personnel en temps de travail et rémunérations, diversité, qualité et disponibilité des semences paysannes, adhésion à d'autres structures (Croqueurs des carottes, Réseau Semences Paysannes).

Ces visites en France et ma participation aux rencontres m'amènent à réfléchir sur la mise en place d'une maison de semences paysannes au Mali. Je suis déjà à la recherche d'un terrain d'environ 5 ha sur lequel je vais travailler sur les semences de céréales locales avec des stagiaires et les paysans du Mali pour conserver, multiplier et chercher des semences paysannes en voie de disparition.

Ce projet sera ouvert aux paysans du monde entier pour échanger et libérer le plus grand nombre de semences paysannes ! ■

Semences paysannes et produits naturels peu préoccupants, même combat

Jean-François et son épouse, fabricants de produits naturels insecticides et fongicides à base de purins et de jus de plantes sont membres de l'association "ASPRO PNPP", qui milite pour la reconnaissance des alternatives aux pesticides. Ils ont reçu la délégation africaine à la suite des rencontres MSP.

Tout comme les semences paysannes, les Pnpp offrent la possibilité aux producteurs d'être autonomes, de réduire les coûts de production parfois très lourds avec les produits chimiques. Ce sont aussi des alternatives qui permettent le maintien des productions locales avec des répercussions économiques et sociétales non négligeables. Pourtant ils sont interdits à la commercialisation et à l'utilisation dans les fermes. L'absurdité et le côté invraisemblable du blocage de ces deux alternatives en France n'a d'explication que par le pouvoir exorbitant des lobbies des produits phytosanitaires.

Les arguments et les moyens utilisés pour entraver l'utilisation et le développement de ces alternatives sont toujours les mêmes : un panel de textes de lois, de simulacres juridiques, de réglementations sanitaires, d'obligations d'étiquetages, d'inscriptions, de déclarations, de tests et d'études excessivement chers, voire même de mensonges ou de fausses vérités.

Obliger la nature à entrer dans des cadres stables, homogènes, descriptibles, quantifiables, avec des critères de qualité définis par l'industrie est absurde. Cela est destiné à dissuader les utilisateurs potentiels de passer à l'acte. Ceci contraint les agriculteurs dési-

reux d'utiliser des alternatives naturelles, non polluantes, traditionnelles, culturelles et ayant déjà fait leurs preuves, à entrer dans une lutte féroce. Là où l'une des armes possibles est la désobéissance civile.

Aujourd'hui, un agriculteur qui veut choisir ses produits de traitement hors du circuit agrochimique devient hors la loi. Il serait contre-facteur et/ou empoisonneur de son prochain. Il prend des risques de sanctions pénales et judiciaires très lourdes. Ceci dans ce monde agro-industriel qui souhaite dans un but non avoué sécuriser ses marchés qui deviendraient garantis et juteux, dans un cadre ou chaque chose

serait ou interdite, ou obligatoire. Le lien entre semences paysannes et Pnpp se retrouve aussi dans la facilité qu'ils ont à être mis en œuvre dans les fermes, par et pour les agriculteurs, sur l'ensemble du globe.

Semences Paysannes et Produits Naturels Peu Préoccupants, même

combat ! Certes difficile, mais porteur d'espoir, il met en œuvre la solidarité entre les peuples et les paysans du monde entier qui souhaitent un monde plus humain. ■

Par Patrice Gaudin,
BEDE

La raison du plus riche est toujours la meilleure

Aujourd'hui, plusieurs milliers d'années après l'époque des barbares, "les nations sont civilisées" ; les peuples ont confié leur vie, leur devenir à un gouvernement sensé les protéger et à un parlement sensé les représenter et défendre leurs intérêts. Ces "Etats civilisés" se sont mis ensemble pour mettre en place des institutions internationales telles que : L'ONU, la FAO, la Cour pénale internationale, l'OMS... "Pour le bien des peuples".

Lorsqu'un Etat attaque son voisin, l'ONU se mobilise pour libérer et protéger l'Etat victime. Quand un dirigeant, un Chef d'Etat (dictateur) prive son peuple de liberté de parole, d'association, de mouvement, il est accusé de violation des droits de l'homme et mérite des sanctions. Un chef de guerre qui rase un village, tuant et blessant hommes, femmes et enfants, est accusé de génocide, de crime contre l'humanité et peut être condamné par la Cour pénale internationale.

Mais lorsque les paysans sont privés de leur droit de produire, d'échanger ou de vendre librement leurs semences, lorsqu'ils sont interdits de produire des aliments sains pour le peuple, là, ce n'est pas vu comme une violation des droits de l'homme. Lorsque les lobbies semenciers et agrochimiques par leur politique agricole (réglementa-

tion sur la semence, privatisation du vivant, OGM, herbicides, ... et toutes sortes de produits dangereux), participent à la destruction de l'agrobiodiversité, et à l'empoisonnement des Hommes, des eaux, de l'air et de la terre, cela n'est pas vu comme un crime contre l'humanité. Il n'est pas vu comme crime la mort des milliers de paysans qui se suicident chaque année en Inde à cause du modèle agricole qu'on leur impose. Il n'est pas vu comme crime contre l'humanité l'accaparement des terres des communautés les plus pauvres, ni la destruction de la forêt amazonienne considérée comme le poumon de la terre... Les vrais dictateurs, les plus grands génocidaires, ce sont eux (les lobbies capitalistes et industriels.)

Il est temps de dénoncer cette barbarie des temps modernes, dénoncer le "2 poids 2 mesures" appliqué par les institutions internationales

chargées de la protection des peuples, de l'alimentation et des droits de l'Homme. Elles marchent au gré des intérêts des plus puissants et des plus riches.

Les gouvernements collaborent avec les industriels et les lobbies pour conduire leur programme. Ils ont besoin de beaucoup d'argent pour rester au pouvoir. Ceux qui nous dirigent s'entendent bien avec nos oppresseurs qui finalement gouvernent nos gouvernements : ils gouvernent le monde.

Le droit à l'alimentation est un droit sacré, et toute personne lui portant préjudice devrait être traitée tel un criminel

"Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal ; mais par ceux qui le regardent sans rien dire" a dit Albert EINSTEIN. Il est urgent que les peuples trouvent les moyens d'amener ces endroits de grandes décisions à revoir leur cadre institutionnel, de manière à ce que la Société Civile ait le même poids, les mêmes prérogatives que les gouvernements. Déjà des groupes s'organisent et le CIP, le RSP, la Via Campesina, et des collectifs venus d'Afrique travaillent désormais ensemble pour trouver des alternatives au mode de gestion des grandes instances décisionnelles et au système industriel accapareur, pillier et dominant. Rejoignez-nous. ■

Par Omer Richard Agoligan,
Synergie Paysanne, ORAD et
Comité Ouest Africain
des Semences Paysannes, Bénin

Paysans du Sud, Paysans du Nord : mêmes causes, mêmes problèmes



Les paysannes indiennes de la DDS devant les semences de mils et sorghos apportées par les Africains

En Afrique nous pensons que la semence est culturelle et culturelle. L'Europe et l'Amérique en partie ont compris ce phénomène un peu plus tard. Au réveil, leurs semences paysannes sont déjà dans les banques de gènes publiques ou privées, portant la mention "Accès interdit".

C'est au prix d'une forte résistance que le RSP français par l'intermédiaire de ses différents membres, groupes ou individus, a relevé le défi. Des maisons de semences paysannes sont créées par les paysans eux-mêmes. Des semences qui étaient portées disparues sont en train d'être reproduites en faisant fi de l'arsenal législatif qui accompagne la commercialisation de ces semences. Mieux, des réseaux se sont constitués et d'autres sont en voie de l'être. Des échanges de toutes sortes se font, particulièrement sur les lois. Le monde étant un village planétaire, en faisant référence aux droits humains, les paysans peuvent en toute légitimité revendiquer leurs droits.

A Périgueux comme à Aiguillon (réunion post-rencontres, consacrée au processus global), parmi les leçons à retenir, on peut citer celles-ci :

- Les paysans doivent retrouver le réflexe de conserver et de ressemer leurs propres semences locales.
- Il faut renforcer les échanges entre paysans et réseaux de paysans.
- Les paysans ont des droits qu'ils ignorent, les consommateurs et autres organisations de la société civile sont dans la même situation. Ils doivent se former, s'informer,

pour amener les industries agroalimentaires à plus de raison. En fait, tous ces acteurs sont concernés par cette phrase "de la graine à l'assiette".

- Les organisations de la société civile doivent avoir une attitude responsable du rôle d'arbitre qu'elles doivent jouer dans une partie qui oppose d'une part le monde des finances et d'autre part les politiques décideurs.

Si les actes que posent les décideurs sont légitimes, c'est parce qu'ils sont investis d'un mandat, notre mandat. Force est de reconnaître que l'argent est le nerf de la guerre, les décideurs ont très peu de marge face aux financiers. D'où l'importance pour la société civile de travailler aux côtés des populations et des communautés afin que leurs droits soient pris en compte.

A Aiguillon, la rencontre a appelé les organisations de la société civile à plus de responsabilités. Maintenant il faut agir solidairement, localement et globalement au Nord comme au Sud : nous avons les mêmes problèmes. ■

Par Alihou Ndiaye,
ASPSP et COASP, Sénégal



La délégation africaine témoigne aux rencontres MSP

Des ateliers pour partager ses expériences

Les rencontres internationales "Maisons des Semences Paysannes" se sont articulées autour de 10 ateliers d'échanges d'expériences thématiques : 5 ateliers sur les modes d'organisations collectives et les pratiques de gestion dynamique par type de plantes (potagères, céréales à paille, maïs et tournesol, fourragères, plantes pérennes) ; 1 atelier transversal sur les méthodes de collecte, capitalisation et diffusion des savoirs et savoir-faire et les organisations collectives associées ; 4 ateliers thématiques sur les aspects juridiques, sanitaires, les financements, et la communication. Ces ateliers ont réuni des publics variés issus de collectifs et de contextes différents (collectifs formalisés ou non, travaillant à l'échelle locale, régionale ou nationale, collectifs étrangers, expériences variées, etc.). Les groupes ont été divisés en tables de discussion de 10 à 15 personnes et différentes techniques d'animation ont été utilisées pour faciliter les échanges et l'expression de tous. La diversité des publics, des points de vue et des expériences, a favorisé de riches échanges. (Synthèses et comptes rendus exhaustifs des ateliers disponibles sur demande auprès du RSP)

5 ATELIERS PAR TYPE DE PLANTES

Echanges d'expériences sur les organisations collectives et les pratiques de gestion dynamique des semences et plants paysans

Potagères

Les collectifs existants

Les collectifs sur les semences potagères se caractérisent par une grande diversité d'acteurs (maraîchers professionnels, jardiniers amateurs, ruraux, urbains, vieux, jeunes, ...). Les modes de fonctionnement diffèrent quand il s'agit majoritairement de jardiniers amateurs ou de producteurs à l'origine d'un collectif.

De manière générale, les maraîchers sont assez peu représentés et beaucoup d'entre eux font part de leur surcharge de travail qui limite leur implication dans le travail sur la semence. En revanche, les citoyens consommateurs sont de plus en plus sensibilisés (via les AMAP par exemple) et les jardiniers amateurs sont très motivés par ce sujet qui rejoint les notions d'autonomie et de liberté. Certains collectifs de jardiniers amateurs ne sont pas uniquement motivés par les semences potagères, mais cultivent et conservent aussi des variétés de céréales.

La multiplication

Souvent, la multiplication d'une même variété est assurée par plusieurs producteurs ou jardiniers amateurs. Diversifier les lieux de production limite en effet les risques de perte de la variété en cas d'incident de culture chez le multiplicateur et permet aussi d'obtenir un maximum de diversité génétique intra-variétale.

Par ailleurs, la répartition d'un nombre modéré de variétés par personne permet de ne pas trop se disperser et d'assurer une bonne qualité de semences.

Comme les maraîchers n'ont pas beaucoup de temps disponible pour la multiplication, l'idée de confier cette étape aux jardiniers amateurs germe, mais elle soulève les questions suivantes :

- la formation et le suivi des jardiniers amateurs qui doivent connaître et maîtriser les risques de croisement entre variétés pour assurer une pureté variétale des semences,
- la faible quantité de graines produites.



Les participants de l'atelier Potagères sur la scène de l'auditorium de Boulazac

La sélection

Les structures professionnelles, outre la conservation de variétés anciennes, ont souvent un objectif de sélection correspondant à des exigences de cultures particulières liées aux terroirs et à la commercialisation de leurs produits. Pour les jardiniers amateurs, c'est plutôt une sélection conservatrice qui est réalisée. Même si certains jardiniers amateurs, par goût de l'expérimentation, laissent se croiser des variétés pour ainsi les faire évoluer.

Certains collectifs utilisent des critères de sélection définis de manière commune dans le cadre de programmes de sélection participative (ex : Bio Loire Océan), mais ceux-ci sont souvent définis individuellement, suivant la sensibilité de chacun.

Ces critères diffèrent entre amateurs et professionnels puisqu'ils ne partagent pas les mêmes objectifs :

- objectifs de résistance aux maladies, de rendement, de précocité, et de valorisation dans les circuits de commercialisation (vente directe ou circuit long) chez les professionnels,
- objectifs esthétiques et gustatifs chez les amateurs.

Par ailleurs, on peut parfois arriver à des impasses de sélection. Il apparaît donc important de conserver des semences de départ ou d'avoir un stockage de secours collectif afin de pouvoir repartir sur une autre sélection.

Le stockage

Parfois, des lieux physiques collectifs de stockage sont utilisés, souvent équipés de matériel (frigos et congélateurs) pour stocker les semences au froid (exemple : la Maison des semences d'Agrobio Périgord, les semenciers artisanaux professionnels Germinance et Biau Germe, ou des collectifs travaillant avec la recherche ou des semenciers comme Bio de Provence ou Bio Loire Océan). Mais dans la majorité des cas, le stockage des semences est décentralisé chez les maraîchers ou jardiniers amateurs, et les Maisons des Semences Paysannes déjà constituées sont souvent des maisons immatérielles (sans lieu physique collectif). L'idéal est de pouvoir stocker dans différents lieux les semences de la même variété, afin d'éviter tout incident (incendie, dégât des eaux, ravageurs). Afin de conserver au mieux la qualité germinative, les maraîchers et

jardiniers doivent connaître les conditions de stockage optimales des semences.

L'expérimentation

Rares sont les collectifs de producteurs maraîchers qui mettent en place des programmes d'expérimentation, hormis ceux qui sont en lien avec des groupes de recherche (par exemple Kaol Kozh, Bio de Provence et le GRAB). Le temps disponible et le manque de financement sont des freins à ce type de programmes.

Malgré une grande diversité d'approches, certaines questions restent communes à l'ensemble des participants :

- la transmission des savoir-faire et le besoin de formations au sein des collectifs,
- la gestion de la qualité de semences (pureté variétale et qualité de germination des semences),
- la dynamique de groupe et le lien entre les personnes (ou plus largement la question de l'organisation des collectifs et le besoin d'animation). ■



Tomates (variétés paysannes)



Synthèse de l'atelier Plantes pérennes

Plantes pérennes

La particularité de cet atelier est qu'il portait sur une grande diversité d'espèces pérennes, arborées ou non, fruitières pour la plupart : palmier-dattier, vigne, fraisiers, citronniers et clémentiniers, pommiers, poiriers, pruniers, cerisiers, pêcher, noyers, figuiers, mais également des plantes exotiques (bananier, kaki, goyavier, papayer, carambolier, plantes natives brésiliennes...). Il a aussi été question de plantes fourragères pluriannuelles, mais nous ne développerons pas cet aspect ici (cf. article sur l'atelier Fourragères).

Le constat partagé est la perte de diversité généralisée des variétés paysannes locales de fruitiers, et de savoirs et savoir-faire associés. Des inventaires, avec un travail de prospection, de description, puis de suivi des arbres, sont réalisés pour retrouver des variétés locales, avec plus ou moins de moyens et de succès. Des travaux pour la capitalisation et l'échange des savoir-faire

associés à la production de plants paysans (exemple du livre sur le palmier-dattier en Algérie, ou des échanges d'expériences sur le phylloxéra pour la vigne) sont également réalisés.

Le travail de conservation peut être fait sur le terroir d'origine ou dans des vergers conservatoires, avec toutefois dans les deux cas une problématique d'accès au foncier. L'association RENOVA mène des projets de restauration et de replantation des variétés paysannes locales de fruitiers, mais fait face à la difficulté de remise en culture chez les arboriculteurs dans un objectif de production : les variétés paysannes sont généralement cultivées dans des systèmes extensifs (pré-vergers, vergers de plein champs) et sont moins adaptées à des conditions plus intensives. Les participants font également ressortir les limites techniques (et temporelles) de la création variétale et la production de porte-greffes à la

ferme, d'où une perte du lien au terroir : les plants et les porte-greffes sont produits en dehors du lieu de production, voire de la région de production.

Pour faciliter la remise en culture des variétés locales, plusieurs collectifs travaillent à leur valorisation via la mise en place d'ateliers de transformation, comme au Brésil ou dans le Minervois (RENOVA). La diffusion de ces variétés auprès du grand-public est réalisée lors des bourses aux greffons, des échanges de plants, ou via l'implication de pépiniéristes dans le travail de multiplication.

Enfin, la dimension collective semble indispensable à tous pour mener à bien l'important travail de gestion dynamique des variétés paysannes de plantes pérennes. ■

Par **Louisanne Pujol**,
FRCIVAM Limousin
et **Fanny Levroux**,
RSP

Céréales à paille

Fonctionnement en collectif

L'ensemble des participants a bien sûr mis en avant comme dans les autres ateliers la nécessité de s'organiser collectivement pour assurer la gestion dynamique des variétés paysannes de céréales à paille, mais chaque collectif a son histoire, ses singularités, ses forces et ses faiblesses. Dans certaines organisations (CETAB, Triptolème, Terre en vie), le travail repose sur un nombre limité de personnes. La charge de travail et la difficulté à élargir le cercle des bénévoles génèrent un risque important pour la conservation de la collection. Pour d'autres (Pétanielle), beaucoup de membres actifs sont impliqués, mais ne le sont pas toujours dans la durée. Dans tous

les cas, la question de la mobilisation des membres et de la pérennisation de leur implication se pose. Le travail collectif implique de mutualiser : matériel en commun chez Triptolème, stockage de semences sur un lieu collectif chez Agrobio Périgord ou Terre en Vie. Cette mutualisation implique une confiance réciproque entre les membres qui peut être renforcée par la mise en place d'une charte éthique.

Conservation et multiplication

Selon les organisations, différentes formes de conservation existent, mais on peut noter que l'autogamie des principales céréales à paille permet la mise en place, sur une même parcelle de collections vivantes de variétés paysannes. Ces collections peuvent être gérées collectivement ou individuellement, fixes ou semées chez un paysan différent chaque année (Pétanielle), de plus ou moins grande taille, réparties chez plusieurs paysans, etc.

Pour chaque variété, la conservation se fait sur 1 à 10m². Travailler avec de nombreux petits échantillons qu'il ne faut pas mélanger impose de travailler avec un matériel spécifique ou de disposer d'une main d'œuvre importante (Pétanielle). L'utilisation de matériel spécifique entraîne souvent une centralisation de la tâche de conservation du fait de la difficulté à déplacer ce matériel d'une ferme à l'autre. Pour le stockage, il est parfois difficile de préserver les



Discussions lors de l'atelier d'échanges d'expériences sur les céréales à paille



Epi de blé (variété paysanne)

grains à la fois des insectes et rongeurs et de l'humidité, l'utilisation et la mutualisation de techniques et/ou de matériel spécifique peut alors être envisagée. Quel que soit le mode d'organisation privilégié, la conservation à la ferme reste gourmande en énergie et en temps : la question du devenir des variétés n'ayant pas d'intérêt à court terme se pose alors.

Notons que pour le blé le rendement grain est d'environ 1/20, ce qui veut dire qu'à partir de 10 g il faut 3 années de culture pour avoir une quantité suffisante pour mécaniser la production. Le temps de travail investi par les paysans dans la tâche de multiplication n'est pas reconnu et rarement indemnisé.

Expérimentation et sélection

Les associations du Réseau Semences Paysannes ne sont pas de simples conservatoires, les paysans viennent chercher dans la biodiversité

Animation, salariat et financement

Afin de dynamiser le travail collectif, plusieurs structures ont fait le choix de salarier un animateur qui assure la communication entre les membres, le lien entre paysans et jardiniers, les tâches administratives, l'organisation de formations... On observe une nette augmentation des activités des structures ayant fait ce choix. Cependant, la présence d'un salarié, ainsi que l'augmentation des activités, implique une plus grande dépendance des financements extérieurs par rapport à des structures fonctionnant uniquement sur la base du bénévolat.

sité les populations de pays les intéressent dans leurs productions. Paysans brasseurs, pastiers, éleveurs et boulangers s'intéressent à différentes caractéristiques de ces variétés. C'est sur le comportement au champ, au fournil et dans l'assiette que les associations travaillent le plus. Un travail sur les aspects agronomiques a notamment été réalisé pour certaines variétés. Cependant le transfert de connaissances n'est pour l'instant pas optimal, et ces informations, glanées par chaque association, sont encore peu partagées.

La sélection paysanne aidée par cette collecte de données donne déjà des résultats intéressants aussi bien par sélection massale que par croisement manuel. Mais obtenir

une quantité suffisante de grain, à partir des micro-parcelles, pour l'analyse des qualités boulangères, nécessite plusieurs multiplications donc plusieurs années. L'intérêt d'échanger sur les qualités nutritionnelles et boulangères des variétés est mis en avant par les participants. Cependant, la pratique d'un grand nombre de paysans est la culture de variétés en mélange. Les qualités qui ressortent lors de la panification d'une variété pure diffèrent lorsque cette variété est mélangée et de nouveaux caractères peuvent apparaître en mélange. ■

Par **Alice Mouton**,
Triptolème
et **Robin Gasnier**,
CETAB

Quand jardiniers et paysans conservent ensemble

Forts de l'expérience de l'association Pétanielle, d'autres associations travaillant sur la biodiversité des céréales à paille cherchent aujourd'hui à impliquer les jardiniers amateurs dans la conservation. Sans remplacer le travail des paysans, leur action peut venir en soutien pour augmenter la diversité, sécuriser la conservation et améliorer la connaissance des variétés.

Maïs et tournesols

En terme d'organisation collective, les paysans brésiliens présents lors de cet atelier ont pu présenter les réseaux de banques communautaires de semences développés dans plusieurs états brésiliens (cf p. 12 et 13), qui ont inspiré la création de Maisons des Semences Paysannes en France.

Pour les collectifs présents, le maillon faible est souvent le manque de moyens humains pour mener à bien le travail autour des variétés paysannes de maïs et de tournesol, hormis au Brésil où les paysans sont très impliqués dans les réseaux précédemment cités. A l'inverse, les collectifs disposant de temps salarié ou de stagiaires

renforcent les liens entre les membres, développent les expérimentations et peuvent fournir un accompagnement technique.

Les techniques développées au Brésil par certains collectifs (ASPTA) pour le stockage des semences, point sensible difficile à maîtriser, ont été présentées : stockage dans des bouteilles plastiques ou des silos en métal avec ajout d'écorces d'orange, de poivre ou de plantes natives pour éviter les attaques de ravageurs.

Du fait de l'allogamie du maïs, l'isolement des parcelles pour la multiplication a été pointé avec le risque de pollution par des variétés conventionnelles hybrides ou GM, notamment au Brésil, au



Les participants de l'atelier maïs et tournesol



Epis de maïs (variétés populations)

Mexique ou en Afrique de l'Ouest. Dans ces pays, la distribution gratuite de semences hybrides ou GM menace également le travail de conservation des variétés paysannes locales, malgré leur présence encore importante dans les champs des paysans. Dans ces mêmes pays, les paysans ont accès à une diversité encore importante de variétés locales et ont conservé les savoir-faire associés. En France, où les populations de pays de maïs et de tournesols avaient quasiment disparu dans les dernières décennies, le travail de réappropriation des savoirs et savoir-faire va de pair

avec la remise en culture de ces variétés. Certains collectifs français comme CBD mettent en place un suivi et une formation obligatoire pour toute diffusion de semences afin de favoriser ce travail de réappropriation des savoir-faire par les paysans qui les cultivent.

Par ailleurs, pour pallier l'érosion génétique, l'EMBRAPA (Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária / Institut brésilien de recherche agricole) et le Projet Microbacias ont mis en place au Brésil des protocoles de création variétale, protocoles qui sont aussi utilisés par quelques associations françaises

pour retrouver de la diversité et adapter les variétés au terroir et aux pratiques actuelles.

Enfin, un des aspects qui semble favoriser le travail sur les semences paysannes de maïs et de tournesol est la possibilité de valoriser localement les produits et sous produits (tourteaux) soit en alimentation animale, soit en alimentation humaine. ■

D'après Maxime Toublant,
BLE Pays Basque
et Jérémy Renaud,
FDCIVAM44

Fourragères



Formation AVEM, échanges de pratiques sur les Prairies à Flore variée et le pâturage

Peu d'organisations collectives en lien avec les semences fourragères sont aujourd'hui formalisées. Les échanges lors de cet atelier se sont centrés autour des expériences de l'AVEM en Aveyron (voir article p.6), de l'association B.L.E. et de la Chambre d'Agriculture 64 (CA64) au Pays Basque, et de l'INRA sur le Causse Méjean. Ces travaux portent principalement sur l'identification et la multiplication de variétés locales de plantes fourragères, ainsi que sur les techniques de récolte et de ressemis de mélanges de populations prairiales. BLE et CA64, en lien avec 4 lycées agricoles, étudient également les techniques de collecte de semences issues du tapis de fauche et le battage de bottes de foin.

De nombreux questionnements techniques et organisationnels sont ressortis des échanges. Ceci a orienté l'atelier vers une réflexion autour des moyens à mettre en œuvre pour s'organiser collectivement dans la gestion dynamique des semences fourragères, afin de répondre à des besoins d'autonomie et de souveraineté des systèmes, de retrouver des prairies pérennes, de retrouver la diversité intra et inter spécifique, d'obtenir des variétés adaptées aux contextes pédo-climati-

ques, et de retrouver les savoirs et savoir-faire associés pour des animaux en bonne santé. Le groupe a mis en avant les priorités suivantes pour une structuration efficace de démarches collectives sur les fourragères :

- collecter les savoirs et savoir-faire, et les questionnements des paysans sur la problématique fourragère ;
- sortir les fourragères des banques de semences et les remettre en culture dans les champs des paysans ;
- organiser le travail de multiplication de ces variétés (en lien avec la société civile ?) ;
- mettre en réseau les acteurs des fourragères ;
- mettre en place des programmes d'expérimentation sur les fermes et impliquer recherche publique et enseignement agricole dans ces travaux.

Les participants ont souhaité que ce premier rendez-vous puisse être le point de départ d'une mise en réseau locale et nationale sur l'échange et la diffusion de ressources, savoirs et savoir-faire sur les semences fourragères. ■

Par Ekaitz Mazusta,
BLE Pays Basque
et Thibaud Aubin,
CBD Poitou-Charentes

ATELIER SAVOIRS ET SAVOIR-FAIRE

Partage des savoirs et savoir-faire : fondement des processus collectifs sur les semences paysannes

Première étape du processus : la collecte

Il existe beaucoup de données, savoirs et savoir-faire, en lien avec les variétés paysannes et ce dans divers domaines de compétences (agronomie, reproduction végétale, triage, stockage, comportement au champ...). La multitude et la diversité des variétés, des domaines de compétences, et des sources d'informations rend complexe le travail de collecte et de partage de ces savoirs. Il reste des savoirs chez les anciens, des sources bibliographiques à exploiter, des pratiques à tester pour se les réapproprier, des inventaires de variétés à réaliser, etc. Au sein des collectifs, différentes méthodes de collecte ont été formalisées, avec utilisation d'outils spécifiques (enquêtes téléphoniques, entretiens directs, questionnaires, feuilles de notations, cartographies...) ou simplement par transmission orale lors d'échanges informels. Des échanges d'expériences avec des praticiens sont également organisés.

Si Internet et l'informatique facilitent aujourd'hui la centralisation et le partage d'informations générales sur les variétés paysannes et les pratiques de production de semence, **c'est sur le terrain et lors des échanges de semences que la majorité des savoirs et savoir-faire sont échangés.** L'échange direct de semences entre les producteurs qui les cultivent aujourd'hui, ou qui les cultiveront demain, est en effet le meilleur vecteur pour échanger des informations sur leurs caractéristiques et leur comportement. La pratique des retours de semences au collectif en fin de campagne peut notamment être un moyen de faire remonter ces informations par voie orale. Il n'est cependant pas toujours possible de collecter toutes les informations souhaitées quand on récupère une variété : les remettre en culture, les suivre, les observer et les décrire permet alors de les redécouvrir (ex : réseau d'observation



Échanges de savoirs et savoir-faire, ici lors d'un atelier de transformation de maïs population durant les rencontres RENABIO 2009

d'EcoRuralis en Roumanie, ou plateforme expérimentale d'Agrobio Périgord). Des programmes de suivi chez les paysans avec protocoles et fiches d'observations à compléter sont parfois organisés au sein des collectifs, en lien ou non avec la recherche. Mais la charge de travail supplémentaire pour les agriculteurs limite ces retours d'informations.

Enfin, un travail sur un savoir-faire précis peut à l'inverse être un moyen de retrouver des variétés et de répertorier de manière plus large les savoir-faire associés (ex : étude de BEDE sur les greniers à grains en Afrique de l'ouest).

La capitalisation, suite logique de la collecte

Cette étape est motivée par le besoin de diffuser et la volonté de partager les informations. La difficulté n'est pas seulement la phase de collecte, mais aussi le classement, la synthèse et la mise en forme des données. L'harmonisation des notations entre les collectifs, parfois réalisée, est une manière de faciliter les échanges et la capitalisation.

La phase de capitalisation est incontournable pour une diffusion efficace, mais elle entraîne parfois une frustration avec la difficulté à retranscrire de manière complète les informations. La mise en place d'outils informatiques spécifiques est parfois nécessaire pour mieux gérer l'information.

La diffusion et le partage : accomplissement du travail

La diffusion peut se faire par voie écrite ou orale, en interne (à un projet ou à un collectif) ou en externe (vers un large public), avec une grande diversité d'outils, de méthodes, de supports utilisés.

- **Diffusion écrite** : bulletins de liaison, fiches techniques, articles de presse, publications diverses, sites et blogs spécialisés, listes d'échanges Internet...

- **Diffusion orale, visuelle ou pratique** : formations, rencontres d'échanges d'expériences (au niveau local, national ou international), journées techniques, visites de fermes, tour de parcelles, visites de collections ou de plateformes expérimentales, travaux collectifs (semis, récolte, battage, entretien de la collection), ateliers de transformation, bourses de semences, films et documentaires, stands d'information, échanges informels (à l'occasion des rencontres et événements organisés, lors des échanges de semences...).

Quelques exemples :

La majorité des collectifs organisent des cycles de formations d'une à plusieurs journées sur la thématique des semences. Pour d'autres, partant du principe que semences et savoir-faire sont indissociables et doivent être échangés ensemble, la formation est obligatoire pour toute première réception de semences (exemple de CBD Poitou Charentes). Certains, enfin, s'impliquent dans la

formation initiale avec l'exemple du cycle de formation pour les jeunes mis en place au Togo par Jacques Namétougli, ou du conservatoire installé dans un lycée agricole en Alsace.

L'organisation d'ateliers de transformation a pour objet de faire le lien entre techniques de production et qualité finale du produit (essentiellement pour les céréales à paille et les fruits, ex : Triptolème ou Renova ; même si quelques projets existent en maïs, ex : Bio d'Aquitaine et en potagères). Des ateliers de transformation peuvent être proposés de manière itinérante (ex : four ou pressoir mobile...).

La question de l'organisation collective

Les thématiques de collecte, capitalisation et surtout de diffusion-partage des savoirs sont au cœur de l'organisation même des collectifs et il existe un réel besoin d'échanges pour se connaître, se situer et trouver des solutions aux diverses problématiques rencontrées.

Certains collectifs sont nés d'initiatives individuelles. La forte implication de ces personnes ressources qui, par leur histoire personnelle, sont source de savoirs et de savoir-faire confère une force au collectif, mais représente aussi une faiblesse pour la stabilité et la pérennité des actions : basés sur un ou deux piliers, certains collectifs manquent de paysans moteurs pour prendre la relève.

Par ailleurs, de nombreux collectifs sont composés d'agriculteurs et de

jardiniers amateurs. L'équilibre entre ces deux publics, qui ont des rythmes différents, est parfois difficile à trouver pour créer une dynamique pérenne. Les jardiniers sont très actifs mais manquent parfois de technique et s'impliquent de manière moins continue.

“ Le manque de temps pour traiter toutes les informations, les diffuser, les valoriser efficacement est couramment évoqué comme contrainte majeure chez les différents collectifs. Il reflète la nécessité de disposer de plus de moyens humains pour coordonner l'existant.”

Le travail d'animation des collectifs est primordial pour faire le lien entre adhérents, identifier les besoins, valoriser le travail et les connaissances des paysans, transmettre les fruits de la capitalisation par des bulletins de liaison, etc. Et faire le lien entre chercheurs et paysans dans le cadre de programmes de recherche

participative (cf. encadré).

Enfin, la mise en réseau au niveau national (Réseau Semences Paysannes) ou international (coordination européenne Libérons La Diversité par exemple) est fondamentale, car elle permet de riches échanges sur les savoirs, savoir-faire ou "savoir-être" (fonctionnement), entre les collectifs.

Pour conclure, rappelons le chemin parcouru entre l'époque où les savoirs et savoir-faire, comme les semences paysannes, s'étaient quasiment perdus, et aujourd'hui, où les semences paysannes et les savoirs associés sont revenus dans les champs et jardins et continuent de gagner du terrain ! ■

Par Elodie Gras, Agrobio Périgord
Isabelle Canin, CIVAM Bio 40
et Fanny Levroux, RSP

Le trinôme "agriculteur, technicien-animateur et chercheur"

Le trinôme "agriculteur, technicien-animateur et chercheur" apparaît comme un atout tant pour la collecte, la capitalisation que la diffusion des savoirs. La partie technique et/ou scientifique permet d'apporter un cadre (fiche d'observation, protocole de notation...) et de mieux collecter et capitaliser le retour d'expérience des agriculteurs. La construction collective des protocoles permet de prendre en compte et de faire ressortir les critères des paysans. La capitalisation des informations se fait de manière conjointe, avec des points de vue différents, mais complémentaires. Cette interaction d'acteurs, appelée recherche participative, est très favorable à la diffusion des savoirs et savoir-faire. Même s'il n'est pas toujours facile d'articuler des besoins et contraintes différents, notamment l'approche parfois quantitative de la recherche qui s'oppose aux informations parfois plus qualitatives des paysans. Le maillon intermédiaire étant l'animateur-technicien qui fait circuler et retranscrit les informations.

ATELIER DROITS DES PAYSANS

Réglementation Semences : le point sur "Better Regulation"¹

La Commission européenne a fait circuler durant l'été 2012 une proposition non officielle de deux nouveaux règlements sur la commercialisation des semences et plants² et sur la santé des plantes. Après consultation des gouvernements et des services de la commission, un projet officiel sera proposé au Conseil et au Parlement européens début 2013. Le texte qui suit présente les grandes lignes de la position du RSP qui a été finalisée suite aux échanges de l'atelier sur les droits des paysans des rencontres MSP 2012.

Cette proposition est avant tout un compromis entre l'industrie semencière attachée au monopole exclusif des variétés protégées par un Certificat d'Obtention Végétale (COV) et les multinationales du génie génétique qui veulent ouvrir la porte au brevet. Ce compromis repose d'une part sur une atteinte inacceptable à l'agriculture

vivrière et aux droits des paysans d'échanger et de vendre leurs propres semences, d'autre part sur de nouvelles contraintes visant à éliminer les semences adaptées aux agricultures paysannes ou biologiques et les petites entreprises semencières. Ces atteintes aux droits des agriculteurs et au droit à l'alimentation ont vocation à s'exporter en dehors de l'Europe, sur toute la planète, à travers les Accords de Libre Échange.



Suzanne Gura, Maria Carrascosa, Antonio Onorati et Guy Kastler lors de l'atelier sur les droits des paysans

1. Better Regulation : Processus de simplification des réglementations de commercialisation des semences et plantes au niveau européen - 2. Dans la suite du texte, le terme "semences" inclut "semences et plants" - 3. TIRPAA : Traité International sur les Ressources Phytogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture

▲ L'accès aux semences destinées à l'agriculture vivrière doit rester un droit humain inaliénable

Plus de la moitié de la nourriture produite sur la planète est issue de l'agriculture vivrière destinée à l'autoconsommation et au commerce local. L'agriculture vivrière européenne ne peut être réduite à l'usage folklorique de quelques "variétés anciennes" par des "jardiniers amateurs". Les millions de petits paysans des pays d'Europe de l'Est ne cultivent pas pour leur loisir mais pour l'alimentation locale et sont aujourd'hui rejoints par les populations irlandaises, grecques, espagnoles, portugaises... Pour cette raison, la commercialisation en vue de l'agriculture vivrière de semences non GM librement reproductibles, anciennes ou actuelles, doit rester exempte de toute obligation de certification et d'enregistrement officiel. Afin d'éviter toute confusion avec la dénomination d'autres variétés, il suffit que la variété soit inscrite sur une liste accessible au public tenue par l'opérateur. Les obligations minimales concernant la capacité germinative, la pureté spécifique et variétale (sauf mélanges) et les précautions sanitaires élémentaires doivent suffire à garantir le caractère sain et loyal du commerce de ces semences.

▲ Maintenir un service public d'enregistrement et de contrôle à la portée financière et normative des petits opérateurs

La commission veut organiser une privatisation totale et définitive des services publics d'enregistrement et de contrôle. La gestion du catalogue européen est confiée à l'Office Communautaire des Variétés Végétales (OCVV) qui gère déjà les COV. Les nouvelles procédures d'auto-enregistrement, d'auto-contrôle et d'auto-délivrance de certificats sanitaires "sous contrôle officiel" ne sont accessibles qu'aux gros opérateurs qui peuvent amortir sur de grosses quantités de semences commercialisées les exigences d'équipements (parcelles d'essais agréés, laboratoires...), d'embauche de personnel qualifié agréé et de multiplication des analyses. S'ils sont désertés par les gros opérateurs, les services publics ne pourront pas rester en fonction et seront remplacés par les organismes certificateurs mis en place par l'industrie semencière. Les petits opérateurs incapables de répondre aux normes exigées seront tenus a priori pour responsables du moindre incident commercial ou sanitaire. L'enregistrement des variétés et le contrôle de la qualité des semences doivent rester un service public accessible à tous, gratuit pour les variétés et les semences librement reproductibles, obtenues et produites sans manipulations génétiques, et exemptes de tout titre de propriété industrielle.

▲ Garantir le droit des agriculteurs d'échanger et de vendre leurs propres semences

Ce droit est inscrit dans le Traité International des semences³ ratifié par l'Union Européenne, afin de protéger l'activité des agriculteurs qui participent à la conservation de la biodiversité cultivée dans leurs champs. La sélection et la gestion dynamique de la biodiversité cultivée à la ferme ne sont pas des activités commerciales. Elles ne sont pas concernées par les lois européennes actuelles qui se limitent à la commercialisation, à titre onéreux ou gratuit, de semences "en vue de leur exploitation commerciale". La production de ces semences paysannes est indispensable pour permettre l'adaptation des cultures aux changements climatiques et aux nouvelles exigences de diminution des intrants chimiques. Contrairement à ce que propose la commission, les échanges, à titre onéreux ou gratuit, de quantités limitées de semences entre agriculteurs (professionnels ou non) qui contribuent dans le cadre de leurs productions agricoles à la sélection, à la conservation et/ou à la gestion dynamique de la biodiversité cultivée, doivent rester hors du champ d'application des lois sur le commerce des semences.

▲ Ouvrir le catalogue aux variétés populations adaptées aux agricultures paysannes et biologiques

La commission introduit une nouvelle exigence de distinction (D) qui exclut les variétés populations anciennes ou modernes. En effet, seules les variétés aux caractères définis par "un génotype (lignées pures) ou une certaine combinaison de génotypes (hybrides F1 ou populations synthétiques)" sont admises. Ces variétés standardisées ne peuvent pas s'adapter à la diversité des terroirs et à la variabilité des climats sans recours important aux intrants chimiques. L'enregistrement doit donc être ouvert aux variétés populations définies par leurs caractères issus de combinaisons variables de plusieurs génotypes.

▲ Barrer la route aux variétés et aux plantes brevetées et génétiquement manipulées

La réglementation actuelle garantit un accès exclusif au marché des semences pour les variétés homogènes (H) et stables (S) pouvant être protégées par un COV. Les variétés non H et non S sont brevetables, mais elles ne peuvent pas accéder au marché. Les détenteurs de brevets sur des modifications génétiques veulent commercialiser leurs innovations sans être contraints de passer par les longues multiplications indispensables à l'H et à la S des variétés. L'assouplissement des contraintes H et S proposé par la commission pour les variétés enregistrées sur "description officiellement reconnue", doit être réservé aux variétés non GM, librement reproductibles, et fermé à toutes variétés protégées par un COV ou brevetées ou constituées de plantes brevetées.

Par Guy Kastler, RSP

ATELIER SANITAIRE

Une approche sanitaire en faveur du "vivre avec" plutôt que de l'éradication

Comment approcher / connaître / gérer le microbe ? "L'héritage de Pasteur" qui repose sur une aseptisation du milieu pour contrôler le risque de contamination ne peut pas convenir aux agriculteurs bios qui souhaitent travailler davantage sur des équilibres de milieu, sur la prévention plutôt que l'éradication, sur une approche globale de la santé dans un cycle semence-sol-végétal-animal-humain. L'approche hygieniste, loin de sécuriser, fragilise au contraire la qualité sanitaire des plantes et semences cultivées en agriculture biologique, en rompant les équilibres microbiens. Toutefois la perte de savoir-faire et l'absence de recherche sur ces approches font qu'aujourd'hui les agriculteurs sont confrontés à

de véritables interrogations sanitaires et souhaiteraient être plus formés, informés, conscients de leurs gestes.

Se pose donc la question d'une recherche basée sur une meilleure compréhension du milieu et de son impact sur la microbiologie générale. Peu de travaux sur le sujet existent à ce jour : le chantier est immense. La semence est un organisme vivant, impacté par des conditions de milieu (sol, cli-

mat) et de mode de culture. Elle peut contenir des virus, bactéries, champignons. Etre force de propositions et d'alternatives face à la réglementation du "paquet hygiène" (obligation de résultat pour le producteur) qui tend vers le 0 microbe et des règles d'HACCP, concilier les règles agronomiques et sanitaires, transmettre les savoir-faire de paysans à paysans, définir des protocoles basés sur la recherche participative, vérifier leur efficacité sur tous les maillons, voilà les enjeux qui attendent les Maisons des Semences Pay-

sannes.

Retrouver "du bon sens microbien", capitaliser l'existant, trouver des partenaires pour travailler sur des indicateurs autres que l'éradication prenant en compte le milieu et les modes de culture, avoir le temps de mieux comprendre les modes d'action, conjuguer une explication scientifique aux pratiques empiriques, etc. Tels sont les besoins à transformer en axes de travail dans le réseau. ■

D'après Hélène Fonteneau,
Civam Bio 40
et Maïté Goienetxe,
BLE Pays Basque

" Si on sélectionne les plantes en les cultivant avec les techniques conventionnelles, on ne sélectionne pas les plantes saines et adaptées. Nous devons sélectionner nos plantes en mode de culture biologique pour sortir des problèmes sanitaires"

René, maraîcher en Bretagne

ATELIER FINANCEMENT

Echanges d'expériences et réflexions
pour la rémunération du travail de conservation
et de gestion dynamique des semences paysannes

Dans un premier temps, les participants ont échangé sur la difficulté à financer les actions de conservation et de gestion dynamique des variétés paysannes, actions de "service public" souvent effectuées bénévolement à ce jour. La problématique du temps nécessaire pour rechercher et trouver des financements est largement ressortie, avec mise en avant du cercle vicieux qui en découle : les structures ont besoin de temps salarié pour trouver des financements, mais ont aussi besoin de financements pour avoir du temps salarié ! Les échanges ont ensuite portés sur les écarts entre modalités de financement et actions/besoins des structures. Vision à court-terme, versement des fonds en fin de projet, financement de matériel neuf exclusivement, absence de ligne budgétaire pour le fonctionnement, d'une part ; transversalité des actions des structures d'autres part : autant d'aspects qui compliquent la recherche de financements. L'origine des fonds, la problématique du greenwashing, l'indépendance des structures et la question de l'auto-financement ont également été abordés et débattus à cette occasion.

Dans un second temps, le groupe

a réfléchi à des propositions concrètes d'actions qui permettraient de répondre aux problématiques soulevées :

- la **mise en réseau** entre les groupes pour mutualiser moyens, connaissances et compétences entre salariés et/ou bénévoles des structures en charge des questions financières ;
- la mise en place d'**actions ciblées auprès des financeurs publics** pour une prise de conscience des élus de l'intérêt de la préservation de la biodiversité cultivée et un meilleur accompagnement des Maisons des Semences Paysannes ;
- la mise en œuvre d'autres sources de financements et notamment des **outils de finance solidaire** (voir encadré) à étudier et à adapter à la spécificité du travail de conservation et de renouvellement de la biodiversité, sont les 3 axes des propositions avancées par les participants. L'idée d'une charte éthique définissant les critères qui rendent un financement acceptable (ou non) a également été proposée. ■

D'après Sandrine Houtin,
Agrobio 47
et Jean-François Chauvel,
RSP



Les participants de l'atelier financement

▲ Un fonds de soutien pour accompagner le maintien et le renouvellement de la biodiversité cultivée ?

Le Réseau Semences Paysannes réfléchit aux modalités de financement de la conservation *in situ* (pérennisation des collections vivantes). L'idée du lancement d'un fonds de soutien pour soutenir les initiatives locales de gestion dynamique des semences paysannes et notamment la conservation *in situ* fait son chemin. Ce fonds pourrait notamment permettre de financer les achats de matériel spécifique. Les modalités de création d'un tel fonds restent à l'étude.

ATELIER COMMUNICATION

Comment sensibiliser les différents publics
aux enjeux associés aux semences paysannes ?
Quels outils pédagogiques ?

Le premier constat partagé par tous est que la problématique des semences paysannes est trop peu connue du grand public, des élus comme du monde agricole. La complexité du sujet -distinction entre semences paysannes, semences de ferme et semences "industrielles", réglementation inaccessible, etc.-, et sa déconnexion apparente avec le produit fini -les consommateurs faisant difficilement le lien entre la qualité de leur alimentation et la semence qui est à son origine- ne facilitent pas la sensibilisation de ces publics.

A l'inverse, les dangers d'une communication inappropriée ou d'un excès de communication sont également pointés tant il est important d'avancer au même rythme que le travail de terrain : la priorité est plu-

tôt de consolider les actions de terrain pour nourrir la communication. Un excès de communication, risquerait également de rentrer dans une logique de consommation et d'entraîner ainsi une moindre implication au sein des collectifs (les Maisons des Semences Paysannes doivent rester des lieux collectifs où chacun s'investit et pas de simples boutiques où l'on vient se servir librement sans retours).

Il semble important de différencier les approches et les outils pour toucher les différents publics :

- **Auprès des consommateurs**, l'approche des semences paysannes doit passer par une sensibilisation aux logiques d'appropriation du vivant par les industriels de la semence (brevets, COV, OGM), une explication du contexte réglemen-

taire qui entraîne une privation des paysans de leurs droits ancestraux sur les semences, et la mise en avant du lien entre semences paysannes, souveraineté alimentaire, alimentation de qualité et environnement respecté. Un plus large public sera touché par des événements conviviaux (pique-nique, bourses de semences, fête des battages, fête de la biodiversité, etc.) ou l'organisation d'événements basés sur les sens et les émotions (ateliers de transformation, dégustations, visites de fermes), voire par la tenue d'ateliers de sensibilisation sur la réglementation. Des événements spécifiques pour les jardiniers amateurs ou à destination des scolaires (cursus classiques ou agricoles) devraient également porter leurs fruits.

- **Pour le monde paysan**, il est important de montrer les intérêts des semences paysannes sur la ferme (autonomie, productivité, rusticité, économie en intrants, qualité du produit fini), d'organiser des visites techniques et des échanges d'expériences sur les semences paysannes et les possibilités de valorisation via la transformation et de faciliter les transferts de savoirs et de savoir-faire : visites de collections, réunions de partage de savoir-faire, fête des battages, bourses de semences, réunions publiques de restitution de programmes de recherche sur les semences paysannes.

- **Au niveau des élus**, les actions de lobbying et de plaidoyer sont indispensables. Mais le groupe met en avant que pour se faire réellement entendre et reconnaître il faut

s'imposer dans les faits en continuant à développer et consolider les actions de terrain.

Pour conclure, 2 leviers de communication sont proposés par le groupe : une communication positive (semence porteuse de vie, autonomie par rapport à l'industrie semencière, valorisation du produit, partage de savoir-faire...), et une communication sur l'urgence (perte de biodiversité, mobilisation pour les droits des paysans, sortie des graines des banques de semences et remise en culture...), volets indispensables et complémentaires pour que la mobilisation pour les semences paysannes s'étende auprès du plus grand nombre. ■

D'après Gaëlle Balligand,
Agrobio Périgord

PLATE-FORME D'EXPÉRIMENTATION D'AGROBIO PÉRIGORD

Échanges sur la sélection participative
en maïs de population

Depuis 2001, un important travail de récupération, caractérisation, multiplication et sélection participative de maïs population est réalisé par AgroBio Périgord dans le cadre du programme "l'Aquitaine cultive la Biodiversité" (voir article p.4). Ce travail a permis d'acquérir de nombreuses informations sur les variétés, leurs comportements et les techniques de sélection et multiplication à la ferme. Les agriculteurs participants à ces projets pratiquent essentiellement la sélection massale¹ au champ. Mais certaines variétés souffrent aujourd'hui de dégénérescence et/ou auraient besoin d'un travail plus spécifique de sélection/amélioration pour répondre plus précisément aux besoins des agriculteurs. Afin de profiter de l'expérience des collectifs et chercheurs brésiliens présents pendant les rencontres MSP, une journée d'échanges techniques sur la sélection participative a été organisée en suivant, sur la plateforme d'expéri-



Bertrand Lassaigne et Yvan José Canci (délégation brésilienne) lors de la visite

mentation en maïs de population d'AgroBio Périgord. Une trentaine de personnes, agriculteurs et techniciens membres de collectifs français et internationaux, ont participé à cette rencontre.

En introduction, Altaïr Machado, chercheur à l'EMBRAPA (centre de recherche agronomique brésilien), a présenté la technique de sélection participative utilisée pour la création de la variété Sol Da Manha.

Ce travail a débuté en 1990 avec un réseau d'ONG et les agriculteurs de l'assentamento "Sol Da Manha" (communauté agricole issue de la réforme agraire brésilienne) dans l'Etat de Rio de Janeiro. Plusieurs populations locales paysannes de maïs ont été collectées puis expérimentées dans les conditions pédoclimatiques limitantes de l'assentamento. Les variétés s'étant le mieux comportées ont été choisies pour réaliser le travail de sélection généalogique (basée sur l'observation du comportement de la descendance) puis de recombinaison. Neuf cycles de sélection ont été réalisés pour créer la variété Sol Da Manha. Les essais ont été réalisés sur les terres de l'assentamento et les paysans ont participé à toutes les phases du processus. Aujourd'hui cette population de maïs est la plus cultivée au Brésil. Des travaux similaires sont actuellement mis en œuvre dans une vingtaine d'états brésiliens.

Les échanges ont ensuite porté sur les modalités pratiques de cette technique de sélection, et sur les problèmes d'érosion génétique : au Brésil comme en France, les agriculteurs échangent souvent leurs semences de maïs à partir de 2 ou 3 épis ce qui entraîne une perte de diversité génétique.

Dans un second temps, le groupe a pu obser-



Visite de la plate-forme d'expérimentation sur les variétés paysannes de maïs d'AgroBio Périgord

ver un protocole de création variétale en démonstration sur la plateforme, et développé par Adriano et Yvan Canci, agronomes et techniciens du projet Microbacias 2 dans l'Etat de Santa Catarina au Brésil (voir article p.13). Cette technique de sélection vise à créer une nouvelle variété à partir de plusieurs afin d'augmenter la diversité génétique intrinsèque tout en réalisant un travail de sélection. Chaque variété est semée sur une ligne qui est ensuite castrée. Entre les lignes, un mélange à part égale de chaque variété est semé pour servir de pollinisateur. Il est important de réaliser ce protocole sur un minimum de 3000 plantes et de sélectionner chaque année au moins 600 épis afin de garantir la diversité génétique. Ce processus est répété pendant 2 à 4 ans puis la stabilisation de ce mélange est réalisée au champ en sélection massale.

Cette technique est actuellement mise en œuvre en France par certains collectifs. Les premières variétés issues de ce protocole seront testées au champ en 2013.

Enfin, les échanges ont porté sur les critères de sélection avec la présentation des critères utilisés en sélection massale par Bertrand Lassaigne, agriculteur membre d'AgroBio Périgord. Des critères tels que le développement de la plante, la hauteur d'insertion d'épis, l'état sanitaire, la tenue de tige, la taille et la forme de l'épi, sont apparus comme communs aux participants. Certains ont aussi présenté des critères spécifiques liés à des productions particulières (ex : la capacité d'une plante à rester verte tout en présentant un épis mûr pour l'ensilage ou la couleur des épis pour certaines recettes traditionnelles brésiliennes). ■

1. *Technique de sélection traditionnelle qui consiste à sélectionner dans l'ensemble de la population les plantes les plus adaptées au terroir local et aux critères définis par chaque agriculteur.*

Compte rendu détaillé disponible sur demande auprès d'AgroBio Périgord.

Par Jennifer Kendall,
AgroBio Périgord

GIE DU BIAU GERME

Échanges autour de la conservation
des variétés potagères paysannes

Plus de quarante personnes ont participé à la visite du GIE du Biau Germe, collectif d'artisans semenciers basé à Montpezat dans le Lot et Garonne (voir article p.4). Sous une halle décorée de fruits, légumes et semences variées, les producteurs du GIE, ont accueilli les participants. Après la présentation du site et de l'historique de l'activité, chaque producteur a pris en charge une dizaine de personnes, avec un roulement, afin d'approfondir les différentes activités du groupement.

• Lors de la **visite des jardins d'un des producteurs**, les participants ont pu découvrir les porte-graines encore visibles à cette saison : maïs, tomate, aubergine, courge et courgette, haricot à rames et doliques. Les échanges ont porté sur les critères de sélection, les notions d'isolement entre variétés, les rotations... Avec notamment un rappel des bons gestes à effectuer pour la multiplication de la courgette

: sélection des fruits à bonne maturité, extraction et séchage des semences...

• La **présentation des machines de triages** (trieur alvéolaire, colonne densimétrique...) ainsi que leur fonctionnement, a permis de comprendre les différents mécanismes de triages et leur importance. Au milieu de ces machines, les traditionnels -mais indispensables- tamis à mailles restent très utilisés. Les notions de "sévérité" de triage, de planification des quantités à obtenir, de nettoyage des machines ont été abordées.

• Puis l'**espace dédié aux tests de germination** ainsi que les méthodes associées, ont

été présentés. Les producteurs du Biau Germe effectuent ces tests de germination afin de s'assurer de la bonne qualité germinative de leurs semences. Une fois celle-ci vérifiée (avec des taux de germination très souvent meilleurs que les normes légales), les semences sont prêtes à être ensachées pour la vente et/ou stockées.

• Le **stockage des semences** est effectué dans une pièce maintenue à 12°C et 55% d'humidité. Les semences sont conditionnées en petits sachets, au fur et à mesure des demandes, afin de ne pas altérer trop rapidement leur qualité germinative. Les sachets sont



Présentation de légumes du Biau Germe

ensuite rangés rigoureusement dans le local des expéditions.

Les commandes de semences arrivent par courrier ou internet. Un poste est dédié à leur réception et leur traitement. Dès réception d'un bon de commande, le colis est préparé et le service postal passe directement au siège prendre les colis. En adéquation avec la quantité de colis à traiter, la fréquence de passage augmente en début de saison.

Cette visite a permis aux participants de découvrir l'un des acteurs incontournables de la sauvegarde et de la promotion de la biodiversité cultivée en espèces potagères en France, et de pouvoir concrétiser l'ensemble des présentations, discussions et ateliers menés tout au long des rencontres. ■

Par Rémy Lebrun,
AgroBio Périgord



Accueil des participants lors de la visite



LES RENCONTRES Côté cuisine

“ Cuisiner pour les Rencontres MSP a été un projet animé d’envie et de plaisir : d’abord pour les contacts mis en place avec les producteurs pour qu’une alimentation issue de semences paysannes arrive jusqu’à vous ; et ensuite, par le plaisir -partagé par l’ensemble de l’équipe en cuisine- lié à la qualité des produits qui arrivaient jusqu’à nous pour nourrir cette belle assemblée de la biodiversité cultivée (1150 repas à servir!), et qui fut un moteur dans nos gestes culinaires.”

Les produits de Bertrand Lassaigne et le travail d'AgroBio Périgord sur les variétés de maïs paysans ont bien sûr été mis en valeur : les farines et semoules fraîchement moulues de différentes variétés de maïs ont été cuisinées, côté salé et côté sucré. Quel plaisir de sentir ces différents arômes chauds et suaves qui se dégagent au dessus d'une cocotte de polenta paysanne qui mijote doucement et longuement ! La farine des blés paysans de Bertrand, son fabuleux pesto de basilic, qui rehausse si facilement un plat, et ses noix, étaient aussi de la partie. Du Périgord toujours, les graines et l'huile de tournesol de Dominique Leconte ont été utilisées pour toutes sortes de préparations, dont une

petite crème de graines pré-trempées, d'herbes potagères et de quelques condiments qui est toujours un succès et qui intrigue le dégustateur...

Ces rencontres ont aussi été pour moi l'occasion de travailler avec les bretons de Kaol Kozh, qui nous a fourni les choux et les carottes. Les lentilles vertes et les petits haricots noirs arrivaient eux de la ferme de Jean-François Berthelot dans le Lot-et-Garonne. Les pommiers du Périgord ayant subi les affres des intempéries du printemps, nous avons fait appel à l'association Renova qui a approvisionné la cuisine en bonnes variétés de pommes à cuire, idéales pour les crumbles et gâteaux. Trois maraîchers locaux nous ont

fourni légumes et herbes potagères fraîchement cueillis : des betteraves fabuleuses au goût, diverses variétés de tomates, de poivrons... Les poulets et les œufs arrivaient d'une ferme bio du coin.

Mais, comme il est plus compliqué de s'approvisionner en quantité pour un morceau type auprès d'un producteur pour les autres types de viandes, c'est la plate-forme de produits bio pour la restauration collective mise en place par AgroBio

Périgord, Isle Mange Bio, qui nous a fournis. Ce sont aussi eux qui ont fourni les produits laitiers. Les autres produits secs venaient quant à eux de la plate-forme de produits bio de Gironde Pronadis.

Et oui, on peut TOUT faire en bio, comme quelqu'un me l'a demandé lors de ces rencontres ! ■

Par Laurence Dessimoulie, cuisinière,
(La cuisine de Laurence, un lien entre le champ et l'assiette)



Laurence et son équipe en action pendant les rencontres

Remerciements !

Un grand merci aux paysans qui font vivre la biodiversité alimentaire. Elle permet d'apporter dans nos cuisines et dans nos assiettes une qualité gustative et une vitalité des produits, essentielles pour notre alimentation, et toute une convivialité liée à la connaissance du producteur et un intérêt pour ses pratiques de culture.

Discussions et renseignements autour des différents stands associatifs



Création d'un mandala de graines multicolores

Retour en images sur la



Atelier sur l'autoproduction de graines de potagères



Spectacle de la compagnie "Prise de Scène"



Le samedi après-midi, les participants des rencontres MSP se sont déplacés sur le village du Change pour clôturer ces journées sur une note festive et champêtre. Le choix du lieu était symbolique puisque c'est là que depuis plus de dix ans, la plate-forme régionale d'expérimentation d'AgroBio Périgord sur les variétés paysannes de maïs et tournesol est implantée. Cette journée, ouverte au grand public, a permis aux 500 visiteurs extérieurs de découvrir les semences paysannes et de rencontrer les paysans du monde entier venus pour ces trois jours, au moyen de tables-rondes, visites de terrains, ateliers pratiques, échanges de semences, dégustations, et autres animations (concerts, spectacles, projections, expositions, village des associations, marché gourmand...).

CINÉ-RENCONTRES “CULTURES ET BIODIVERSITÉ”

Les semences paysannes à la rencontre des habitants de Dordogne

Amener la thématique des semences paysannes par le biais du cinéma dans les territoires de Dordogne tenait à cœur d'AgroBio Périgord. Parallèlement, l'association BEDE avait prévu de projeter une série de documentaires sur les semences paysannes, réalisés principalement en Afrique mais également dans le monde entier, lors de la fête organisée en clôture des rencontres MSP. De là est née l'idée d'organiser des projections dans les salles de cinéma de Dordogne dans le mois précédent les rencontres afin de proposer localement aux habitants un temps et un espace de sensibilisation, d'information, de débat et d'échanges autour des semences paysannes.

Six projections ont eu lieu en septembre dans les 4 coins du Périgord, en amont et pendant les rencontres. Chaque soirée a débuté par la projection du film italien "Semences de résistance", réalisé par l'ONG italienne Crocevia, sur les initiatives en Europe et sur le pourtour de la

Quelques-uns des films projetés

- Les semences prennent le maquis - Burkina Faso (Terre et Humanisme et BEDE-2012)
- Un festival mobile pour la biodiversité - Inde (Deccan Development Society-2005)
- En route vers l'autonomie en semence - Sénégal (Foire des Semences Paysannes de Djimini - BEDE-2009)
- Quel riz pour l'Afrique ? (BEDE-2012)
- Société menacée : Semences d'identité - Amérique Latine (Semillas de Identidad-2008).

Liste complète disponible auprès de BEDE ou AgroBio Périgord.



Méditerranée. Les thématiques choisies pour la deuxième partie de soirée invitaient au voyage vers l'Afrique, l'Inde, ou l'Amérique latine... Il fut intéressant de souligner auprès des spectateurs que la plupart des protagonistes des films seraient présents en Dordogne pour les rencontres MSP et qu'ils pourraient les croiser à cette occasion ! Pour leur première édition, ces Ciné-Rencontres ont connu un vif succès auprès des participants et des cinémas partenaires et ont créé des moments riches en émotion et en partage (plus de 130 personnes ont assisté à ces soirées, sans compter les 500 visiteurs de la fête des MSP). Avec la diversité des films documentaires existants aujourd'hui au sein du RSP, elles ouvrent une perspective sur la poursuite de ce type d'événement ailleurs en France. ■

Par Elodie Gras,
AgroBio Périgord



Alice Mouton et Michel Metz

Portraits d'acteurs des semences paysannes en France

Témoignages issus de la table-ronde "Qu'est-ce que les semences paysannes ?" qui s'est déroulée pendant la Fête des Maisons des Semences Paysannes en clôture des rencontres. Cette table ronde a réuni une cinquantaine de personnes autour de 9 intervenants représentatifs de la forme participative du travail effectué en France autour des semences paysannes: hommes et femmes, chercheurs, praticiens, jardiniers amateurs, et animateurs. En l'espace de 2h, ils ont pu échanger avec le public, relater leurs expériences, et expliquer l'intérêt économique, éthique et social de leur travail.

▲ Isabelle Goldringer

Chercheuse à l'INRA du Moulon, elle travaille avec des paysans dans des programmes de recherche participative sur les semences paysannes (SP). Pour elle, ces semences permettent aux paysans de développer des variétés adaptées à chaque contexte et pratique, notamment dans des conditions d'agriculture paysanne et/ou biologique pour lesquelles les variétés du commerce ne sont pas adaptées.

▲ Florent Mercier

Paysan-éleveur de Brunes des Alpes sur 65 ha en Maine et Loire, membre de Triptolème, il est arrivé aux semences paysannes par la diversité génétique animale et la rencontre des acteurs du GAB Anjou et du RSP qui cultivaient des blés paysans. Il a saisi à leurs côtés l'intérêt de ces variétés pour l'élevage (longues pailles, rusticité qui permet une moindre mécanisation tout en dominant la végétation spontanée), ainsi que leur valeur pour la transformation en farine puis en pain. En les testant chez lui, il s'est aperçu rapidement que dans ses terres hydromorphes et séchantes l'été, il obtenait les mêmes rendements qu'avec les variétés du commerce. Aujourd'hui passionné par cette diversité, il cultive plus de 400 variétés et souligne l'importance du travail en collectif pour partager savoirs et savoir-faire sur ces blés, d'où sa participation active à l'association Triptolème qui réunit de nombreux paysans boulangers.

▲ Adrien Collet

Paysan-boulangier en Lot-et-Garonne, membre de Pétanielle et tout juste installé. Sa motivation première est de maîtriser l'ensemble de sa chaîne de production, de la culture du blé jusque sa valorisation en pain : il s'intéresse pour cela aux variétés paysannes. Il souligne son envie, via l'association Pétanielle, de retrouver des variétés qui ont échappé à la sélection en station expérimentale, de travailler avec des variétés sorties des frigos pour les ré-adapter au contexte pédo-climatique actuel pour que des paysans puissent s'en servir professionnellement.

▲ Didier Margouty

Paysan en Dordogne sur 60 ha en polyculture-élevage (céréales, maïs, tournesol, canards gras, vaches allaitantes) et membre d'Agrobio Périgord, Didier Margouty est arrivé aux semences paysannes par philosophie : c'est la prise de conscience de la dangerosité de l'uniformisation et de l'importance de la semence dans l'histoire de l'agriculture, liée à sa volonté de rester maître de ses choix sur la ferme qui l'ont poussé à s'y intéresser. Il apprend aujourd'hui à se débarrasser des hybrides de par son lien avec Agrobio Périgord et son apprentissage de la culture des maïs et tournesol populations. Son cheminement vers les SP est à l'origine très lié à sa compréhension des enjeux quant à l'autonomie semencière et décisionnelle des paysans sur leurs fermes. L'approche technique se dessine aujourd'hui par une sélection des maïs sur la couleur des fois gras obtenus après consommation par les canards.

▲ François Delmont

Gérant de Germinance, entreprise artisanale de production de semences potagères, il œuvre depuis une vingtaine d'années à la conservation et la sélection de semences potagères sur des critères gustatifs et nutritionnels, adaptées à l'agriculture biologique, puisque la sélection "classique" dans ce domaine n'existe pas en France et que les variétés commerciales ne sont pas testées sur ces critères. En testant conjointement des variétés du commerce et des variétés paysannes il constate un excès de consommation en eau dans le cycle de culture et une teneur en eau du légume supérieures pour les variétés du commerce par rapport aux variétés paysannes qui nécessitent moins d'eau et présentent des valeurs nutritionnelles supérieures. Les clients de Germinance sont principalement des jardiniers amateurs et des maraîchers bio qui commercialisent en circuit court. Son objectif : donner accès à ces variétés aux citoyens.

▲ Marie-Paule Hernandez

Paysanne dans les Landes et membre du CETAB (Centre d'Etude et Terre d'Accueil des Blés), elle cultive environ 50 ha de grandes cultures dans un but d'autonomie et de valorisation de sa production en alimentation humaine en circuit court (farine, huile de tournesol et de colza). Les variétés paysannes lui ont permis de trouver des variétés adaptées à son contexte, et de commencer il y a 4 ans un travail de sélection sur la valeur nutritionnelle des blés. Ce travail, que les variétés du commerce ne lui permettaient pas de faire, commence aujourd'hui à porter ses fruits. La prochaine étape est l'installation d'une jeune boulangerie sur la ferme via un système de parrainage.

▲ Alice Mouton

Salariée de Triptolème, elle est un maillon essentiel de l'association de par son travail d'animation qui favorise la coordination et la mise en réseau des membres de l'association, tant d'un point de vue humain que technique. Son rôle est de faciliter le transfert d'information et les échanges entre les membres, l'organisation de formations ou de journées techniques pour la ré-acquisition de savoirs et savoir-faire, la gestion du matériel commun, le lien avec la recherche pour la mise en place d'expérimentations, ou encore le lien avec la société civile par l'organisation d'événements, etc. C'est un élément facilitateur du travail en collectif de praticiens dont l'objectif est le même : cultiver, sélectionner et développer les blés paysans !

▲ Michel Metz

Jardinier membre fondateur de Pétanielle (voir article sur Pétanielle en p.5), Michel Metz rappelle que dans les années 50, il n'y avait plus de variétés paysannes cultivées dans les champs des paysans car elles étaient dans des banques de gènes, ce qui posait à terme le souci de leur privatisation et de leur liberté d'accès. Ce constat, associé à la problématique d'une paysanne boulangère qui avait plus de 150 de ces variétés et donc un travail considérable de conservation à mener, a

motivé un groupe de jardiniers amateurs urbains à s'allier au travail de conservation et de multiplication de ces variétés. Aujourd'hui l'association Pétanielle regroupe une centaine de jardiniers et une quinzaine de paysans qui font vivre ces variétés, les valorisent et permettent à des paysans et artisans boulangers de vivre de la transformation et de la commercialisation de ces produits.

▲ Francis Rouleau

Membre fondateur de la Maison de la Semence Potagère en Dordogne, il a d'abord travaillé dans un jardin d'insertion en cultivant des variétés anciennes. Le jardin d'insertion fermant ses portes et Francis désormais retraité, il a rapatrié l'ensemble des variétés en participant à la création de la Maison de la Semence Potagère de Dordogne il y a 7 ans. Une cinquantaine d'amateurs et 7 ou 8 professionnels s'y retrouvent et œuvrent à la conservation de plus de 500 variétés de tomates, aubergines, poivrons et basilic. Chaque année, une formation est organisée pour acquérir les savoir-faire liés à la production de semences, et une rencontre est organisée pour répartir les variétés entre les participants. Une partie est conservée au sein de la Maison de la Semence, le reste étant disséminé parmi les adhérents. ■

D'après Louisanne Pujol,
FRCIVAM Limousin



Didier Margouty, Florent Mercier, Marie-Paule Hernandez et Isabelle Goldringer pendant la table ronde



Confection d'humitas à base de farine de maïs immature, avec Paola Duteil

Atelier vannerie, pour petits et grands



Atelier de fabrication de pain au levain avec le CETAB



Conférence sur les OGM et les suites de l'étude Séralini



Vente de légumes et de crêpes bio lors du marché gourmand



Bourse de semences

D'après Rémy Lebrun,
AgroBio Périgord



Rencontres organisées par :



Avec le soutien de :



Remerciements

Merci à toutes les personnes, salariés, paysans et bénévoles, mobilisées à nos côtés pour l'organisation de ces premières rencontres internationales sur les Maisons des Semences Paysannes. Un merci tout particulier à l'équipe salariée d'AgroBio Périgord et son groupe de bénévoles sans qui rien n'aurait été possible ; à l'équipe d'interprètes et aux techniciens traductions, tous bénévoles et militants, qui ont donné de leur personne pour faciliter les échanges entre participants venus du monde entier ; et aux paysans périgourdins qui nous ont ouvert leurs fermes.

Le RSP

Les participants aux Rencontres MSP 2012

ALGÉRIE - TAZAÏT - BENSAADOUN Nourredine - akarbouche@yahoo.fr / **Trait d'Union** - MAHMANE Said / **ALLEMAGNE - Saatgutkampagne** - GROVER Kirsten - sandhyagro@gmx.de / **VEN/DV** - GURA Suzanne - gura@dinse.net / **Via Campesina** - BOYER Miriam - miriam.boyer@yahoo.de / **AUTRICHE - Arche de Noa** - KHOLER Beate - beate.koller@arche-noah.at ; MECKSTROTH Anja - yves_baudaut@hotmail.com ; BOUTIAU Bernard - bd.boutique@live.be ; DE GAULTIER François - encadrement@natpro.be ; DIVE Delphine - infojardin@natpro.be / LOHEST Guillaume - guillaume.lohest@natpro.be / **BÉNIN - Synergie Paysanne** - AGOLIGAN Omer - omeragoligan@yahoo.fr / **BRÉSIL - As-PTA** - BESSERA LOPES Maria Giselda - gil-str@hotmail.com ; DIAS Emanoil - emanoel@aspta.org.br / **EMPRAPA** - BUSMANTE Patricia - pgbustamante@gmail.com - CORREIA Joao Roberto - jrccinco2012@gmail.com ; TOLEDO MACHADO Altair - altair.machado@embrapa.br ; **Microbacias 2** - CANCI Ivan José - ivandanatureza@hotmail.com ; DO CARMO WEIMANN Iracema / **CANADA - USC Canada** - RABINOWICZ Jane - jane@usc-canada.org / **ESPAGNE - Red de Semilla** - CARRASCOSA Maria - maria_carrascosa@riseup.net ; DEL RIO Zaira ; IBARGURENGOITIA Joseba / **FRANCE - 3PA - ROUSSEL** Bertrand / **ADEAR 32** - BARTHOMEUF Charleyne - ardear32@free.fr / AFDI - RAVAIL Jacques - jacques.ravail@sfr.fr / **Agrinature** - BENY Jean-Pierre - marsfarm@laposte.net / **Agro Bio 47** - HOUTIN Sandrine - info@agrobio47.fr ; LAVOYER Raphaël - rlavooyer@voila.fr - MARY Claire - cmary@agrobio47.fr / **Agro Bio Gironde** - BONNET Nicolas - conseil@agrobio-gironde.fr ; CARESSE Céline - cecilecarrasse@gmail.com ; MANZINELLO Jean-Louis - jeanlouis.manzinelle@sfr.fr ; STANNARD Marion - coordnatrice@agrobio-gironde.fr ; TECHER Dominique - gambaugequillot@free.fr / **Agro Bio Périgord** - ALFIERI Séverine - s.alfieri@agrobiopergord.fr ; BALLIGAN Gaëlle - balligan.gaëlle@orange.fr ; CARRARETO Audrey ; DELAFOULHOUE Manuel - rencontres.msp2012@gmail.com ; DOMINIQUE Hélène - h.dominique@agrobiopergord.fr ; DUTEIL Armand ; FLEURENCEAU Clément - fleurenceau@gmail.com ; GOSSE Romaric - romaric.gosse@wanadoo.fr ; GRAS Elodie - biodiversitysite@agrobiopergord.fr ; GROULT Philippe ; JOULAIN Gérard ; JOUSSE Stéphanie - contact@agrobiopergord.fr ; KENDALL Jennifer - biodiversitysite@agrobiopergord.fr ; LARNAUDIE Jean-Pierre ; LASSAIGNE Bertrand ; LE BRETON Geoffrey ; LEBRUN Rémy - biodiversitysite@agrobiopergord.fr ; MARGOUTI Didier ; MARSEILLE Emmanuel ; ROULEAU Francis ; SARRASIN Julie - promotion.bio@wanadoo.fr ; VIGIER Nathalie / **ALAJE & Agro Bio Périgord** - NANITET Corine - alajie@perigord.tm.fr / **Amis de la Terre** - LYPHOUT Jean-François - jlyphout@wanadoo.fr / **ARDEAR Rhônes-Alpes** - BALTASSAT Raphaël - r.baltassat@voila.fr ; HYACINTHE Alexandre - ardear.semences@wanadoo.fr / **ARDEAR Centre** - WOEHLING Sophie - ardearcentre.semencespaysannes@gmail.com / **ARDEAR Limousin** - DOREMUS Hélène - helene.ardear@gmail.com / **ARPE & Maisons de semences Rhône** - DURANTON Ludovic - ludovicduranton@yahoo.fr / **Association L'oignon le saint Turjan** - BEDRANI Naila ; BLAETH Jérôme - blaeth.jerome@gmail.com ; VILAIR Eric / **AVEM** - GRESSION Estelle - estelle.gressier@gmail.com / **Basta Mag 1** - CHAPPELLE Sophie - sophie.chapelle@gmail.com / **BEDE** - BALDE Patricia - patriciabecher@yahoo.fr ; BERSON Anne - anneberson@no-log.org ; BOULAHOUAT Nordine - nor@bede-asso.org ; BRAC DE LA PERRIERE Robert-Ali - brac@bede-asso.org - DOMERC Christine - christine.domerc@bede-asso.org ; EDDE Bernard - bernard.edde@orange.fr ; GAUDIN Patrice - gaudin_p@yahoo.fr ; LECOCQ Johann - johann.lecocq@laposte.net ; MALDIDIER Christophe - c.maldidier@yahoo.fr ; OUATTARA Ousmane - o_ouattara@gmail.com ; TURQUET Audrey - secretariat@bede-asso.org / **Biau Germe** - BOUE Christian - lebiaugerme@wanadoo.fr ; CATINAUD Philippe - ph.catinaud@wanadoo.fr / **Bio 82** - BUSIN Stéphane - stephanebusin@gmail.com ; CARRE Justine - techniquebio82@gmail.com / **Bio d'Aquitaine** - GRENIER Anne - anne.grenier@bio-aquitaine.com ; HERNANDEZ Marie-Paule - marieher@wanadoo.fr ; LÉCONTE Dominique - domleconte@gmail.com ; MALLARONI Angela - amxb@orange.fr ; REBASTI Valentina - valentina.rebasti@bio-aquitaine.com / **Bio de Provence** - DOSSIN Anne-Laure - annelaure.dossin@bio-provence.org / **Bio Loire Océan** - BELIARD Mathieu - bioloireocean@orange.fr ; ORAN Nicolas ; SOURDIN Camille - camille.bioloireocean@orange.fr / **Biocoop** - SENECA Dominique - kadops@yahoo.fr / **Bioversity International** - ANDRIEXU Elsa - e.andriexu@cgiar.org / **BLE (Civam Bio Pays-Basque)** - GOIENEXTE Maïté - maite.goienexte@wanadoo.fr ; MATSUTA Ekaitz - ekaitz.mazusta@wanadoo.fr ; TOUBLANT Maxime - maximetoublant@orange.fr / **CAA - GOMES Geraldo** / **CEP Ospitalea** - LANCEREAU Laure - laure.lancereau@cg64.fr / **CETAB** - BABOULENE Jacques - j.baboulene@gmail.com ; BERTHELLOT Gabriel ; BERTHELLOT Jean-François - jean-francois.berthelot@wanadoo.fr ; CHASSAIGNES Jean-Christophe - jean-christophe.chassaignes@laposte.net ; COULBEAUX Jean-Marie - jmcoulbeaux@gmail.com ; GANISER Robin - cetab@laposte.net ; GAUCHER Catherine - twocath@hotmail.com ; POILLY Charles - poilly_charles@hotmail.com ; RYSHUWJAR Carina - twocath@hotmail.com / **CETAB & LE SET DE FLEURS** - PETIT Pierre-Yves - petitpierre@laposte.net ; TICHANE Brigitte / **CIVAM BIO 09** - CLUZET Cécile - cultures@bioariege.fr / **CIVAM BIO 40** - CANIN Isabelle - icanin.cb40@orange.fr ; FONTENEAU Hélène - hfonteneau.cb40@orange.fr / **CNRS** - DEMEULANERE Elise - elise.demeulanere@gmail.com / **Collectif des Semiers du Lodevois Larzac** - COSTIL Serge ; GIRAUD Marie ; GIRAUD Yves - yvesgiraud34@free.fr ; LAURENT Maïté ; MEYNERD Luc ; PUSCEDU Mariano / **Collectif local de jardinier amateur** - ARSAC Stéphane - jaxous@orange.fr / **Confédération Paysanne** - LEBRUN Jean-Pierre - mmjplebrun@yahoo.fr / **CRBA** - LEVY-NEUMAND Lara - lara.levy.neumand@gmail.com / **CRRG Nord Pas de Calais** - SCOTTEZ Yolande - yscottez@enx.fr / **Cultivons la Biodiversité en Poitou Charentes** - AUBIN Thibaud - cbd.pc@orange.fr ; DEBIN Jacky - jdebit@cerfrance.fr ; SOURIAU Claude / **EARL Ferme du Loriot** - BRISSON Jeanne - erables_jeanne@yahoo.fr / **École Ingénieur Purpan** - GIULIANO Simon - simon.giuliano@purpan.fr / **ERABLES 31** - LAPORTE Magali - erables31.coordination@gmail.com / **Faire et savoirs** - REY Pascale - pascalesyl@aol.com / **FDCIVAM 44** - RENAUD Jérémy - initiatives@fdcivam44.org / **Foll'Avoine** - LENNE Patricia - follavoine.paca@yahoo.fr / **Fondation Nature Vivante** - BADEL Raphaël - contact@naturevivante.com / **Fondation Science Citoyenne** - STORUP Bérandgère - berangere.storup@sciencescitoyennes.org / **FRCVAM Limousin** - MARTEL Frédéric - fredetannem@yahoo.fr ; MARTEL Anne - fredetannem@yahoo.fr ; PUJOL Louisa - frcvamlimousin@wanadoo.fr / **GAB 65** - GERBAULT Mathieu - mathieu.gerbault.gab65@gmail.com / **GABB Anjou** - SANZ Céline - csanzgabbanjour@orange.fr / **Germance** - DELMOND François - germance@wanadoo.fr ; POTTIER Gabriel / **GRAB Avignon** - GASPARI Chloé - chloe.gaspari@grab.fr / **Grain'Avenir** - ABATZIAN Valérie

- valerie.abatzian@wanadoo.fr / Graines de Noé - OBELLIANNE Sarah - sarah.obellianne@gmail.com / **GRAPEA** - DUMAS Mélissa - grapea@wanadoo.fr / **INRA** - BONNIN Isabelle - isabelle.bonnin@fondationbiodiversite.fr ; GOLDINGER Isabelle - isa@moulon.inra.fr ; RIVIERE Pierre - pierre.riviere@moulon.inra.fr ; SERPOLAY Estelle - estelle.serpelay@rennes.inra.fr ; THOMAS Mathieu - mateothom@gmail.com ; ZANETTO Anne - zanetto@supagro.inra.fr / **INRA & Kaol Khoz & Triptolème** - CHABLE Véronique - chable@remes.inra.fr / **INRA UMR GAEL** - ABDOURAHMAN DJAMA Idyle - idyle.abdourahman@grenoble.inra.fr / **Inter Bio Bretagne** - ADAMKO Andréa - andrea.adamko@interbiobretagne.asso.fr / **ITAB** - GUICHARD Philippe - paysanbio@aol.com ; REY Frédéric - frederic.rey@itab.asso.fr ; SICARD Hélène / **ITAN** - PEDE Natacha - natacha.pede@laposte.net / **IUTA Toulouse 3** - SOCHACKI Liliane - liliane.sochacki@iut-tlse3.fr / **Jardins Madeleine** - PICCARDI Anne - annepicardi@yahoo.fr / **Kaol Kozh** - LEA René - rene.lea@orange.fr ; ROUSSEAU Alain ; SOUCHET Emilie - emilie.souchet@orange.fr / **Kerna-ün-Sohma** - GABRIEL Agnès - gabriel.agnes@sfr.fr ; VINCENT Marie-Jeanne ; WANNER Anne - semencesalsaciennes@yahoo.fr / **La Graine et le Potager** - CANIOU Daniel - daniel.caniou@libertysurf.fr / **La Moirerie SCEA** - BOULERNE Eric - moirerie@aliceadsl.fr ; BOULERNE Gabriella - lamoinerie@aliceadsl.fr / **La Plante Compagne** - KIEFFER Anne - annecaine7@yahoo.fr / **Le Potager d'un curieux** - DANNEYROLLES Jean-Luc - lepotager@wanadoo.fr / **MABD** - FONTENEAU Marc - mfonteneau@hotmail.com / **Maison de la Semence de la Loire** - CHEVALIER Martine - martinechevalier@wanadoo.fr ; COURBON Marie-Claude - mccourbon@gmail.com / **MFR Brens** - LEMESLE Antoine - antoine.lemesle@gmail.com / **Musée du Revermont** - DELHOMMEAU Martine - martine.delhommeau@cg01.fr / **Nature et Progrès** - BRAULT Jean-Luc - jlb@grainesdelpais.com ; MATHIEU Jean-Jacques - np@natureetprogres.org / **Parc Naturel du Lubéron** - CHARLES Nathalie - nathalie.charles@parcduluberon.fr / **Passe-Graines** - BUZZINI Christine - clouzz@club-internet.fr / **Pétanielle** - CARRAS Lydie - lydicarras@gmail.com ; COLLET Adrien ; METZ Michel - michel.metz5@gmail.com ; OUTTIER Magali - magali.outtier@laposte.net ; PELLOUX Florence - florence.peloux@orange.fr ; ZAHARIA Hélène - helene.zaharia@wanadoo.fr / **RENOVA** - AYMÉ Rémi - r.ayme.renova@free.fr ; DEMONT Irène - i.demont.renova@free.fr ; MICHAUD Francis - francis.michaux31@orange.fr / **Réseau Semences Paysannes** - CHAUVEL Jean-François - jean-francois.semencespaysannes.org ; DE KOCHKO Patrick - patrick.semencespaysannes.org ; KASTLER Guy - guykastler@wanadoo.fr ; LEVROUW Fanny - fanny.semencespaysannes.org ; MOY Anne-Charlotte - anne-charlotte.semencespaysannes.org ; PETIT Vanessa - contact.semencespaysannes.org / **Savoirs de Terroirs** - CHALLAYE Patrick - savoirsdeterroirs@orange.fr ; MEUNIER Didier / **Syndicat Tousel** - FERTE Henri - tousel@ctics.net ; Terre en vie - MARIE Eric - terreenvie.65@gmail.com / **Triptolème** - BERTRAND Julie - epona@no-log.org ; MARTEAU Florian - epona@no-log.org ; MERCIER Florent - flm@laposte.net ; MOUTON Alice - tripto@laposte.net ; THOMAS Jérôme - fourneepaysanne@gmail.com / **Triptolème & DINOS** - BOSCATO Thierry - contact@dinos-meunerie.org / **Vie et Santé du sol** - GABARD Jean-Paul - gabardjp@orange.fr / **GRÈCE - Peliti** - BRESKAS Antonis - info@peliti.gr / **HONGRIE - ESSRG** - CZUCZ Judith - futrinka@club-internet.fr ; CZUCZ Balint - czucz.balint@okologia.mta.hu ; KISS Laszlo - altajszkajadeszertnaja@gmail.com / **Rédei kertimag** - BAKSA Boglarka - kertimag@t-online.hu / **Védégyet & Protect the Future & LLD** - KISS Csilla - csilla@vedegyelt.hu / **INDE - Deccan Development Society** - BEGARI Laxmi ; MASANAGARI Mayuri ; MASANAGARI Narsamma ; MOLIGERI Chandramma ; PERIYAPATNA Satheesh - satheeshperiapatna@gmail.com / **IRAN - CENESTA** - BIGLARI Abdolreza ; RAHMANIAN Maryam - maryam.rahm@gmail.com ou maryam@cenesta.org ; SALIMI Maedeh ; TAHERI Ahmad / **ITALIE - AIAB** - CASTRONARO Gioia - agrastet@gmail.com / **Crocevia** - CONTI Mauro - mau_com@yahoo.it ; ONORATI Antonio - MC2535@mclink.it / **Rete Semi Rurali** - BOCCI Riccardo - r.bocci@casignano.it ; FERRERO Luca - ceiba@tiscali.it ; POZZI Claudio - claudiopozzi@semirurali.net ; SAMAIN CERVILLA Pauline - pauline.samain@gmail.com ; SPISSO Stéphanie - stephanie.spisso@gmail.com / **REVERSE** - POLEGRI Livia - ricerca1@parco3a.org / **REVERSE & ARSIAL** - TANCA Massimo - m.tanca@arsial.it ; TAVIANI Paola - p.tavianian@arsial.it / **LUXEMBOURG** - IBLA & SEED - KLAETTER Stéphanie - klaedke@ibla.lu ; SEED & LTA - ADAMS Franck - adamsf25@yahoo.de / **MALI - Caproset** - SOULEYE Mahamadou - sadjibero@yahoo.fr / **ROUMANIE - ECORURALS** - DUTU Iulian ; HADIU Ildiko ; HADIU Levente ; SZOCS Attila - attila@ecorurals.ro / **SÉNÉGAL - ASPSP** - DIOUF Francisca - diouff Francisca@yahoo.fr / **ASPS & COAPS** - NDIAYE Aïhou - nailhou@yahoo.fr / **TOGO - UGAMPL** - NAMETOUGLI Jacques - nametougli@yahoo.fr / **URUGUAY - Organizacion Zona Rural** - SALGADO SPINATELLI Maria-Noel - maria.noel.salgado@gmail.com

Autres participants, organisations non précisées - ANTONIN Clément - c.antonin@hotmail.fr ; ASSEMAT Yann - yannassemat@yahoo.fr ; BERT Jean-Christophe - jc.bert@hotmail.fr ; BREUILH Louis ; BUREAU Patrick ; CHABROL Pierre - chabrolpierre@yahoo.fr ; CHARRIER Juan ; CHENAUX Barthélémy - barthelemy.chenaux@gmail.com ; CHERIF Mustafa ; CHOIN Dominique ; CURIONI Monica - monica_curioni@hotmail.com ; DANDELLOT Jacques ; DETRAUX Willy ; DIGARD Benoît ; DROCHON Lauréline - laureline.drochon@gmail.com ; FENZI Marianna - marianna.fenzi@gmail.com ; FESER DE HARALYI Thomas - lomatess@gmail.com ; FOUCHERE Juliette ; FRANCOIS Adeline - clafoutis87@voila.fr ; GRESSION Monsieur ; HECQUET Corentin - corentin.hecquet@ulg.ac.be ; HERMAN Justine ; LACROIX Fabrice ; LALANNE Jean-Marie ; LEMOUZIE Michel ; LEMOUZIE Sylvain ; MAHENC Isabelle ; MALRIC Claire - claire.malric@wanadoo.fr ; MECHETA Medhi - mmecheta@laposte.net ; MOILAMAIN ; MOLLIETS Sophie ; MOSER Eva ; MULVANY Patrick - patrickmulvany@clara.co.uk ; PIONETTI Carine - carine.pionetti@gmail.com ; SARDA Sylvie ; SCHROETER Philip - philippsschroeter@gmail.com ; VAN HULSEN Hugo - iec@initiatives-europe.org - VOLY Valentin - val1tinjoly@gmail.com / **Equipe cuisine** - La cuisine de Laurence - laurencecessimoulie@hotmail.com, avec : BLANLEUIL Mathilde, BOUCARD Caroline, FRANCE OLLIANG MENYE Hans, SLAMA Saïda, TISSIER Agathe / **Equipe d'interprètes et de techniciens traduction** - ALVES Tiago - tiagalves@yahoo.com ; FREITAS Filipa - filipa.rfreitas@gmail.com ; HITCHMANN Judith - hitchman@club-internet.fr ; SEITHER Grégoire - gregwah@gmail.com ; TOPLEY LIRA Jaciara - jaciaara.tl@gmail.com / **COATI** - MORETTI Fabrizio - axel@autistici.org ; TONOLIO Andrea